

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Adveniat Regnum Tuum

Les
Questions Actuelles

Chronique
de la Presse

L'Action Catholique

Rev. d'Organisation
et de
Défense Religieuse

PARAIT LE SAMEDI (46 fascicules par an; tables semestrielles)

PRIX DU NUMÉRO : 0 FR. 75

ABONNEMENTS : six mois, 16 fr. ; un an, 30 fr. Etranger, variables selon les pays.

BUREAUX : 5, RUE BAYARD, PARIS-VIII^e

(Chèques postaux : Maison de la Bonne Presse, Paris, C^{te} N° 1668.)

Sommaire analytique

• LES QUESTIONS ACTUELLES •

ET « CHRONIQUE DE LA PRESSE »

Questions sociales. — La XIV^e session de la Conférence internationale du Travail. Le mouvement social et les Eglises (Rapport de M. Albert Thomas, directeur du B. I. T.) : 643.

1^o L'Eglise catholique : 643.

Les directives demeurent celles de l'encyclique *Rerum Novarum*. Les manifestations de l'esprit social catholique en 1929. 1^o La lettre de la S. C. du Concile à M^{re} Liénart (5 juin 1929). 2^o En Amérique (le dixième anniversaire du plan de reconstruction sociale de 1919). Six Congrès régionaux de la National Catholic Welfare Conference. Les réunions de Vienne (juin 1929).

2^o Les Eglises protestantes : 649.

Les traits essentiels du mouvement social protestant : 1^o Rédaction de « credo sociaux ». En Amérique (le Conseil fédéral des Etats-Unis). En Europe (la Conférence de Stockholm). 2^o Création d'institutions de recherches sociales. La « Commission d'action sociale aux Etats-Unis ». Les institutions européennes. 3^o Les réalisations. L'expérience américaine.

3^o Les Eglises non chrétiennes : 653.

LÉGISLATION CANONIQUE ET CIVILE

Lois nouvelles. — 1^o Chambres de métiers (L. 15. 6. 30) : 657.

Modification de la loi du 28. 7. 25.

2^o Ecoles normales primaires (L. 24. 6. 30) : 657.

3^o Croix du combattant (L. 28. 6. 30) : 657.

Textes administratifs. — Conseil supérieur de l'enseignement technique (D. 23. 7. 30) : 658.

TITRE I^{er} : Dispositions générales. — TITRE II : De l'assemblée générale : Membres de droit. Membres nommés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique. Membres élus. — TITRE III : De la Commission permanente : Membres de droit. Membres nommés. Membres élus. — TITRE IV : De la section administrative. — TITRE V : De la section pédagogique. — TITRE VI : De la section d'apprentissage. — Dispositions finales.

DOSSIERS DE « LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE »

Statistiques officielles. — Mouvement de la population en France au cours de l'année 1929, et résultats comparatifs pour quelques pays étrangers (Rapport de M. MICHEL HUBER, au sous-secrétariat de l'Economie nationale, 31. 3. 30) : 663.

4^o Résultats généraux. Mariages, naissances, décès. — Par rapport à 1928, diminution du nombre des mariages et des naissances, excédent des décès : 663.

2^o Statistiques détaillées. — Balance des naissances et des décès. — Excédent des décès (12 564) : 663.

Mariages. — S'élèvent à 333 441 au lieu de 339 014 en 1928 : 666.

Divorces. — S'élèvent à 19 353, au lieu de 18 822 en 1928 : 666.

Enfants déclarés vivants. — 728 540 au lieu de 745 395. en 1928 : 667.

Mort-nés. — 27 812 au lieu de 29 474 en 1928 : 668.

Décès. — Augmentation de 65 994 sur 1928 (741 104) : 668.

Mortalité infantile : 69 401 au lieu de 68 400 en 1928 : 670.

Résultats comparatifs pour la France et divers pays. — Excédents de naissance ou de décès (Excédent annuel des naissances sur les décès dans divers pays [nombres absolus] ; Excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 40 000 habitants) ; Nuptialité ; Natalité ; Mortalité infantile (Proportion des décès d'enfants de moins d'un an pour 4 000 enfants déclarés vivants) ; Mortalité générale : 672.

Tableaux annexes. — I. Mouvement de la population en 1929 (Récapitulation par département). — II. Population, mariages, naissances, décès, etc., par arrondissement en 1928 et 1929 (Nombres provisoires). — III. Mariages, naissances vivantes et décès en divers pays depuis 1913 (Nombres en milliers) : 1^o Mariages, 2^o Enfants nés vivants, 3^o Décédés. — IV. Proportions pour 40 000 habitants des nouveaux mariés, des enfants nés vivants et des décès en divers pays, depuis 1913 : 1^o Nouveaux mariés, 2^o Enfants nés vivants, 3^o Décédés : 679.

Ephémérides (du 16 au 28 septembre 1930) : 697.

BIBLIOGRAPHIE. — *Morale sexuelle et pédagogie sexuelle*, par Fr.-W. Foerster : 655 ; — *Le problème de la survie et les maladies de la mémoire*, par Edgard-Emmanuel Bonnet : 656 ; — *Petit traité de logique formelle*, par L. Baudry : 656.

LA FÊTE DU CHRIST-ROI

... Une fête célébrée chaque année chez tous les peuples en l'honneur du Christ-Roi sera souverainement efficace pour incriminer et réparer en quelque manière [l']apostasie publique, si désastreuse pour la société, qu'a engendrée le laïcisme. Dans les conférences internationales et dans les Parlements, on couvre d'un lourd silence le nom très suave de notre Rédempteur ; plus cette conduite est indigne et plus haut doivent monter nos acclamations, plus doit être propagée la déclaration des droits que confèrent au Christ sa dignité et son autorité royales [...]

PIE XI.

[Encyclique *Quas primas*, 1925.]

LES " QUESTIONS ACTUELLES " ET " CHRONIQUE DE LA PRESSE "

QUESTIONS SOCIALES

La XIV^e session de la Conférence Internationale du Travail

Rapport de M. Albert Thomas

La *Documentation Catholique*, t. 20, col. 643-648, et t. 22, col. 67-74, a reproduit pour les années 1928 et 1929 des extraits des rapports présentés par M. Albert Thomas aux précédentes sessions du Bureau international du travail, concernant « la doctrine sociale de l'Eglise catholique », « les catholiques sociaux et le B. I. T. », « les protestants et le B. I. T. ».

Nous empruntons au rapport pour 1930 le paragraphe 65. de la première partie (Activité générale de l'organisation, ch. III. Relations) intitulé : « Relations avec les Eglises » :

Le mouvement social et les Eglises ⁽¹⁾

Nous avons été parfois raillés, souvent aussi approuvés, pour les études qu'ici même, dans nos rapports successifs, depuis déjà des années, nous avons esquissées sur les tendances sociales des mouvements religieux.

En vérité, mieux nous nous efforçons de les comprendre, plus nous avons la conviction que, dans notre lutte difficile pour la création d'une vie internationale véritable et pour la protection ouvrière, les grands courants de pensée et de foi peuvent nous aider et nous porter, plus nous sommes sûrs que ces grands mouvements devront, toujours davantage, tenir compte des réalités quotidiennes de la vie industrielle.

L'EGLISE CATHOLIQUE

Ses directives
demeurent celles de l'encyclique « *Rerum novarum* ».

Les catholiques, tout d'abord, ont eu en 1929 l'occasion de manifester l'esprit social qui les anime et d'affirmer les grandes directives de l'Eglise. Ces directives demeurent celles de l'encyclique *Rerum novarum*. L'habitude est prise maintenant d'en célébrer l'anniversaire, avec raison. Elle est, pour tous catholiques, patrons et ouvriers, ainsi que l'autorité romaine vient encore de le déclarer, la charte chrétienne du travail.

Cette « doctrine courante » constitue, en matière de revendications sociales, la base commune des divers partis politiques qui, sans être confessionnels, s'inspirent du catholicisme. Elle apparaît comme un

signe de ralliement. Elle opère comme un facteur de rapprochement. C'est d'elle que se réclament tout à la fois la Fédération nationale catholique de France lorsqu'elle voue une grande part de son activité à la mise en route des assurances sociales ; — les fondateurs de l'Internationale des associations démocratiques d'inspiration chrétienne ; — les initiateurs des réunions catholiques franco-allemandes de Paris en 1928, puis de Berlin (décembre 1929). C'est elle aussi qui inspirait, en août dernier, la critique de la Semaine sociale de France lorsqu'elle abordait les problèmes les plus modernes de l'organisation scientifique du travail et qui lui dictait cette pensée que « pour être vraiment rationalisé le régime de la production doit discipliner la puissance de l'argent et du crédit en assurant le primat des activités productrices les plus nécessaires ».

Les manifestations de l'esprit social catholique en 1929.

1^{re} La lettre de la S. C. du Concile à M^{gr} Liénart (5 juin 1929).

Plus particulièrement, en trois grandes occasions au cours de l'année 1929, la pensée catholique s'est manifestée et précisée. Tout d'abord, le 3 août 1929, a été publiée dans l'organe officiel du Saint-Siège — les *Acta Apostolicae Sedis* — une lettre de grande importance du cardinal Sbarretti, préfet de la Congrégation du Concile, à Mgr Liénart, évêque de Lille (1). D'après cette lettre, la Congrégation avait été saisie d'un recours de M. E. Mathon, au nom du Consortium du Textile de Roubaix-Tourcoing, et priée de donner son jugement sur un conflit qui s'était élevé entre ledit Consortium et les syndicats ouvriers chrétiens de la même région. M. Mathon avait accusé dans un rapport et dans plusieurs mémoires les syndicats chrétiens « de n'être pas vraiment chrétiens », et il leur attribuait « un esprit marxiste et un socialisme d'Etat ».

Pour résoudre le conflit, la Congrégation du Concile rappelle la doctrine des Papes. Elle en applique les principes aux groupements patronaux comme aux associations ouvrières, et elle conclut en reprenant sous sa haute autorité certaines institutions de paix industrielle, recommandées depuis une dizaine d'années par nombre de documents épiscopaux.

Le document ne prétend pas promulguer une charte nouvelle du syndicalisme chrétien. Il se borne à reproduire avec insistance les enseignements de Léon XIII et de ses successeurs : légitimité — à l'heure actuelle, nécessité — d'associations syndicales, lesquelles, en dehors de besoins particuliers, devront être établies sur une base confessionnelle et toujours devront travailler avec les divers facteurs de la production dans un effort commun de charité. De ces principes traditionnels, la Congrégation du Concile entend faire une simple application au cas en

(1) On trouvera ce document dans la D. C., t. 22, col. 387-395 ; il est suivi (col. 395-409 et 451-465) d'une série de communiqués et de lettres émanant de l'épiscopat ainsi que de commentaires de presse qui en ont souligné l'importance. (Note de la D. C.)

(1) Les sous-titres sont ajoutés par la D. C.

litige et tire les termes de son jugement : « On ne peut refuser aux ouvriers chrétiens le droit de constituer des syndicats à eux, distincts des syndicats patronaux », des syndicats « où ils puissent traiter de leurs légitimes intérêts économiques et temporels », et comme ces syndicats indépendants ne sont pas « incompatibles avec la paix sociale, puisque, d'une part, ils répudient le principe de lutte des classes et que, de l'autre, ils admettent la forme de contrats collectifs..., les industriels ne doivent pas y voir un acte de défiance ». Dans certains cas exceptionnels, pourront se conclure des cartels intersyndicaux provisoires « entre syndicats chrétiens et syndicats neutres ou même socialistes pour la défense d'intérêts légitimes ».

Prenant acte du souhait ardent exprimé par le Consortium patronal, de voir se créer « des syndicats ouvriers vraiment chrétiens... discutant en toute indépendance avec les organisations patronales », la Congrégation du Concile discute la « grave accusation portée contre les syndicats chrétiens ». « Après de multiples et attentives recherches », l'autorité romaine « croit devoir déclarer que les allégations les plus graves qui attribuent aux syndicats un esprit marxiste et un socialisme d'Etat sont entièrement dépourvues de fondement et injustes ». Il a pu se produire des erreurs de tactique et d'expression : aux œuvres d'éducation ouvrière d'assurer dès le patronage, et spécialement aux dirigeants, une formation sociale chrétienne ainsi qu'« une connaissance pratique suffisante des questions techniques, professionnelles et économiques ». Ainsi, suivant les vœux de l'Eglise catholique, « les syndicats ouvriers vraiment catholiques croîtront en nombre et en qualité ».

Passant à ce qui concerne directement les industriels du Consortium, le document rend hommage aux « magnifiques œuvres de bienfaisance patronales » qui ont été instituées, mais, « s'adressant à des catholiques », la Congrégation du Concile « ne peut pas ne pas les inviter à réfléchir que, pour une paix durable entre industriels et ouvriers, il ne suffit pas de faire appel à des « solidarités professionnelles » et de multiplier les œuvres de bienfaisance inspirées par une philanthropie purement humaine. La vraie concorde et la vraie paix ne peuvent s'obtenir que par l'adhésion de « tous » au principe lumineux de la morale chrétienne. La Congrégation du Concile n'a pas pu ne pas relever que, bien qu'individuellement les dirigeants du Consortium fassent ouvertement profession de catholicisme, ils ont constitué de fait leur association sur le terrain de la neutralité ». S'il n'est pas possible, pour le moment, de former des syndicats patronaux confessionnels, les patrons catholiques devront, sous leur responsabilité personnelle, veiller à ce que les résolutions prises soient conformes aux règles de la morale catholique.

Entre les deux organisations : Consortium patronal et syndicat ouvrier chrétien, la Congrégation du Concile veut « que les défiances disparaissent et que s'établissent des relations justes et pacifiques... Les deux syndicats doivent donner l'exemple de cette collaboration des classes que demande la morale qu'ils professent ». La Congrégation verrait avec plaisir s'établir un mode régulier de rapports entre les deux syndicats par une Commission mixte permanente, afin que les organisations professionnelles soient, « comme elles doivent l'être selon la conception chrétienne, des moyens de

mutuelle compréhension, de discussion bienveillante et de pacification ».

Destinée à la région très industrielle de Roubaix-Tourcoing, la lettre de la Congrégation du Concile a trouvé l'accueil le plus attentif dans les milieux catholiques non seulement de France, mais de l'Europe entière et des deux Amériques (1).

2° En Amérique : le dixième anniversaire du plan de reconstruction sociale de 1919.

Le deuxième grand fait, à notre sens, de l'année 1929, ce sont les manifestations et les formules des catholiques des Etats-Unis. Loin de se désintéresser des masses ouvrières auxquelles appartiennent bon nombre de ses fidèles, la communauté catholique des Etats-Unis a toujours suivi de très près dans ses répercussions humaines l'essor économique de cet immense pays. En 1929, vient d'être célébré le dixième anniversaire d'un document épiscopal qui avait marqué profondément dans l'Amérique du Nord l'évolution de la doctrine sociale catholique. C'était au lendemain de la guerre, en effet, que sur le mandat de l'Association centrale des catholiques américains (National Catholic War Council) les quatre évêques membres du Comité administratif de cette association établissaient « dans le cadre des institutions existantes » un programme de reconstruction sociale se limitant de parti pris « aux réformes réalisables dans un temps raisonnable et aux principes généraux capables d'orienter des développements plus lointains » (2).

Les auteurs du document diagnostiquaient trois déficiences principales du système actuel : coulage énorme et gaspillage dans la production ainsi que dans la distribution des valeurs, insuffisance des revenus de la grande majorité des salariés, larges revenus au profit injustifié d'une petite minorité de capitalistes privilégiés. Réduire au minimum le travail des femmes à l'usine, supprimer par étapes l'emploi des ouvriers de moins de seize ans, assurer aux travailleurs l'hygiène et la sécurité de l'atelier ainsi qu'un logement convenable, comprimer le coût de la vie principalement par des institutions coopératives, fixer un minimum légal de salaires, telles étaient les tâches urgentes qu'il désignait. L'industrie devait, selon eux, subvenir pour sa vie totale aux besoins de l'homme qu'elle emploie. Le salaire devait couvrir les besoins familiaux du présent, peu à peu ceux de l'avenir, et il devait permettre à l'épargne ouvrière de s'assurer contre les risques sociaux ; tant que ne serait pas atteint ce

(1) Voilà déjà un quart de siècle que, suivant les principes de l'Encyclique *Rerum novarum*, se sont constitués en France vingt-trois Syndicats de patrons chrétiens groupés dans les « Unions fédérales professionnelles de catholiques », et, depuis 1926, dans la « Fédération française des professions commerciales, industrielles et libérales ». En collaboration avec la Confédération française des travailleurs chrétiens, des « avis » ont été élaborés sur les questions d'actualité par des réunions mixtes qui, au lendemain de la lettre de la Congrégation du Concile, ont reçu la stabilité d'un « Comité professionnel permanent ». Parallèlement à ces initiatives, sur leur terrain propre, mais en plein accord avec la Confédération française des travailleurs chrétiens, des techniciens et des chefs d'industrie ont créé, il y a plus de vingt-cinq ans, l'Union syndicale des ingénieurs catholiques. La Belgique et la Hollande comptent également des associations professionnelles de patrons catholiques.

(2) Cf. ce document dans *D. C.*, t. 2, pp. 465-475. (Note de la D. C.)

niveau normal de salaires minima, l'Etat devait venir en aide au travailleur, mal nécessaire mais secours temporaire jusqu'à ce que le travailleur touchât des revenus suffisants ; et s'il se trouvait qu'à la faveur de la guerre la grande majorité des employés obtint plus que le salaire vital, il ne fallait pas oublier que, « après tout, le salaire vital n'est pas nécessairement la pleine mesure de justice, mais le minimum de justice ». Au reste, est-ce qu'un large mouvement d'affaires n'était pas créé par les hauts salaires et le pouvoir d'achat élevé des masses laborieuses ?

Plan de réalisations immédiates qui, dans une large mesure, devait remédier au gaspillage actuel de la production et de la distribution, mais qui ne pouvait laisser de côté, en vue de réformes plus profondes, un système d'objectifs plus larges et d'améliorations plus compréhensives. « On ne fera pas jouer à plein les possibilités de rendement intensifié aussi longtemps que les ouvriers resteront de simples salariés. Sous une forme ou sous une autre, au moins pour une part, il faut que la majorité des travailleurs acquièrent la propriété des moyens de production » : que ce soit par des coopératives ou par les diverses combinaisons d'association de capitaux. Pour éviter une accumulation de bénéfices exagérée entre les mains d'une petite minorité, le message épiscopal signalait, parmi les mesures les plus efficaces, la suppression des contrôles-monopoles sur les biens de consommation, une stricte surveillance du gouvernement sur les monopoles privés des services publics, de lourds impôts sur les revenus, les bénéfices exagérés, ainsi que sur les héritages. Ce n'est point qu'un bénéfice, même au-dessus de la moyenne, ne dût être consenti aux hommes de rendement exceptionnel, mais une politique de bien public, tout comme l'équité, demandait que ces hommes hors pair partageassent avec le consommateur les fruits de leur activité, sous forme de baisse de prix.

Ces réformes indispensables semblaient pourtant devoir rester vaines sans une transformation dans la mentalité des travailleurs et des capitalistes. A l'ouvrier de réaliser que, pour un beau salaire, il doit une honnête journée de travail ; à l'employeur de ne pas oublier que, s'il peut retirer de son affaire une rémunération raisonnable, il ne peut exiger de ses investissements un profit tant que son personnel n'a pas obtenu au moins un salaire vital.

Dès 1920, une lettre collective de l'Episcopat des Etats-Unis avait fait sien, dans ses grandes lignes, ce programme de reconstruction sociale : droits et obligations du capital et du travail, organisations syndicales, participation des ouvriers, dans la mesure de leur capacité, à la direction des affaires industrielles, droits éminents de la collectivité nationale (1).

C'est ce programme épiscopal de 1919 qui a fourni les orientations et les directives pratiques immédiates à la National Catholic Welfare Conference, à ce mouvement coordonné, centralisé, des catholiques américains dont le bulletin, les publications et les communiqués de propagande, les congrès multipliés exercent sur l'activité sociale catholique une influence décisive. Chaque année, les « conférences de questions industrielles » groupent, dans chaque centre important de la production, des chefs d'industrie, des ouvriers, des sociologues, des hommes d'action.

(1) Cf. cette lettre dans *D. C.*, t. 3, pp. 482-485, 578-584 ; t. 4, pp. 194-200. (Note de la *D. C.*)

Six Congrès régionaux de la National Catholic Welfare Conference.

Plus nombreux et plus suivis que jamais, les six congrès régionaux de 1929 ont étendu leur rayonnement « d'un océan à l'autre » sur les problèmes de la vie industrielle et agricole.

La réunion de Wheeling (Virginie occidentale) a étudié les difficultés de l'industrie du charbon, en particulier des mines bitumineuses, leurs bas salaires, le projet de réglementation légale soumis au Sénat et la nécessité d'une concentration des exploitations.

Le Congrès de Green Bay (Wisconsin) a jeté un regard d'ensemble sur la situation des ouvriers d'industrie. S'appuyant sur les enquêtes des organisations charitables de la région, il a déclaré insuffisant le budget même de père de famille au travail normal épargné par la maladie et le chômage. S'ils veulent que les salaires fixés, non plus par les « forces économiques », mais par « la justice économique », obtiennent une part du bénéfice de l'entreprise et en général une répartition plus large de la production collective, les ouvriers devront en appeler à une organisation puissante de leurs syndicats et à la protection de l'Etat. De plus en plus préoccupée du chômage, l'assemblée constate ce phénomène étrange d'un chômage croissant dans une période de prospérité croissante.

Consacrée au travail féminin dans l'industrie, la Conférence de Michigan, en accord avec le Congrès de la Ligue des femmes catholiques, relève que près de 7 % des ouvrières gagnent par an moins de 1 000 dollars (jugés à peu près le salaire vital minimum).

La Conférence industrielle de Baltimore, voyant s'affirmer toujours davantage le développement industriel des Etats du sud, grâce à une main-d'œuvre peu rémunérée, a étudié, avec la Fédération des hommes de couleur, la question des noirs. Après avoir précisé les remèdes à une mortalité infantile considérable ainsi que les termes d'une loyale collaboration des noirs avec les Trade Unions, le Congrès a cherché dans une entente des frères de races les moyens d'augmenter les possibilités et les chances économiques des noirs.

Avec le Directeur de son département social, le Dr J. Ryan, la N. C. W. C. revient fréquemment sur ce qui, à son avis, constitue l'antithèse fondamentale du problème ouvrier : l'autocratie industrielle dans la démocratie américaine. La propriété, le contrôle de ses propres instruments de travail, disait le Dr Ryan au Congrès de Hartford (Nouvelle-Angleterre), voilà les meilleures garanties de la démocratie industrielle. L'Amérique a vécu cette démocratie tant qu'elle fut principalement un pays agricole. Evidemment, pour la majorité des ouvriers, impossible de devenir propriétaires des titres de l'entreprise, mais progressivement, les ouvriers pourront acquérir un ou plusieurs des trois éléments essentiels de la propriété : la direction de la marche industrielle de l'affaire, la participation aux bénéfices, la propriété, pour une part, du capital social.

Les réunions de Vienne (juin 1929).

Et enfin — c'est le troisième fait que nous citerons pour montrer l'orientation, en 1929, de la pensée catholique, — les récentes réunions catholiques sociales de Vienne (juin 1929), sur le vieux continent, ont abordé le même sujet, poursuivi les mêmes débats. La « prolétarisation envahissante »

et la reconstruction sociale n'y furent pas simplement étudiées une fois de plus, devant et par un nombreux auditoire d'universitaires, d'économistes, de moralistes, d'ouvriers d'Autriche, d'Allemagne et d'ailleurs ; mais les rapports et, plus encore, les discussions, en cherchant les solutions efficaces, furent entraînés bien au delà des remèdes immédiats, et c'est ainsi qu'entre catholiques, à l'égard du « système capitaliste » lui-même, des positions nettement divergentes ont été prises. Alors que les rapporteurs ou conférenciers ne mettaient pas en cause les principes de la société industrielle moderne, quelques contradicteurs, soucieux d'atteindre jusque dans ses racines profondes « la suprématie du petit nombre qui, par la spéculation, l'accaparement dominateur des valeurs de sociétés industrielles et le monopole des moyens de production, dirigent l'économie dans le but exclusif du profit et sans le respect de la personnalité humaine », n'hésitaient pas à réclamer et à proposer un concept nouveau du droit de propriété, un concept « dynamique » plus actif, plus mobile, plus souple, qui, dans la définition même de ce droit naturel, « soumettrait, sous peine de nullité, cette pleine et libre disposition des choses à une utilisation conforme aux exigences du bien commun ». Sans adopter les revendications radicales de cette école, sans suivre jusqu'au bout les poussées de cette « aile marchante », un groupe de réformateurs, fidèles au programme et à l'esprit de l'école autrichienne, ont déclaré ne pouvoir se contenter d'une politique sociale qui laisserait intacte l'organisation moderne de la propriété et se contenterait d'institutions de protection, de défense et de prévoyance. Qu'on maintienne, disaient-ils, le droit traditionnel de propriété, mais qu'un système, un ordre nouveau en accord avec les intérêts de la communauté, limite certaines libertés d'acquisition, de transfert, de monopole, ainsi que d'usage des revenus. Quoi qu'il en soit des opinions diverses, ces échanges d'idées hautement sincères ont montré combien l'évolution de la société moderne a placé de plus en plus au centre, au cœur des problèmes ouvriers, la conception même du droit de propriété ; suivant l'enseignement des Papes, suivant le mandement collectif des évêques d'Autriche (1) (1925), les congressistes de Vienne ont, d'une voix unanime, proclamé qu'il ne pouvait y avoir d'action catholique sans action sociale.

S'étonnera-t-on, en présence de telles manifestations de pensée, que le Directeur du Bureau international du Travail ait cru devoir, dans son message à la Semaine sociale de Besançon, évoquer la tradition qui, au sein de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, unissait déjà les catholiques sociaux, les syndicalistes socialistes ou les réformateurs de toutes tendances qui cherchaient à faire œuvre positive de protection ouvrière ? S'étonnera-t-on qu'il ait cru possible pour une même action pratique l'union de tous ceux qui croient à l'éminente dignité de la personne humaine ?

LES ÉGLISES PROTESTANTES

Aussi vivace, aussi intense, demeure le mouvement qui, depuis quelques années, entraîne aussi les églises protestantes vers les préoccupations sociales. Les Églises qui se sont rencontrées en 1925, à Stockholm (2), ont précisé et développé leur colla-

boration. En septembre dernier, un « Conseil œcuménique » s'est substitué au Comité de continuation de la Conférence de Stockholm. L'Institut international de Christianisme social est demeuré en relations constantes avec nous. Enfin, il est symptomatique qu'un de nos collaborateurs ait été invité à se rendre aux Etats-Unis par le Conseil fédéral des Églises d'Amérique, pour y expliquer le travail de notre Organisation et se rendre compte de l'effort accompli là-bas. Le Conseil fédéral groupe des institutions ecclésiastiques qui ont ensemble plus de 20 millions d'adhérents. C'est l'organe le plus représentatif des forces protestantes des Etats-Unis.

Les traits essentiels du mouvement social protestant.

1^o Rédaction de « credo sociaux » :

En Amérique : le Conseil fédéral des Etats-Unis.

Autant que nous avons pu nous en rendre compte par les impressions de notre collaborateur, par les documents réunis à Genève tant sur l'Europe que sur le nouveau continent, l'originalité de ce mouvement des Églises protestantes peut être résumée en trois traits essentiels.

Tout d'abord, pour l'affirmation théorique, la rédaction dans chaque grand groupement d'un « Credo social ». De même que l'Église catholique développe son action autour des grandes formules de l'Encyclique de 1891, les protestants ont rédigé avant ou après l'adoption du Message de Stockholm des Credos, variés dans leur forme et dans leurs commentaires, identiques quant au fond.

Le Credo du Conseil fédéral des Etats-Unis comporte la plupart des revendications sociales inscrites dans le Préambule de la partie XIII : limitation de la durée du travail ; protection des jeunes travailleurs, de la femme ouvrière ; liberté d'association ; orientation et formation professionnelles, etc... Il a été accepté par les Églises adhérentes, accepté par les Unions chrétiennes de jeunes gens et de jeunes filles. C'est une sorte de Charte sociale du protestantisme américain.

En Europe : la Conférence de Stockholm.

Même mouvement en Europe, sous l'influence de la Conférence de Stockholm. Mais, pressées aussi par les crises qui ébranlaient tant de pays et qui posaient tant de problèmes, les Églises européennes ont été de plus en plus amenées à compléter leurs affirmations fondamentales : sauvegarde de la personnalité, responsabilité du salut individuel. L'étude des documents récemment publiés par l'Institut international de Christianisme social (1) est extrêmement instructive à cet égard ; elle permet de se rendre compte des tendances qui se font jour actuellement dans les milieux religieux, en matière de réformes sociales. Tendances, parfois, de caractère très général. Les programmes continuent à chercher à obtenir « une réintégration du facteur spirituel » dans une conception des relations humaines qu'ils estiment trop imprégnées de matérialisme. Les Églises regrettent de constater dans le régime industriel le mépris des valeurs spirituelles. En même temps, elles désirent établir net-

(1) 29. 11. 25, cf. D. C., t. 15, col. 1283-1308.

(2) G. D. C., t. 15, col. 822-3 et 1185-1190.

(1) Institut international de Christianisme social, Genève. Programmes sociaux des églises et des organisations religieuses, 1929.

tement les motifs de leurs préoccupations sociales, « dissiper un malentendu qui consisterait à croire que l'Eglise, en apportant son concours sur le terrain moral et social, ne poursuit qu'une activité purement pratique », montrer que c'est « par le fait même qu'ils touchent à leur foi » que les problèmes sociaux les préoccupent (1).

Mais, en dépit des réserves que peuvent commander de tels principes, bien des déclarations officielles des Eglises européennes contiennent, comme en Amérique, des demandes identiques aux vœux des groupements de progrès social, aux revendications ouvrières : droit d'association, relations industrielles considérées dans leurs conséquences les plus extrêmes, réduction de la durée du travail, salaires minima, formation professionnelle, etc. Et c'est presque unanimement l'adhésion à l'idée de la protection légale du travail comme le moyen le plus sûr, pour la collectivité, d'exercer les contrôles nécessaires. La notion de l'engagement international s'affirme aussi.

A vrai dire, encore très atténuée dans les conclusions de la Conférence de Stockholm, elle apparaît désormais de plus en plus fréquemment, et cette déclaration d'une Conférence d'experts convoquée par l'« Industrial Christian Fellowship » — institution anglicane — est l'expression d'un vœu général : « Par l'intermédiaire de l'Eglise et de ses conseils, tous les chrétiens devraient appuyer le Bureau international du Travail ; il peut contribuer à faire prendre les mesures nécessaires pour assurer l'amélioration des conditions de travail dans tous les pays. »

Deux questions essentielles étaient soumises à cette Conférence : 1° industrie et personnalité ; 2° problèmes concernant la jeunesse.

Dans les conclusions de son rapport sur le premier de ces sujets, après un examen détaillé des faits à la lumière de l'Evangile, la Conférence a indiqué notamment quelques points sur lesquels, à son avis, la conscience chrétienne doit réclamer, sans hésitation, de nouveaux progrès. Ce sont, en résumé, le droit pour les travailleurs à la sécurité de l'emploi et de leurs moyens d'existence, la reconnaissance d'une plus grande part de responsabilité dans la gestion de l'industrie, la nécessité de l'organisation patronale et ouvrière en vue de négociations et pour la conciliation des intérêts, le respect des contrats collectifs, la reconnaissance des droits de la personnalité, la formation professionnelle, les loisirs, etc.

Parmi les coutumes qui contrecarrent le développement de la personnalité, la Conférence a signalé en particulier « l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, et notamment le procédé indigne du licenciement de jeunes gens et de jeunes filles lorsque ceux-ci doivent être inscrits à l'assurance ou lorsqu'ils sont en âge de toucher un salaire d'adulte ;... l'emploi de capitaux britanniques pour perpétuer dans d'autres pays des conditions de travail semblables à celles qui régnaient au moment de la révolution industrielle. Cette manière de faire entraîne des souffrances pour les ouvriers de ces pays-là ; elle a également des répercussions fâcheuses pour les travailleurs britanniques et, par conséquent, rend nécessaires les efforts internationaux de protection légale ».

Finalement, la Conférence a abouti à la conclusion suivante : « Pour juger l'industrie, la prospérité matérielle, de quelque nature qu'elle puisse être, ne peut être considérée comme le principal critère ; c'est, au contraire, le respect de la personnalité humaine. »

Dans le rapport sur les questions intéressant la jeunesse, la Conférence s'est prononcée notamment pour la prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 15 ans ; elle insiste sur les responsabilités de l'industrie à l'égard des adolescents (licenciements prématurés, occupations sans avenir, etc.) ; elle a réclamé comme urgente une législation détaillée sur la durée du travail des adolescents ainsi que pour les enfants occupés après l'école, etc. La Conférence s'est exprimée également sur les réformes à apporter aux conditions de service des gens de maison et sur l'émigration des adolescents. Pour tous ces problèmes, elle a réclamé que l'on agisse en prenant en considération la sauvegarde de la personnalité.

2° Création d'institutions de recherches sociales.

La « Commission d'action sociale » aux États-Unis.

Le deuxième trait particulier du mouvement social protestant, ce sont les institutions de recherches et d'études qu'il crée presque en tous pays. Pour entreprendre leur action nouvelle, les Eglises sentent le besoin d'enquêtes et de recherches précises sur les faits. Ces recherches, elles tentent de les faire par des institutions spéciales et bien outillées. C'est ainsi que le Conseil fédéral américain a établi, dans son sein, une Commission d'action sociale et un service de recherches.

La Commission d'action sociale, qui comprend, outre des représentants des Eglises, des personnalités importantes du monde ouvrier et patronal, possède une certaine autonomie qui lui permet, dans bien des circonstances, de s'affirmer directement.

Le Service des recherches du Conseil fédéral procède aux études indispensables pour permettre aux Eglises, et surtout à leurs conducteurs spirituels, de se former une opinion en pleine connaissance de cause. Il suit très attentivement les événements de la vie économique et industrielle et, par le moyen d'une publication hebdomadaire — *Information Service* — expose avec méthode et impartialité les principaux faits qui méritent de retenir l'attention des milieux religieux. Une place importante est réservée également aux institutions de progrès social, et, à diverses reprises, des monographies concernant l'aspect international des problèmes ont été publiées. Un récent numéro de cette publication était consacré à un exposé de l'œuvre du Bureau ; un autre donnait un aperçu détaillé de l'activité de la Société des Nations. En outre, ce service de recherches procède à des enquêtes approfondies ; son étude sur la situation de l'industrie métallurgique et les conditions de travail dans les usines de Pittsburg a fourni la base de l'action la plus retentissante du Conseil fédéral. D'autres enquêtes ont été faites souvent à la demande des ouvriers et quelquefois avec le consentement des patrons. Actuellement, le Service s'occupe de la situation de l'industrie textile dans les Etats du Sud et étudie également la question des injonctions, répondant en cela aux préoccupations actuelles de la classe ouvrière américaine.

Les institutions européennes.

Même développement en Europe. La plupart des Eglises confient à des organismes consultatifs, dans lesquels siègent, en général, à côté d'ecclésiastiques, des économistes, des secrétaires d'institutions sociales, des patrons, des ouvriers, le soin d'approfondir les faits et de rechercher des solutions raisonnées pour l'application des credos. En Grande-Bretagne, en particulier, ainsi qu'à Genève, pour les mouvements internationaux, des services d'experts, de véritables bureaux techniques sont créés. Le Service des

(1) « Stockholm », No. 3, 1929. Ad. Keller. Les Eglises et le Bureau international du Travail.

recherches du Conseil social chrétien britannique s'est occupé ces derniers temps de la détresse des mineurs et du problème du charbon ; de l'aspect moral de la question de l'intérêt et des placements financiers ; du rôle de la conscience dans l'industrie ; de la notion du juste prix, etc. Les études les plus générales sont faites en vue de jeter les bases d'une sociologie et d'une économie sociale chrétienne, réclamées dans bien des milieux.

Cet effort, qui s'organise à peine, en Europe tout au moins, est complété par des travaux du même ordre effectués par les institutions internationales religieuses — mouvements de jeunesse chrétienne, bureau de recherches du Conseil international des missions, Institut international de christianisme social — et qui s'orientent de plus en plus vers des études communes. Le programme général adopté l'été dernier par ces organisations prévoit toute une série de recherches en relations étroites avec les réformes sociales : notion de la propriété, méthodes industrielles et sauvegarde de la personnalité, nature des services sociaux des organisations chrétiennes, législation sociale, chômage, rationalisation, durée du travail, salaires, etc., etc. Il est clairement stipulé qu'on évitera les doubles emplois, en particulier avec les institutions internationales officielles, et que, sur la base des données recueillies par celles-ci, on cherchera surtout à mettre en évidence les aspects moraux et spirituels des problèmes étudiés, leurs répercussions sur la vie de l'individu et de la société. A ce propos, le rapport sur l'activité déployée par certaines institutions chrétiennes en faveur des marins séjournant dans les ports — rapport préparé par l'Institut international de Christianisme social à l'occasion de notre Conférence maritime — a été une contribution intéressante.

Il n'est pas besoin de signaler comment, sous cette forme d'études complémentaires, les recherches des Eglises peuvent rendre service aux institutions internationales.

3° Les réalisations.

Mais il est une dernière tâche à laquelle les Eglises protestantes s'appliquent, tâche délicate, mais qu'elles abordent avec conscience et où, en dépit de nombreuses résistances, elles notent déjà quelques succès. Il ne suffit pas de proclamer une foi. Il ne suffit pas d'étudier. Il faut appliquer les principes. Il faut agir. C'est la parole souvent répétée dans les milieux protestants, dans les derniers temps. « Le moment est venu, dit la Commission d'action sociale du Conseil fédéral américain, d'aller sur le terrain et d'appliquer les principes que nous proclamons. Nous étant rendu compte des circonstances locales, de leurs insuffisances, il importe de nous engager. Les Eglises doivent, en particulier, s'occuper de la législation sociale et de son application. Elles doivent, à certains égards, faire preuve d'un esprit plus combatif, s'associer plus effectivement à la cause de la justice sociale. » (1) « L'heure de la décision a sonné », dit, de son côté, le Congrès évangélique allemand (2).

Evidemment, les résistances restent grandes. L'intention d'action sociale est accueillie avec scepticisme par les uns. Elle est combattue par les autres. Si certains notent avec sympathie les symptômes actuels d'un réveil, jugé souvent un peu tardif, il est vrai, de la conscience sociale des milieux religieux, d'autres,

tout en reconnaissant l'effort exceptionnel de quelques personnalités ou de certaines institutions, signalent des contradictions, des demi-mesures, des insuffisances dont les répercussions spirituelles ont été parfois considérables. Quel écart, constatent divers militants syndicalistes (1), entre la prédication et la pratique ; entre les déclarations des Eglises et les actes de leurs membres ! Que l'on considère comment, en fait, se comportent la plupart des chrétiens ayant des responsabilités industrielles ! Le monde ouvrier, dit l'un d'entre eux, garde le souvenir cuisant d'hommes renvoyés par des industriels se prétendant chrétiens, parce qu'ils s'associaient en vue de se défendre et d'améliorer leurs conditions. Les travailleurs ne peuvent pas accepter la théorie suivant laquelle les Eglises ne doivent prendre parti ni pour le capital ni pour le travail, et qu'elles doivent se contenter de proposer des règles de conduite qui, généralement appliquées, supprimeront les causes de conflit entre employeurs et salariés. Dans les efforts pour la législation sociale, qu'ont fait pratiquement les Eglises ? Lorsqu'il a fallu agir et combattre, n'a-t-on pas, comme d'habitude, considéré d'où venait le vent et ne s'est-on pas abstenu ? Qu'en est-il, dans certains pays, des contrôles exercés par des intérêts particuliers ? Allant plus loin dans l'examen de la situation, on demande aussi « si les chefs religieux et les institutions chrétiennes, au lieu de se borner à recommander les demandes immédiates et modestes du syndicalisme, ne devraient pas — tâche plus audacieuse — soumettre à une analyse approfondie les mobiles, l'esprit, les conséquences de l'industrialisme moderne. Que font les Eglises, qui insistent tant sur la valeur infinie de l'individu et de son âme, sur l'importance de l'action spontanée et créatrice, en présence de la tendance à simplifier le labeur de l'individu dans une mesure telle qu'il pourrait être effectué par un gorille bien dressé ? Peut-on résoudre les problèmes spirituels et moraux du temps présent par quelques réformes respectables laissant presque intact le régime actuel (2) ? »

Tel est le débat. Telle est, peut-on dire, la grande lutte engagée.

L'expérience américaine.

Les Eglises américaines ont, sur ce point, acquis déjà quelque expérience. Les exemples de l'action sociale déployée par certaines d'entre elles, et que décrit le secrétaire industriel du Conseil fédéral (3), sont particulièrement intéressants.

Les études de M. Myers montrent comment des Eglises ou des associations religieuses appliquent pratiquement leur évangile social. Elles mettent en évidence ce qu'il advient — succès et difficultés, — lorsque les groupements chrétiens interviennent aux Etats-Unis et veulent contribuer à la solution de problèmes industriels et sociaux. Ici, c'est un examen des charges qu'une réforme entraîne et une action auprès des consommateurs pour qu'ils acceptent de prendre leur part financière des transformations nécessaires ; là, c'est une lutte de longue haleine et finalement heureuse pour la réduction de la durée du travail ; ici, c'est un arbitrage ; là, l'octroi d'un appui sans réserve à des forces ouvrières enga-

(1) Institut international de Christianisme social — Programmes sociaux, — p. 9.

(2) Ibid., p. 40.

(1) *Labor speaks for itself on Religion*. A Symposium of Labor Leaders throughout the World. Edited and with an Introduction by Jerome Davis. New-York 1929 — Maemillan Company.

(2) Ibid., pp. 102-103.

(3) JAMES MYERS — *Religion lends a Hand*. Studies of Churches in Social Action. Harper — New-York, 1929.

gées dans un conflit et auxquelles une institution ecclésiastique offre un quartier général et pendant six à sept semaines donne un abri, jour et nuit, dans l'église même, à 500 chômeurs. Ce « Labor Temple » — c'est le nom de cette institution, — en assurant la libre discussion de tous les problèmes et par toutes les tendances, en se tenant en contact étroit avec les milieux ouvriers, mais en respectant entièrement leur autonomie (plusieurs syndicats ont leur secrétariat dans l'immeuble même de l'institution) accomplit un effort de conciliation et aussi de réconciliation.

Les échecs mêmes subis dans de nombreuses circonstances demeurent, eux aussi, instructifs. Ils établissent comment, à la vérité, l'intervention des Eglises dans la lutte quotidienne des intérêts sociaux peut aider à la cause de la justice.

LES ÉGLISES NON CHRÉTIENNES

Et ailleurs, en dehors des Eglises chrétiennes ? L'an dernier, au cours de notre voyage au Japon, une importante délégation de prêtres bouddhistes, sous la conduite du professeur Vatenabé, était venue nous dire son intérêt pour nos efforts. C'est que le bouddhisme, qui a le plus grand nombre d'adeptes parmi les croyants d'Extrême-Orient, tourne de plus en plus son attention vers les problèmes sociaux. Plusieurs sectes bouddhistes, parmi les plus influentes, possèdent de grandes universités, comptant plus d'un millier d'étudiants, et dont certaines, comme la « Shukyo Daigaku » (Faculté de théologie subventionnée par la secte Jodo), ont organisé des cours spéciaux sur les questions ouvrières. Dans leurs bibliothèques, leurs salles d'études, on trouve les publications du Bureau. De jeunes bouddhistes, à l'esprit de progrès, comme le professeur Hasegawa, rédacteur en chef du *Yorozu*, quotidien très répandu, prennent la tête du mouvement en faveur de la justice sociale. Ici encore, nous nous efforçons de maintenir les contacts personnels que nous avons pu établir.

BIBLIOGRAPHIE

Morale sexuelle et pédagogie sexuelle, par FR.-W. FOERSTER. — Un vol. 22 x 14 cm. de 270 pages. Prix, 24 francs. Bloud et Gay, Paris. 1930.

« On sait de quelle autorité jouit, dans le monde entier, le grand éducateur allemand, professeur de philosophie et de pédagogie à l'Université de Munich. Le livre dont paraît aujourd'hui une traduction française porte sur un des sujets les plus importants et les plus discutés actuellement. Enfin, troisième raison pour recommander cet ouvrage à l'attention des lecteurs, il occupe une place particulière dans l'histoire de la pensée de l'auteur. Parti de la philosophie rationaliste, c'est, en effet, par l'observation de la désagrégation morale du monde moderne dans le domaine sexuel, et la constatation de l'impuissance de la pédagogie areligieuse qu'il a été conduit à se dégager de la philosophie rationaliste et à apporter une adhésion sans réserve au christianisme et aux méthodes par lesquelles l'Eglise s'est efforcée de régler la vie sexuelle.

» La préface contient, sur ce point, des lignes qui auront un grand retentissement.

» Peut-être même est-il regrettable que l'auteur se soit abstenu de remonter jusqu'au pourquoi de la morale,

et qu'il n'ait pas mis l'accent sur son caractère « morale naturelle », plutôt que de la rattacher aussi étroitement à la religion... Peut-être a-t-il tendance à trop ravaler l'instinct, et de ce fait sera-t-il moins facilement écouté des biologistes...

» Il reste que ce livre vaut par la vigueur avec laquelle il fait appel aux sentiments de noblesse de l'être humain, au souci de la responsabilité, au culte de la vraie liberté : l'homme, dit-il excellemment, est quelque chose de plus qu'un processus érotique, et ce « plus », fait de responsabilité, de force, de volonté, de liberté spirituelle, il ne peut pas l'abandonner pour l'ivresse d'un moment sans renier toute sa dignité d'homme.

» On lira avec profit cet ouvrage, et spécialement les chapitres consacrés à la monogamie, notamment celui intitulé « Monogamie et concurrence des races », ou encore les pages consacrées à la nécessité absolue de l'idéal ascétique. — R. B. » (*Chronique sociale de France*, juin 1930.)

Le problème de la survie et les maladies de la mémoire, par EDGAR-EMMANUEL BONNET, brochure publiée par Pierre Bonnet, éditeur, 84, rue des Entrepreneurs, Paris.

Cette brochure de 32 pages contient une conférence donnée à la Société d'études télépathiques. Et voici la thèse du conférencier : « L'âme n'est pas autre chose que les souvenirs que contient notre mémoire... Avant la vie nous sommes obligés de placer une mémoire, et cette mémoire réussit à créer un être vivant... Cette mémoire survit au corps... La mort n'existe pas ; derrière ses voiles sombres se devine la blancheur d'un berceau, et lorsque la froide déesse vient éteindre la flamme fragile du grossier flambeau, notre mémoire, notre moi, ouvre ses ailes. » Ces assertions sont pour le moins étranges. Le désir du conférencier de lutter contre le matérialisme est très louable ; mais un matérialiste demanderait, semble-t-il, que l'on apporte plus de rigueur scientifique et que l'on ne joue pas trop avec les règles de la logique.

M.-P. LESAGE.

Petit traité de logique formelle, par L. BAUDRY. Un vol. 19 x 12 de 93 pages. Vrin, Paris, 1930.

M. L. Baudry, professeur au collège Stanislas, offre aux élèves de philosophie ce *Petit traité de logique formelle*. Matière obligatoire à l'examen du baccalauréat ancien régime, la logique n'est plus que facultative dans le nouveau. C'est une aberration que nos professeurs de collèges catholiques et beaucoup de professeurs de lycées veulent réparer en enseignant chaque année cette matière à option. Clair, précis, classique, ce traité n'omet rien d'essentiel et met en vive lumière les principes fondamentaux. Quelques appels à la psychologie ne sont pas un hors-d'œuvre. Ces notions ont pour but d'enlever à la logique formelle ce caractère factice dont on lui fait reproche si facilement, et de montrer que les règles de la logique sont, au fond, les règles de l'intelligence elle-même.

En appendice, quatre pages traitent de la logistique. C'est peu, même pour des débutants. Les études des logisticiens ont pris tant d'ampleur de nos jours qu'il ne serait pas inutile d'initier nos élèves de philosophie ou de mathématiques élémentaires à ces problèmes très intéressants. L'appareil algébrique de la logistique ne peut rebuter de jeunes intelligences qui, jusqu'en première inclusivement, ont eu le même programme scientifique, et qui, en fait d'équations, « en ont vu bien d'autres ».

Malgré ce desideratum, auquel une seconde édition fera sans doute droit, ce *Petit traité* aura grand succès dans nos collèges.

M.-P. L.

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE CANONIQUES ET CIVILES

Lois nouvelles.

CHAMBRES DE MÉTIERS

Modification de la loi du 28. 7. 25

LOI DU 15 JUIN 1930 (1)

ARTICLE UNIQUE. — La dernière phrase du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 (2) portant création de chambres de métiers est modifiée comme suit :
« Tout maître artisan inscrit sur cette dernière liste peut également demander son inscription sur la liste des électeurs de la chambre de commerce, à condition qu'il remplisse toutes les conditions exigées des commerçants et des industriels pour cette inscription. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le président de la République :

Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur,

ANDRÉ TARDIEU.

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

PIERRE LAYAL.

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

PIERRE MARRAUD.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

P.-E. FLANDIN.

ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES

LOI DU 24 JUIN 1930 (3)

ARTICLE UNIQUE. — L'article 47 de la loi du 19 juillet 1889 est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 47. — . . . »

« Le recteur fait partie de droit du Conseil d'administration de chacune des écoles normales de son ressort académique. Il en a la présidence quand il assiste aux séances. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le président de la République :

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

PIERRE MARRAUD.

CROIX DU COMBATTANT

LOI DU 28 JUIN 1930 (4)

ART. 1^{er}. — Il est institué, pour les seuls mobilisés titulaires de la carte du combattant, tels qu'ils sont discriminés et définis par le décret du 28 juin 1927, une croix du combattant. L'attribution de la carte du combattant donnera droit, de plano, à cette croix.

(1) « Loi modifiant le paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925, portant création de chambres de métiers. »

(2) D. C., t. 14, c. 502.

(3) « Loi modifiant l'article 47 de la loi du 19 juillet 1889 relatif à la composition du Conseil d'administration des écoles normales primaires. »

(4) « Loi ayant pour objet la création d'un insigne

ART. 2. — Un décret, rendu sur la proposition des ministres de la Guerre et des Pensions, fixera, après consultation des associations d'anciens combattants et de mutilés représentés à l'Office national du combattant et à l'Office national des mutilés, la nature de cet insigne, dont la maquette sera établie avec le concours d'artistes anciens combattants.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le président de la République :

Le ministre de la Guerre,

ANDRÉ MAGINOT.

Le ministre des Pensions,

A. CHAMPETIER DE RIBES.

Textes administratifs.

Conseil supérieur de l'enseignement technique

DÉCRET DU 23 JUILLET 1930 (1)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 5 de la loi du 25 juillet 1919 (2) sur l'enseignement technique, industriel et commercial ;

Vu l'article 5 de la loi du 30 juin 1920 ;

Vu le décret du 16 janvier 1925 portant réorganisation du Conseil supérieur de l'enseignement technique, modifié par les décrets des 24 mars, 28 avril, 14 octobre, 14 novembre 1925, 29 mai et 8 octobre 1927, déterminant la composition du Conseil supérieur de l'enseignement technique ;

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique,

DÉCRÈTE :

Titre 1^{er}. — Dispositions générales.

ART. 1^{er}. — Le Conseil supérieur de l'enseignement technique siège en assemblée générale, en Commission permanente, en section administrative, en section pédagogique et en section d'apprentissage.

L'assemblée générale est présidée par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, assisté du sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique ; à défaut du ministre, la présidence appartient au sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique. Le Conseil choisit parmi ses membres deux vice-présidents chargés de suppléer le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique, vice-président de droit. La Commission permanente est présidée par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique ou, à défaut, par le directeur général de l'enseignement technique.

Les sections sont présidées par un de leurs membres désigné par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Le mandat des membres du Conseil a une durée de quatre ans. Il peut être indéfiniment renouvelé.

Tout membre du Conseil cesse d'en faire partie s'il perd la qualité en raison de laquelle il y a été appelé. Il est immédiatement pourvu au remplacement des membres qui cessent de faire partie du Conseil. Toutefois,

officiel dénommé « croix du combattant », attribué et réservé aux anciens combattants titulaires de la carte du combattant instituée par le décret du 28 juin 1927. »

(1) « Conseil supérieur de l'enseignement technique. »

(2) D. C., t. 2, pp. 234-240.

pour les catégories comportant plus de cinq représentants, il n'est pourvu au remplacement que lorsqu'il s'est produit au moins trois vacances dans cette catégorie.

Titre II. — De l'assemblée générale.

ART. 2. — L'assemblée générale est composée comme suit :

Membres de droit.

Les anciens sous-secrétaires d'Etat de l'enseignement technique.

Les parlementaires rapporteurs en fonctions et anciens rapporteurs du budget de l'enseignement technique, à la Chambre des députés et au Sénat.

Le président de la Commission de l'enseignement du Sénat.

Le président de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes du Sénat.

Le président de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts de la Chambre des députés.

Le président de la Commission du commerce et de l'industrie de la Chambre des députés.

Le président du groupe parlementaire de l'enseignement technique de la Chambre des députés.

Le président de la 5^e Commission du Conseil général de la Seine.

Le président de la 4^e Commission du Conseil municipal de Paris.

Le directeur général de l'enseignement technique.

Le directeur adjoint de l'enseignement technique.

Le directeur général des beaux-arts au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Un représentant du ministère du Commerce et de l'Industrie désigné par le ministre du Commerce.

Le directeur du travail au ministère du Travail.

Le directeur de l'enseignement de la Seine.

Le directeur administratif des services de l'enseignement à la Préfecture de la Seine.

Le directeur du Conservatoire national des arts et métiers.

Le directeur de l'Ecole centrale des arts et manufactures.

Les inspecteurs généraux et l'inspectrice générale de l'enseignement technique.

L'inspecteur général de l'Instruction publique chargé de l'inspection de l'enseignement des langues vivantes dans les établissements d'enseignement technique.

L'inspecteur général des services administratifs des établissements d'enseignement technique.

L'inspecteur général des services d'orientation professionnelle.

Le directeur de l'Ecole normale de l'enseignement technique.

Le directeur de l'Ecole des hautes études commerciales.

Membres nommés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Deux sénateurs.

Trois députés.

Un professeur de la faculté de droit de Paris.

Un conseiller d'Etat.

Huit inspecteurs régionaux ou départementaux de l'enseignement technique.

Deux directeurs d'offices d'orientation professionnelle.

Un représentant des chargés de missions d'inspection dans les établissements d'enseignement technique.

Un représentant des directeurs et du personnel enseignant des instituts spécialisés recevant des élèves boursiers de l'enseignement technique.

Quatre artisans nommés sur présentation des groupements qualifiés.

Dix patrons nommés d'après une liste de présentation établie par le groupement patronal le plus représentatif.

Dix ouvriers et employés nommés d'après une liste de présentation établie par le groupement d'ouvriers et d'employés le plus représentatif.

Treize membres choisis parmi les personnalités spécialement désignées par leurs titres, leurs travaux ou leur compétence en matière d'enseignement technique.

Membres élus.

Trois représentants du Conseil supérieur de l'Instruction publique choisis dans les trois ordres d'enseignement.

Deux représentants du Conseil supérieur du travail (un patron et un ouvrier).

Un représentant des directeurs des Ecoles nationales d'arts et métiers.

Un représentant des directeurs des Ecoles nationales professionnelles et des Ecoles nationales d'horlogerie.

Un représentant des directeurs des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, des Ecoles de métiers, des Ecoles professionnelles de la Ville de Paris et des Ecoles de perfectionnement.

Un représentant des directrices des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, des Ecoles de métiers, des Ecoles professionnelles de la Ville de Paris.

Un représentant du personnel administratif et enseignant des Ecoles nationales d'arts et métiers.

Un représentant du personnel administratif et enseignant des Ecoles nationales professionnelles et des Ecoles nationales d'horlogerie.

Trois représentants des professeurs des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, des Ecoles de métiers, des Ecoles professionnelles de la Ville de Paris et des Ecoles de perfectionnement (garçons).

Un représentant des professeurs techniques chefs de travaux des mêmes Ecoles.

Un représentant des professeurs techniques chefs d'ateliers des mêmes écoles.

Un représentant des professeurs des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, des Ecoles de métiers, des Ecoles professionnelles de la Ville de Paris (jeunes filles).

Un représentant des professeurs techniques des mêmes établissements.

Un représentant des contremaîtres et maîtresses d'atelier des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, des Ecoles de métiers et des professeurs techniques adjoints des écoles professionnelles de la Ville de Paris.

Un représentant des contremaîtres des Ecoles nationales professionnelles et d'horlogerie et des ouvriers instructeurs des Ecoles nationales d'arts et métiers choisis parmi les titulaires de ces fonctions et élus par eux.

Un représentant des directeurs des Ecoles supérieures de commerce.

Un représentant des professeurs des Ecoles supérieures de commerce.

Un représentant des directeurs des Ecoles d'enseignement technique reconnues par l'Etat.

Un représentant des professeurs des Ecoles d'enseignement technique reconnues par l'Etat.

Cinq représentants des associations d'anciens élèves des Ecoles publiques d'enseignement technique répartis entre les groupes d'établissements suivants et désignés par eux :

Ecoles nationales d'arts et métiers (un représentant).

Ecoles nationales professionnelles, Ecoles nationales d'horlogerie (un représentant).

Ecoles pratiques de commerce et d'industrie et Ecoles de métiers, Ecoles professionnelles de la Ville de Paris (deux représentants, dont un pour les Ecoles de garçons et un pour les Ecoles de filles).

Ecoles supérieures de commerce (un représentant).

Dix représentants des membres patrons des Comités départementaux de l'enseignement technique élus par eux.

Dix représentants des membres ouvriers et employés des Comités départementaux de l'enseignement technique élus par eux.

ART. 3. — Le mode de désignation des membres élus est fixé par arrêtés du sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique qui prévoient l'élection des membres suppléants.

ART. 4. — Chaque ministre peut, d'accord avec le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique, désigner un représentant pour prendre part aux délibérations de nature à intéresser spécialement son département.

Les chefs de bureau de la direction de l'enseignement technique ont entrée et voix consultative au Conseil supérieur ainsi qu'à la Commission permanente et aux différentes sections. L'un d'eux est désigné par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique pour remplir les fonctions de secrétaire.

Des secrétaires adjoints peuvent être nommés dans la même forme.

Titre III. — De la Commission permanente.

ART. 5. — La Commission permanente est composée comme suit :

Membres de droit.

Les deux vice-présidents du Conseil supérieur.
Les membres de droit du Conseil supérieur.

Membres nommés.

Deux inspecteurs régionaux ou départementaux de l'enseignement technique.

Quatre membres nommés du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Tous ces membres sont désignés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Membres élus.

Cinq représentants du personnel des Ecoles publiques élus par l'ensemble de leurs délégués au Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Cinq patrons élus par l'ensemble des délégués patrons au Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Cinq ouvriers et employés élus par l'ensemble des délégués ouvriers ou employés au Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les pouvoirs de la Commission permanente prennent fin à chaque renouvellement du Conseil.

Le secrétaire du Conseil supérieur et les secrétaires adjoints sont de droit secrétaires de la Commission permanente.

ART. 6. — Outre les attributions qui lui sont conférées par la loi organique du 25 juillet 1919, la Commission permanente donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises en vertu des lois en vigueur ou sur l'initiative du sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Titre IV. — De la section administrative.

ART. 7. — La section administrative est composée comme suit :

Les parlementaires rapporteurs en fonctions du budget de l'enseignement technique à la Chambre des députés et au Sénat.

Le directeur général de l'enseignement technique.

Le directeur adjoint de l'enseignement technique.

Le conseiller d'Etat.

Le professeur de faculté de droit, membre du Conseil.

Les inspecteurs généraux de l'enseignement technique.

Les membres suivants désignés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique :

Quatre représentants des Comités départementaux.

Un représentant des offices d'orientation professionnelle.

Deux représentants des inspecteurs généraux ou départementaux de l'enseignement technique.

Le chef du bureau de la direction de l'enseignement technique dans les attributions duquel rentre l'affaire soumise à la section.

Titre V. — De la section pédagogique.

ART. 8. — La section pédagogique est composée comme suit :

Les parlementaires rapporteurs en fonctions du budget de l'enseignement technique à la Chambre des députés et au Sénat.

Le directeur général de l'enseignement technique.

Le directeur adjoint de l'enseignement technique.

Le directeur de l'Ecole normale de l'enseignement technique.

Le directeur général des beaux-arts.

Les inspecteurs généraux de l'enseignement technique et le chargé de missions, membre du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les deux inspecteurs régionaux ou départementaux, membres de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les membres suivants désignés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

Cinq membres nommés du Conseil supérieur.

Deux représentants du personnel des Ecoles publiques,

membres du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Le représentant des directeurs des Ecoles d'enseignement technique reconnues par l'Etat.

Le représentant des directeurs des Ecoles supérieures de commerce.

Un représentant d'office d'orientation professionnelle.

Le représentant des instituts spécialisés.

Le chef du bureau de la direction de l'enseignement technique, dans les attributions duquel rentre l'affaire soumise à la section.

Titre VI. — De la section d'apprentissage.

ART. 9. — La section d'apprentissage est composée comme suit :

Les parlementaires rapporteurs en fonctions du budget de l'enseignement technique à la Chambre des députés et au Sénat.

Le directeur général de l'enseignement technique.

Le directeur adjoint de l'enseignement technique.

Le directeur du travail au ministère du Travail.

Les inspecteurs généraux et les chargés de missions, membres du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les membres suivants, désignés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique :

Cinq membres nommés du Conseil supérieur.

Quatre inspecteurs régionaux ou départementaux, membres du Conseil supérieur.

Cinq représentants patrons, membres de la Commission permanente.

Cinq représentants ouvriers, membres de la Commission permanente.

Deux représentants des offices d'orientation professionnelle, membres du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les représentants des administrations publiques auxquelles ressortissent les établissements devant former des apprentis désignés en vertu de l'article 4.

Les représentants du Conseil supérieur, du travail, membres du Conseil supérieur de l'enseignement technique,

Trois représentants des Ecoles pratiques dont :

Un directeur ;

Un professeur (professeur technique de préférence) ;

Un contremaître.

Un représentant des Ecoles privées reconnues par l'Etat.

Le chef du bureau de l'enseignement technique dans les attributions duquel rentre l'affaire soumise à la section.

DISPOSITIONS FINALES

ART. 14. — Sous réserve des attributions qui sont conférées par la loi au Conseil supérieur ou à sa Commission permanente, la répartition des affaires entre les différentes sections est faite par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

ART. 15. — Le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique peut, à l'occasion d'une affaire déterminée, appeler à prendre part avec voix consultative aux séances du Conseil supérieur de l'enseignement technique, de la Commission permanente et des sections, les personnes que leurs connaissances spéciales mettraient en mesure d'éclairer la discussion. Des rapporteurs spéciaux peuvent également être adjoints au Conseil supérieur, à la Commission permanente et aux sections.

ART. 16. — Le Conseil se réunit au moins une fois par an, sur la convocation du sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique, qui fixe l'ordre du jour et la durée de la session.

Les sections se réunissent sur convocation spéciale du sous-secrétaire d'Etat.

ART. 17. — Les séances du Conseil supérieur ne sont pas publiques. Un compte rendu analytique de chaque session est publié par les soins du sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique.

ART. 18. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Fait à Rambouillet, le 23 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le président de la République :
Le ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,
PIERRE MARRAUD.

DOSSIERS DE LA « DOCUMENTATION CATHOLIQUE »

STATISTIQUES OFFICIELLES

Mouvement de la population en France
au cours de l'année 1929

et résultats comparatifs pour quelques pays étrangers

Nous reproduisons ci-dessous, d'après le *Journal Officiel* du 8 mai 1930 (annexe), le rapport au sous-secrétariat de l'Economie nationale sur le mouvement de la population en France au cours de l'année 1929 (1) :

MONSIEUR LE MINISTRE,

La statistique du mouvement de la population en France, pendant l'année 1929, a été provisoirement établie, comme les années précédentes, par

totalisation des bordereaux d'envoi des bulletins d'état civil.

Les résultats ainsi obtenus ne sont donc point définitifs ; mais le dépouillement complet des bulletins d'état civil n'y apportera vraisemblablement que de très légères modifications.

Le tableau ci-après permet de comparer les résultats de 1929 à ceux des années antérieures jusqu'en 1920 ; on y a ajouté ceux de 1913, dernière année normale d'avant guerre.

Les recensements de 1921 et 1926, les excédents de naissances relevés dans l'intervalle et la balance des mouvements migratoires entre la France et l'étranger ont permis d'estimer approximativement la population totale du pays au 30 juin de chacune des années intermédiaires.

D'une manière analogue, on a évalué le nombre des habitants au 30 juin de chacune des années 1927, 1928 et 1929, compte tenu des excédents de naissances sur les décès et de l'excédent d'immigration constaté du 7 mars 1926 au 30 juin 1929.

Ce sont les chiffres de population ainsi indiqués dans la deuxième colonne du tableau qui ont servi à calculer les proportions pour 10 000 habitants qui figurent dans les trois dernières colonnes.

ANNÉES	POPULATION évaluée au 30 juin (milliers d'habitants).	NOMBRE			PROPORTION POUR 10 000 HABITANTS		
		des mariages.	des naissances d'enfants déclarés vivants.	des décès.	des nouveaux mariés.	des naissances d'enfants déclarés vivants.	des décès.
1929 (a).....	41 130	333 441	728 540	741 104	162	177	180
1928 (a).....	41 020	339 014	745 315	675 110	165	182	165
1927.....	40 920	336 364	743 833	675 540	164	182	165
1926.....	40 850	345 415	767 475	712 751	169	188	174
1925.....	40 610	352 830	770 060	707 816	174	190	174
1924.....	40 310	355 401	753 519	678 942	176	187	169
1923.....	39 880	355 066	761 258	665 696	178	191	167
1922.....	39 420	384 585	759 702	687 651	195	193	175
1921.....	39 240	455 543	811 776	693 125	232	207	177
1920.....	39 000	622 724	833 518	671 057	319	214	172
913.....	41 685	312 036	790 355	731 441	150	190	175

(a) Résultats provisoires.

Par rapport à 1928, on constate, en 1929, une diminution sensible du nombre des mariages et une diminution de 16 600 naissances. Comme le nombre des décès a augmenté d'environ 66.000 uni-

tés, l'excédent de 70 000 naissances en 1928 a fait place en 1929 à un excédent de 12 600 décès.

La diminution des naissances porte sur le premier semestre et sur le dernier trimestre ; pendant les six premiers mois de 1929, on avait enregistré 13 801 nés vivants de moins qu'au cours de la période correspondante de 1928.

L'aggravation de la mortalité provient surtout des trois premiers mois de 1929 (259 000 décès au lieu de 189 000 en 1928), particulièrement meurtriers pour les enfants et les vieillards à cause d'un hiver prolongé et rigoureux.

La proportion des enfants déclarés vivants pour 10 000 habitants au milieu de l'année s'est abaissée de 182 en 1928 à 177 en 1929 ; celle des nouveaux mariés a baissé également de 165 à 162 et celle des décès à considérablement augmenté, passant de 165 à 180.

(1) Voir dans la D. C., t. 6, pp. 154-160, 183-192, le rapport sur le mouvement de la population pour 1920, avec p. 183, la liste complète des références relatives aux statistiques, articles et études recueillis dans nos quatre revues d'avant-guerre ainsi que dans la D. C. ; — t. 8, col. 181-192, le rapport pour 1921 ; — t. 19, col. 1313-1344, le rapport pour 1922 ; — t. 12, col. 733-767, le rapport pour 1923 ; — t. 14, col. 417-448, le rapport pour 1924 ; — t. 16, col. 1247-1280, le rapport pour 1925 ; — t. 19, col. 99-128, le rapport pour 1926 ; — t. 20, col. 407-438, le rapport pour 1927 ; — t. 22, col. 415-448, le rapport pour 1928 ; — t. 7, col. 493-512, le rapport sur le recensement du 6. 3. 21 ; — t. 17, col. 1319-1336, le rapport sur le recensement du 7. 3. 26.

Dans le tableau I annexé au présent rapport, on trouvera les nombres des mariages, naissances, décès au total et décès d'enfants de moins d'un an enregistrés en 1929 dans chacun des 90 départements, ainsi que les proportions correspondantes calculées cette fois pour 10 000 habitants recensés le 7 mars 1926.

L'estimation de la population au 30 juin 1929, faite pour l'ensemble du pays, devient tout à fait impossible pour chacun des départements. Aux difficultés provenant des échanges de populations avec l'étranger, s'ajoutent celles beaucoup plus grandes des migrations intérieures entre les divers départements sur lesquelles on ne possède aucune donnée, même approximative, dans l'intervalle de deux dénombrements.

Les résultats par arrondissement (d'après la nouvelle division administrative du territoire) figurent dans le tableau II.

On analysera, avec quelques détails, les résultats départementaux en 1929, puis on rapprochera ceux de la France entière avec les données actuellement connues pour un certain nombre d'autres pays.

Balance des naissances et des décès.

En 1929, on a constaté un excédent de 12 564 décès, soit 3 pour 10 000 habitants; depuis 1920, le nombre des naissances avait toujours été supérieur à celui des décès, le dépassant notamment de 70 205 en 1928 (17 pour 10 000 habitants), 68 293 en 1927 (17 pour 10 000), etc., avec un maximum de 162 461 atteint en 1920 (41 pour 10 000).

Dans 28 départements seulement, on a constaté des excédents de naissances s'élevant à 43 551, et, dans les 62 autres, des excédents de décès formant un total de 56 115. En 1928, 59 départements avaient fourni un surplus de 86 534 naissances; en 1927, 51 avaient fourni un surplus de 89 859 naissances; en 1926, 49 seulement présentaient plus de naissances que de décès, le total atteignant 78 541.

Les départements où l'on a enregistré, l'an dernier, les excédents de naissance les plus élevés en valeur absolue sont : Pas-de-Calais, 9 675; Nord, 7 583; Moselle, 4 656; Finistère, 3 035; Bas-Rhin, 2 734; Haut-Rhin, 2 248; Meurthe-et-Moselle, 2 011. Le classement, plus significatif, est quelque peu modifié quand on rapporte les excédents à la population recensée : Pas-de-Calais, 82 pour 10 000 habitants; Moselle, 74; Haut-Rhin, 45; Bas-Rhin, 41; Finistère, 40; Nord, 39; Doubs, 38; Aisne et Meurthe-et-Moselle, 37. Pour tous ces départements, l'excédent relatif des naissances est en diminution par rapport à 1928, quoique rangés à peu près dans le même ordre; ils fournissaient déjà les excédents relatifs les plus élevés pendant les années antérieures.

Parmi les 59 départements qui ont, en 1929, des excédents de décès, la valeur absolue de ces derniers a été la plus forte en Gironde, 3 643; Seine, 3 265; Seine-et-Oise, 3 262; Haute-Garonne, 2 280; Puy-de-Dôme, 1 905; Yonne, 1 519; Allier, 1 509; Lot, 1 508. Rapportés au nombre des habitants, les excédents de décès atteignent les valeurs relatives les plus élevées dans les départements ci-après : Lot, 88 pour 10 000 habitants; Gers, 67; Tarn-et-Garonne et Lot-et-Garonne, 59; Yonne, 65; Haute-Garonne, 53; Ariège, 46; Cher, 45; Gironde, 44; Hautes-Pyrénées et Vaucluse, 43. Dans tous ces départements, les excédents de décès sont en notable augmentation en 1929 par rapport à l'année précédente.

Dans l'ensemble, la répartition par région des excédents de naissance ou de décès n'a pas subi de changements importants par rapport aux années immédiatement antérieures à 1929; les départements où la natalité l'emporte fortement sur la mortalité sont toujours ceux du Nord et du Nord-Est; les plus forts excédents de décès sont constatés surtout dans la vallée de la Garonne et la bordure Nord du Massif Central.

Mariages.

Le nombre des mariages célébrés en France avait régulièrement diminué de 622 724 en 1920 à 336 364 en 1927, pour s'élever à 339 014 en 1928. En 1929, il baisse à 333 441, en diminution de 5 573 unités sur l'année précédente, soit de 16 pour 1000. Malgré cela, la nuptialité se maintient encore à un niveau supérieur à celui de l'avant-guerre; en 1913, dans les 90 départements du territoire actuel, on n'avait enregistré que 312 036 mariages.

La diminution de la nuptialité, en 1929, provient uniquement du 1^{er} et du 2^e trimestre, pendant lesquels on a enregistré respectivement 6 626 et 2 610 mariages de moins qu'au cours des périodes correspondantes de 1928. Au contraire, dans les 3^e et 4^e trimestres, on a célébré respectivement 1 962 et 1 719 mariages de plus que l'année précédente.

La diminution de la nuptialité n'a pas été générale sur le territoire; il y a augmentation dans vingt départements appartenant à toutes les régions, augmentation toutefois toujours très faible.

Les départements qui fournissent les proportions les plus élevées de nouveaux époux pour 10 000 habitants sont : Seine, 216; Nord, 189; Pas-de-Calais, 186; Haut-Rhin et Seine-Inférieure, 182; Seine-et-Oise, 176; Belfort, 173; Marne, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Vaucluse, 172; Moselle, 171; Bas-Rhin et Manche, 170. Pour six d'entre eux, la proportion a augmenté légèrement de 1928 à 1929 (Seine, Seine-et-Oise, Marne, Vosges, Vaucluse, Manche). Tous, d'ailleurs, donnaient déjà, les années précédentes, des nombres relatifs élevés de nouveaux époux. La nuptialité est donc, en général, la plus élevée dans la région parisienne et dans les départements industriels du Nord et de l'Est, où les éléments jeunes sont proportionnellement plus nombreux que dans les autres parties du territoire. Elle est forte également dans deux départements bretons : Finistère et Morbihan.

Au contraire, elle est faible dans les départements montagneux ainsi que dans les zones de dépopulation bien connues des vallées de la Garonne et du Bas-Rhône : Corse, 86 p. 10 000 habitants; Gers, 125; Lot, 127; Tarn-et-Garonne, 129; Nièvre, 131; Hérault, 132; Basses-Alpes, 133; Hautes-Alpes, Puy-de-Dôme, Savoie, 134. Ce sont des départements où sévit l'émigration et où les éléments âgés sont relativement plus nombreux. La nuptialité y a encore baissé de 1928 à 1929, sauf dans le Lot.

Divorces.

Après le maximum de 32 472 atteint en 1921, le nombre des divorces transcrits sur les registres de l'état civil avait diminué rapidement d'abord, puis lentement ensuite, jusqu'à 18 487 seulement en 1927. Il s'est relevé depuis cette date, atteignant 18 822 en 1928 et 19 353 en 1929, augmentant ainsi de 531 pendant cette dernière année. Mais

cet accroissement ne s'est pas étendu à l'ensemble du territoire. Dans 41 départements, le nombre des divorcés a diminué, les plus fortes diminutions relatives étant constatées dans les départements éparpillés, rangés dans l'ordre alphabétique : Eure-et-Loir, Gard, Haute-Garonne, Haute-Savoie, Isère, Nièvre, Rhône, Saône-et-Loire, Vaucluse.

Pour 100 000 habitants, la proportion des nouveaux divorcés s'est élevée à 94 en 1929, contre 92 en 1928, 90 en 1927, 98 en 1926, 166 (maximum) en 1921 et 77 seulement en 1913.

Ce sont toujours les départements industriels de la région parisienne, du Nord, du Nord-Est et de la Normandie, ainsi que les régions de Lyon et de Marseille, qui fournissent les plus fortes proportions de nouveaux divorcés par rapport à la population. En 1929, il se classent comme suit : Seine, 215 pour 10 000 habitants ; Seine-Inférieure, 175 ; Somme, 138 ; Bouches-du-Rhône, 133 ; Rhône et Gironde, 131 ; Oise et Seine-et-Marne, 129 ; Vaucluse, 128 ; Seine-et-Oise, 127. Pour la plupart d'entre eux (Oise et Vaucluse exceptées), la proportion a augmenté de 1928 à 1929.

Sauf dans la Vendée, le Finistère, la Haute-Loire, les Côtes-du-Nord et les Landes, elle s'est également accrue dans les départements où le nombre relatif des nouveaux divorcés est le plus faible. Ce sont : Lozère, 17 pour 100 000 habitants ; Landes, 20 ; Côtes-du-Nord, 24 ; Finistère, 25 ; Haute-Loire, 26 ; Vendée, 27 ; Haute-Savoie, 31 ; Basses-Pyrénées et Ardèche, 35.

Enfants déclarés vivants.

Le nombre des enfants déclarés vivants a diminué de 16 775, s'abaissant de 745 315 en 1928 à 728 540 en 1929. La proportion pour 10 000 habitants a décliné de 182 à 177.

La diminution provient des 1^{er}, 2^e et 4^e trimestres ; seul, le 3^e trimestre de 1929 a fourni un nombre d'enfants déclarés vivants supérieur de 2 580 à celui de 1928. Dans les trois autres trimestres de 1929, les nombres d'enfants déclarés vivants enregistrés ont été inférieurs respectivement de 8 762, 5 039 et 5 554 à ceux des périodes correspondantes de 1928.

La diminution de la natalité a été à peu près générale dans toute la France. Dans 6 départements seulement, dont la Seine, les déclarations d'enfants ont été plus nombreuses en 1929 qu'en 1928 ; mais les augmentations enregistrées sont faibles, sauf pour la Seine. Dans 6 autres départements, la natalité est demeurée stationnaire. Ces 12 départements contiennent une bonne partie de ceux où la natalité est ordinairement faible.

En 1929, ce sont à peu près les mêmes départements qu'en 1928 qui fournissent les plus fortes proportions d'enfants déclarés vivants pour 10 000 habitants : Pas-de-Calais, 239 pour 10 000 habitants ; Meurthe-et-Moselle, 228 ; Moselle, 226 ; Calvados, 220 ; Manche, 219 ; Morbihan, 217 ; Seine-Inférieure, 213 ; Aisne, 211 ; Ille-et-Vilaine, 209 ; Mayenne, 207. Ces proportions ont diminué dans tous ces départements.

Si les départements à forte natalité se rencontrent principalement dans le Nord, le Nord-Est, la Normandie, la Bretagne et la Vendée, ceux à faible natalité sont situés, en 1929 comme en 1928, dans le sud de la France. Ce sont : Lot, 137 enfants déclarés vivants pour 10 000 habitants ; Creuse, 138 ; Corse, 139 ; Ariège, 140 ; Gers, 143 ; Pyrénées-Orientales, 144 ; Cher et Basses-Alpes, 145 ; Allier et Nièvre, 148 ; Hérault, 152. Parmi eux, la natalité

n'a augmenté que dans l'Allier et dans l'Hérault, et n'est restée stationnaire que dans l'Ariège ; dans tous les autres, elle a diminué.

Mort-nés.

Les variations du nombre des morts-nés sont parallèles à celles des naissances d'enfants vivants. De 1928 à 1929, le nombre des morts-nés s'est abaissé de 29 174 à 27 812, passant de 37,7 morts-nés pour 1 000 nouveau-nés au total, à 36,8. Cette dernière proportion est la plus faible de toutes celles qui ont été calculées depuis 1920 ; 45 p. 1 000.

Le rapport des morts-nés au total des nouveau-nés varie presque du simple au triple suivant les départements. Il s'échelonne de 21 p. 1 000 dans la Côte-d'Or à 52 p. 1 000 dans les Alpes-Maritimes. Les départements qui fournissent la plus forte mortalité se rencontrent dans les régions industrielles, la partie Sud-Est du territoire et parmi les départements renfermant de grandes villes. Alpes-Maritimes, 52 morts-nés pour 1 000 nouveau-nés ; Seine, 51 ; Vaucluse, 50 ; Gard, 43 ; Loire, Bouches-du-Rhône, Lot-et-Garonne, 42 ; Var et Hérault, 41 ; Morbihan et Pas-de-Calais, 40. Les départements à faible mortalité sont situés principalement dans le centre et l'ouest de la France : Côte-d'Or, 21 morts-nés pour 1 000 nouveau-nés ; Corse, 24 ; Deux-Sèvres, 25 ; Corrèze, Yonne, Vienne, 27 ; Hautes-Alpes, Haute-Marne, Lot, Vendée, Landes, 28 ; Bas-Rhin, Cantal, Charente, Creuse, Eure, Basses-Pyrénées, Haute-Saône, 29.

Les départements à forte ou à faible mortalité demeurent à peu près les mêmes que dans les années précédentes. Pour la plupart d'entre eux (Creuse, Landes, Basses-Pyrénées et Vendée exceptés), la proportion de 1929 est toutefois un peu plus faible que celle de 1928.

Les nombres de morts-nés ne sont d'ailleurs pas très comparables d'un département à l'autre. Dans de grandes villes, à Paris notamment, ils comprennent, en effet, un certain nombre d'embryons de moins de six mois, tandis que ces derniers ne sont pas comptés dans la plupart des autres communes.

Dans le dépouillement détaillé des bulletins, on ne tient compte depuis 1920 que des bulletins de morts-nés pour lesquels la durée de gestation dépasse six mois. Les résultats obtenus pour les années 1920 à 1927 permettent d'estimer que le nombre définitif des morts-nés ayant au moins six mois de gestation est ainsi réduit d'environ 2 500 à 3 000 par rapport au nombre total des bulletins transmis. La mortalité de certains départements, la Seine par exemple, subit de ce fait une certaine diminution.

Décès.

Le nombre des décès de tous âges (morts-nés non compris) s'est élevé en 1929 à 741 104, soit 65 994 de plus qu'en 1928, année de faible mortalité. Ce nombre est supérieur à celui de 1913 et à ceux des années 1920 à 1927.

Pour 10 000 habitants, la proportion des décès a été de 180 au lieu de 165 en 1928 et 1927. C'est le taux le plus élevé constaté en France depuis 1920, supérieur à celui de 1921, 177, de même qu'à celui de 1913, 175.

L'accroissement considérable de la mortalité en 1929 provient en majeure partie du premier trimestre : 69 176 décès de plus que dans la période correspondante de 1928, auxquels il faut ajouter un surplus de 7 546 décès provenant du second

trimestre. Au contraire, les deux autres trimestres de 1929 ont fourni respectivement 6 896 et 3 832 décès de moins que les mêmes trimestres de l'année précédente.

L'hiver long et rigoureux de 1928-1929 a rendu particulièrement meurtrier le premier trimestre de 1929. Il a amené, en outre, une recrudescence de la mortalité infantile : celle-ci a été, pendant ce trimestre, plus élevée de 25 p. 100 qu'en 1928, comme on le verra ci-après.

Le nombre des décès s'est accru dans tous les départements, sauf le Cantal et la Corse. Toutefois l'augmentation est très faible dans les départements suivants, rangés dans l'ordre alphabétique : Hautes-Alpes, Aveyron, Creuse, Lozère, Haute-Savoie, Haute-Vienne. Ce sont exclusivement des départements montagneux à climat continental ordinairement rigoureux, où les rigueurs de l'hiver ont le moins surpris la population.

De même que dans les années antérieures, les départements où la proportion des décès pour 10 000 habitants est faible sont répartis dans toute la France : Corse, 126 décès pour 10 000 habitants ; Belfort, 151 ; Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Moselle, 152 ; Bas-Rhin, 154 ; Lozère, 156 ; Pas-de-Calais, 157 ; Haute-Vienne, 160.

Parmi les départements où le rapport des décès à la population totale atteint les valeurs les plus fortes, ceux de Normandie, de la vallée de la Garonne et du Rhône inférieur se placent au premier rang : Lot, 225 décès pour 10 000 habitants ; Moselle, 220 ; Ornè, 216 ; Yonne, 214 ; Tarn-et-Garonne, 211 ; Lot-et-Garonne et Gers, 210 ; Vaucluse, 209 ; Ile-et-Vilaine, 207 ; Eure et Haute-Garonne, 204.

Ces indications ne donnent qu'une idée imparfaite du classement des départements d'après leur mortalité, en raison des différences très sensibles dans la répartition par âge de leur population. Les grandes villes, les régions industrielles, renferment relativement plus d'adultes et moins de vieillards que les campagnes. Par suite, certains départements peuvent avoir des taux de mortalité générale plus faibles que d'autres, quoiqu'ils aient, à chaque âge, des taux de mortalité plus élevés.

Pour classer plus exactement les départements français suivant l'importance de leur mortalité, il faut un calcul plus rigoureux, mais plus compliqué, tenant compte de la population suivant l'âge. Il suffit de faire le calcul par groupes d'âge de cinq ans. On détermine d'abord, dans chaque département, les taux de mortalité pour chaque sexe et pour chaque groupe d'âge ; puis on applique ces taux à une population type. On obtient ainsi des taux rectifiés de mortalité générale comparables pour les 90 départements, ne dépendant que des taux de mortalité à chaque âge et éliminant l'influence de la répartition par âge des habitants, variable suivant les départements.

Les taux rectifiés de mortalité générale par département, en 1928, ne pourront être établis qu'après le dépouillement détaillé des bulletins de décès de 1928 et la publication du classement par âge des habitants recensés en 1926. On signalera seulement ici que le calcul relatif aux années 1920 à 1922 sur la base de la population recensée en 1921 a été inséré dans le tome IV de la *Statistique du Mouvement de la Population*. Le classement des départements français d'après leur taux de mortalité diffère considérablement suivant qu'on prend le taux brut ou le taux rectifié de mortalité générale. Renvoyant à ce volume pour le classement complet des 90 départements, on se bornera à rappeler ici

que le taux rectifié pour la France entière s'abaisse à 149 p. 10 000 au lieu de 175 p. 10 000, taux brut.

Les dix départements fournissant les taux rectifiés de mortalité les plus élevés en 1920-1922 sont : Ile-et-Vilaine, 194 pour 10 000 habitants ; Bouches-du-Rhône, 183 ; Seine-Inférieure, 182 ; Côtes-du-Nord, 178 ; Calvados, Manche, 175 ; Mayenne, 172 ; Morbihan, Seine, 169 ; Basses-Alpes et Haute-Savoie, 164. Les départements où le taux rectifié de mortalité générale est le plus faible en 1920-1922 sont : Creuse, 117 pour 10 000 habitants ; Landes, 118 ; Indre, 119 ; Vienne, 120 ; Cher, 125 ; Deux-Sèvres, 126 ; Allier, 127 ; Gers, Côte-d'Or, 128 ; Ardennes, 129.

La Bretagne, la Normandie, le Maine, la région parisienne et la région alpestre sont donc les parties du territoire où la mortalité est la plus forte. Dans le Centre, l'Ouest, le Bourbonnais-Nivernais et certains départements du Sud-Ouest, la mortalité générale est la plus faible, compte tenu de la répartition suivant l'âge des habitants recensés. La mortalité et la composition de la population par âge ne variant que très légèrement dans un même département dans l'espace de cinq années, les régions françaises à faible ou à forte mortalité doivent être à peu près les mêmes actuellement que vers 1920-1922.

Mortalité infantile.

L'accroissement de la mortalité totale en 1929 provient pour une petite part de l'augmentation du nombre des décès d'enfants au-dessous d'un an, qui a été de 69 401 en 1929 au lieu de 68 100 en 1928. Pendant le premier trimestre de 1929 on a compté 4 643 décès d'enfants âgés de moins d'un an de plus qu'en 1928, soit une augmentation de 26 p. 100, et pendant le dernier trimestre une augmentation de 230 seulement. Par contre, pendant les deuxième et troisième trimestres de 1929, les décès d'enfants de moins d'un an ont baissé respectivement de 742 et 2 830 unités par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente ; mais il y a lieu d'observer que la mortalité infantile anormalement élevée de ces deux trimestres de 1928 était due à un été particulièrement long et chaud, défavorable à la santé des nourrissons.

Malgré l'accroissement de la mortalité infantile constatée sur l'ensemble du territoire, le nombre des décès d'enfants âgés de moins d'un an a diminué de 1928 à 1929 dans 38 départements. Ils sont, en presque totalité, situés dans les régions montagneuses du Midi, du Centre et de l'Est et sur les côtes atlantiques et méditerranéennes. Dans tous les autres départements français, la mortalité infantile s'est accrue de 1928 à 1929, principalement dans ceux situés au nord et à l'est de la France et dans les plaines de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Par rapport au nombre des enfants déclarés vivants dans la même année, la proportion des décès de moins d'un an s'est relevée à 94 p. 1000, au lieu de 91 p. 1 000 en 1928, de 83 p. 1 000 en 1927 et de 97 p. 1 000 en 1926. Si la mortalité infantile a été plus forte qu'en 1928, 1927, 1924-1925 et 1922, elle a été toutefois plus faible qu'en 1920-1921, 1923, 1926 et qu'en 1913, où elle atteignait 114 p. 1 000.

Le tableau I annexé fait connaître le nombre des décès de la première enfance enregistré dans chaque département.

On rappelle que ces nombres ne peuvent servir de base au calcul de taux départementaux de mortalité infantile, en les rapportant simplement au nombre des enfants déclarés vivants. Il faudrait

tenir compte, en outre, du déplacement des enfants d'un département à l'autre, notamment des enfants placés en nourrice dans un autre département ou venant des autres départements. On trouvera ce calcul pour les années 1919 à 1926 dans le *Bulletin de la Statistique Générale de la France* de janvier 1921, janvier 1922 et avril 1928 et dans les volumes : *Statistique du mouvement de la Population* (tome III, 1914 à 1919 ; tome IV, 1920 à 1924 ; tomes V et VI, 1925 à 1926).

Les taux rectifiés de mortalité infantile par département pour 1927 ont été publiés dans le *Bulletin de la Statistique Générale de la France* d'avril-juin 1929. Les départements qui, pour cette dernière année, donnent les taux rectifiés les plus élevés se classent ainsi : Rhône, 110 décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 névants ; Bouches-du-Rhône, 107 ; Calvados, Seine, 105 ; Corse, 101 ; Moselle, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, 100. Ceux où ce taux est le plus faible sont : Cher, 49 décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 enfants déclarés vivants ; Vendée, Vienne, Indre, 51 ; Loir-et-Cher, Deux-Sèvres, 52 ; Haute-Vienne, 56 ; Landes, 57 ; Dordogne, 60 ; Allier, Charente-Inférieure, 61 ; Ariège, Creuse, Loire-Inférieure, 62.

Les départements à forte ou à faible mortalité infantile sont donc à peu près les mêmes en 1927 que dans la période 1919-1926. Les premiers comprennent des départements industriels renfermant de grandes villes et d'autres où la mortalité générale rectifiée est supérieure à celle de l'ensemble

du territoire. Les départements à faible mortalité infantile se rencontrent presque tous dans le centre-ouest et le sud-ouest de la France.

Résultats comparatifs pour la France et divers pays

On appréciera mieux la situation démographique de la France par comparaison avec celle des autres pays. A cet effet, deux tableaux ont été annexés au présent rapport. Le tableau III fait connaître, pour une vingtaine d'Etats, les nombres annuels (en milliers) de mariages, naissances et décès enregistrés de 1913 à 1929 ; dans le tableau IV, on a inscrit les proportions annuelles moyennes pour 10 000 habitants, obtenues en rapportant les nombres absolus à la population totale de chaque Etat, évaluée au milieu de chaque année.

Les comparaisons avec les pays étrangers seront faites pour 1928, les résultats de 1929 n'étant connus actuellement que pour un très petit nombre d'entre eux. Examinons tout d'abord la balance annuelle des naissances et des décès qui mesure la variation annuelle de la population, abstraction faite de l'immigration et de l'émigration.

Excédents de naissances ou de décès.

Cet examen est facilité par les deux tableaux ci-après. Dans le premier, on a reproduit, en nombres absolus, les excédents annuels de naissances ou de décès constatés depuis 1913 dans une dizaine de pays européens.

Excédent annuel des naissances sur les décès dans divers pays (nombres absolus).

ANNÉES	France (90 départements).	Empire allemand. (a)	Angleterre et Galles.	Autriche (nouveau territoire).	Belgique.	Espagne.	Italie.	Norvège.	Pays-Bas.	Suède.
1913.....	58 914	818 687	376 915	38 966	61 846	168 501	458 516	29 028	97 674	53 476
1920.....	162 461	667 058	491 652	23 869	61 233	128 178	476 292	35 241	111 462	60 393
1921.....	118 651	700 248	390 185	40 687	60 425	193 423	476 110	33 323	112 544	54 187
1922.....	72 051	523 589	293 344	37 491	46 996	214 763	467 033	29 977	104 505	40 603
1923.....	95 562	439 551	313 346	46 961	56 029	212 893	481 052	29 775	114 703	45 011
1924.....	74 577	511 745	256 698	44 086	54 107	222 786	461 600	26 869	111 263	37 008
1925.....	62 244	547 808	237 741	40 853	52 109	212 529	438 710	23 354	106 424	35 071
1926.....	54 724	493 541	240 759	28 220	45 201	241 991	414 280	23 770	104 136	31 024
1927.....	68 293	404 699	169 563	19 728	38 524	216 168	453 929	20 115	97 484	20 727
1928.....	70 205	442 889	199 822	20 686	41 066	252 308	430 174	20 902	105 205	25 177
1929.....	— 12 564	■	111 693	»	»	246 150	375 285	»	94 005	»

(a) Sans l'Alsace et la Lorraine depuis 1913, sans la Sarre depuis 1921.

Excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 10 000 habitants.

ANNÉES	France. (a)	Empire allemand.	Angleterre et Galles.	Autriche. (b)	Hongrie. (b)	Belgique.	Espagne.	Italie.	Norvège.	Pays-Bas.	Suède.
1901-1905.....	18	149	121	113	110	107	92	106	141	155	106
1906-1910.....	7	141	116	113	115	87	92	115	124	152	111
1911-1913.....	9	118	102	98	112	73	89	124	121	150	98
1920.....	41	108	131	37	100	83	62	130	133	162	103
1921.....	30	114	103	62	106	80	91	129	125	163	91
1922.....	18	85	76	57	94	63	100	125	111	145	68
1923.....	24	71	81	72	97	72	98	127	109	161	75
1924.....	18	83	66	67	66	69	101	116	98	153	61
1925.....	16	88	61	62	112	67	96	110	85	144	58
1926.....	14	78	62	42	107	57	109	103	85	140	51
1927.....	17	64	43	29	80	48	97	113	72	129	34
1928.....	17	70	50	31	85	51	113	105	74	137	42
1929.....	— 3	29	»	»	»	»	109	90	»	121	»

(a) 90 départements. — (b) Nouveau territoire depuis 1920.

De 1927 à 1928, l'excédent des naissances a augmenté dans tous les pays figurant au tableau précédent, sauf en Italie, où il a baissé de 454 000 à 430 000.

En France, l'excédent a cru en nombres ronds de 68 000 à 70 000; en Allemagne, de 405 000 à 443 000; en Angleterre et Galles, de 170 000 à 200 000; en Espagne, de 216 000 à 252 000.

Par rapport à 1913, l'excédent des naissances a en général diminué sauf en France (où il est passé de 59 000 à 70 000); en Espagne (169 000 à 252 000) et aux Pays-Bas (98 000 à 105 000). Il est particulièrement réduit en Allemagne (443 000 au lieu de 819 000), en Angleterre (200 000 au lieu de 377 000) et en Suède (25 000 au lieu de 53 000).

Si l'on rapporte ces excédents à la population totale évaluée au milieu de chaque année, on obtient les proportions inscrites dans le tableau ci-avant (voir au bas de la col. 672).

De la période triennale 1911-1913 à l'année 1928, l'excédent pour 10 000 habitants des naissances sur les décès n'a augmenté que pour l'Espagne, de 89 à 113 et pour la France où il a presque doublé, passant de 9 à 17. Pour tous les autres pays, il a en général fortement diminué, sauf en Italie où la réduction n'est que de 15 p. 100 et aux Pays-Bas où elle a été de 9 p. 100. Dans tous les autres Etats figurant au tableau précédent, la diminution atteint ou dépasse 30 p. 100; elle s'élève à 30 p. 100 pour la Belgique, 41 p. 100 pour l'Allemagne, 61 p. 100 pour l'Angleterre en se bornant aux pays voisins de la France.

Ainsi la France est, avec l'Espagne, le seul où la situation se soit légèrement améliorée par rapport à l'avant guerre en ce qui concerne les excédents des naissances sur les décès; partout ailleurs ceux-ci ont été fortement réduits.

En 1911-1913, la France se classait, à ce point de vue, bien loin des autres pays européens. L'excédent des naissances sur les décès, 9 p. 10 000 habitants, y était anormalement faible, à peine le dixième du taux constaté dans les pays les moins favorisés: la Belgique et l'Espagne, 80 à 90 p. 10 000. Dans les autres Etats, il était voisin de 100 à 110 p. 10 000 et dépassait 150 aux Pays-Bas. Malgré l'amélioration constatée pour notre pays et le recul des autres contrées, la France se classe encore au dernier rang en 1928 avec un excédent relatif de 17 p. 10 000 habitants. Mais l'écart avec les autres Etats est considérablement réduit. Immédiatement avant la France, on trouve: l'Autriche, 31; la Suède, 42; l'Angleterre, 50; la Belgique, 51; l'Allemagne, 70 p. 10 000 habitants. Ce taux atteint 105 en Italie, 113 en Espagne et 137 aux Pays-Bas [...]

Nuptialité.

De 1927 à 1928, la nuptialité a diminué dans 5 des pays qui figurent aux tableaux III et IV annexés: Angleterre et Galles, Belgique, Italie, Australie et Nouvelle-Zélande; elle est restée stationnaire en Hongrie et a augmenté partout ailleurs.

En 1928, les pays se rangent comme suit d'après les proportions décroissantes de nouveaux mariés pour 10 000 habitants: Roumanie, 201 (en 1927); Pologne, 196; Tchécoslovaquie, 188; Allemagne, 184; Hongrie, 182; Belgique, 179; France, 165; Danemark, 156; Australie, 155; Pays-Bas, 154; Angleterre, 153; Espagne et Nouvelle-Zélande, 152; Suisse, 150; Norvège, 120; Irlande, 100.

Parmi ces 21 pays, la France vient, comme en 1927, au 7^e rang; au 5^e rang si l'on fait abstraction de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Sa situation s'est améliorée par rapport à l'avant-guerre, où, sur 21 pays (Pologne et Tchécoslovaquie mises à part), la France ne se classait qu'au 10^e rang en 1913 avec 150 nouveaux mariés pour 10 000 habitants. Elle était précédée par les pays suivants: Roumanie, 183 nouveaux mariés pour 10 000 habitants; Hongrie, 182; Autriche, 173; Nouvelle-Zélande, 165; Japon, 162; Belgique, 160; Angleterre, 157; Pays-Bas, 155; Allemagne, 154; derrière elle, venaient Italie, Danemark, Ecosse, Autriche, Suisse, Espagne, Portugal, Norvège, Suède, Finlande, Irlande dont les taux de nuptialité s'échelonnaient de 149 à 102 nouveaux mariés pour 10 000 habitants.

En 1928, la nuptialité dépasse en France de 10 p. 100 son niveau de 1913. On ne trouve d'augmentation plus considérable qu'en Belgique, 12 p. 100; en Espagne et en Suède, 13 p. 100; en Allemagne, 19 p. 100, et en Finlande, 21 p. 100. En Autriche, en Suisse et au Danemark, elle est comprise entre 5 et 9 p. 100. Enfin, stationnaire en Hongrie, elle a diminué dans tous les autres pays, principalement en Australie, en Ecosse et à la Nouvelle-Zélande, où l'abaissement est de 8 à 9 p. 100.

En résumé, la France se classe parmi les 6 pays dont la nuptialité a le plus augmenté de 1913 à 1928. Avant la guerre, au 10^e rang, elle vient au 7^e en 1928 avec un taux de nuptialité de 165 p. 10 000 habitants [...]

Natalité.

Avant la guerre, la France venait au dernier rang, loin derrière les autres pays, classés d'après la proportion des enfants déclarés vivants pour 10 000 habitants; 190 pour l'ensemble du territoire actuel. Immédiatement avant la France, on trouvait: Belgique, 224; Irlande, 228; Suisse, 231; Suède, 232; Autriche, 236; Angleterre, 241; Allemagne, 276; Italie, 317; Hongrie, 345; Roumanie, 421.

La natalité, très réduite pendant la guerre dans tous les pays belligérants, s'est relevée en 1920; recrudescence constatée aussi dans les pays neutres. Mais, à partir de 1921, une baisse générale ramène très rapidement les taux de natalité au-dessous du niveau de 1913.

Parmi les pays européens inscrits aux tableaux III et IV, c'est en France et en Espagne que la natalité a le moins diminué. De 1913 à 1928, la proportion des nés vivants pour 10 000 habitants n'a baissé en France que de 5 p. 100 et de 2 p. 100 seulement en Espagne. Cette même proportion a diminué de 11 p. 100 en Irlande, 17 p. 100 en Italie, en Belgique et en Hollande; la diminution dépasse 20 p. 100 dans tous les autres pays et atteint 31 p. 100 en Angleterre et en Suède et 33 p. 100 en Allemagne.

Ainsi, en 1928, la proportion des enfants déclarés vivants est-elle descendue au-dessous du taux français (182 pour 10 000 habitants) dans les pays ci-après: Suède, 162, Angleterre, 167; Suisse, 173; Autriche, 175; Norvège, 180. Presque au même niveau que la France se rangent la Belgique, 184, et l'Allemagne, 186. Viennent ensuite, avec des taux supérieurs: le Danemark et la Nouvelle-Zélande, 196; l'Ecosse, 198; l'Irlande, 203; l'Australie, 213; la Finlande, 215; la Hollande et la Tchécoslovaquie, 233; la Hongrie, 256; l'Italie, 261; le

Portugal, 298 (en 1927) ; l'Espagne, 299 ; la Pologne, 326 ; le Japon, 344 ; la Roumanie, 352 (en 1927).

La position de la France par rapport aux autres pays est donc un peu plus favorable qu'avant la guerre. Elle l'est même plus que ne le font apparaître les proportions d'enfants déclarés vivants pour 10 000 habitants. Si, en effet, on rapporte les naissances vivantes de 1928 au nombre total des femmes de quinze à quarante-neuf ans, recensées vers 1921, on obtient le classement ci-après pour les pays dont le taux de natalité générale est voisin de celui de la France : Danemark, 80 enfants nés vivants pour 1 000 femmes de quinze à quarante-neuf ans ; Norvège, 75 ; Belgique, 71 ; France, 69 ; Suède, Allemagne et Suisse, 65 ; Autriche, 62 ; Angleterre, 61. Dans ces cinq derniers pays, la fécondité des femmes est donc devenue inférieure à celle qui est constatée en France.

Mortalité infantile.

La mortalité infantile, calculée en rapportant le nombre des décès d'enfants de moins d'un an à celui des enfants déclarés vivants dans la même

année, est faible dans les pays du nord de l'Europe, plus élevée dans l'Europe centrale et méridionale.

En 1928, les pays se classent comme suit, d'après l'importance croissante de ce taux : Norvège, 51 (en 1927) ; Suisse, Australie et Hollande, 53 ; Suède, 62 ; Angleterre et Galles, 65 ; Danemark, 81 ; Finlande, 84 ; Belgique, 87 ; Allemagne, 89 ; France, 91 ; Autriche, 120 ; Italie, 120 (en 1927) ; Espagne, 125 ; Japon, 138 ; Tchécoslovaquie, 146 ; Hongrie, 180 ; Roumanie, 188. Sur ces 18 pays, la France vient au 11^e rang avec une mortalité infantile plus forte que celle des pays du nord de l'Europe, mais plus faible que dans l'Europe centrale et méridionale (sauf en Allemagne et en Suisse). En particulier, la mortalité infantile est plus faible en France qu'en Italie et en Espagne, mais elle dépasse, en 1928, celles de l'Allemagne et de la Belgique, dont le niveau était un peu supérieur au sien en 1927.

Sur 1 000 enfants déclarés vivants sur l'ensemble du territoire, 91 sont décédés en 1928, avant d'avoir accompli leur première année. Ce nombre n'était que de 82 l'année précédente pour 112 en 1913.

Proportion des décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 enfants déclarés vivants.

ANNÉES	Angleterre et Galles.	Danemark.	Norvège.	Suède.	Finlande.	Tchécoslovaquie.	Autriche. (a)	Hongrie. (a)	Suisse.
1913.....	108	91	65	70	113	»	190	201	96
1921.....	83	77	54	64	94	»	156	193	74
1922.....	77	85	55	63	99	»	156	198	70
1923.....	69	82	50	56	92	147	142	184	61
1924.....	75	85	50	60	106	148	128	193	62
1925.....	75	80	50	55	85	146	119	168	58
1926.....	70	84	48	57	86	154	123	168	57
1927.....	70	83	51	62	97	157	125	185	57
1928.....	65	81	»	62	84	146	120	180	53
1929.....	74	»	»	»	»	»	»	182	»

ANNÉES	Allemagne.	Pays-Bas.	Belgique.	France.	Espagne.	Italie.	Roumanie.	Japon.	Australie.
1913.....	151	91	130	112	155	138	202	152	72
1921.....	134	76	115	115	147	129	200	176	66
1922.....	130	67	107	85	143	126	207	166	53
1923.....	132	57	93	96	148	127	207	163	61
1924.....	109	60	89	85	142	126	201	156	57
1925.....	105	58	94	89	136	119	192	142	53
1926.....	102	61	97	97	136	127	195	137	54
1927.....	97	59	92	82	127	120	208	142	54
1928.....	89	53	87	91	125	»	188	138	53
1929.....	»	59	»	95	123	»	»	»	»

(a) Ancien territoire en 1913.

En 1928, par rapport à 1913, la mortalité infantile est partout en diminution. En France, l'abaissement a été de 19 p. 100. Dans les 7 pays suivants, rangés suivant l'ordre décroissant, on a constaté une diminution plus faible que celle de la France : Espagne, Danemark, Italie, Suède, Hongrie, Japon et Roumanie. On y trouve à la fois des Etats à faible et à forte mortalité infantile. La diminution a été plus considérable qu'en France dans les 9 pays suivants : Pays-Bas, 42 p. 100 ; Allemagne, 41 p. 100 ; Angleterre, 40 p. 100 ; Suisse, 37 p. 100 ; Autriche, 36 p. 100 ; Belgique, 31 p. 100 ; Australie, 28 p. 100 ; Finlande, 27 p. 100 ; Norvège, 21 p. 100.

En résumé, de 1913 à 1928, la mortalité infantile a diminué de près d'un cinquième en France, abais-

sement à peu près aussi élevé que dans la plupart des autres pays. Toutefois, une amélioration plus considérable ayant été constatée dans quelques pays où la mortalité infantile était déjà plus faible en 1913, de nouveaux progrès sont encore possibles.

Mortalité générale.

Par ordre croissant de la proportion des décès p. 10 000 habitants en 1928, les pays se classent comme suit : Nouvelle-Zélande, 35 ; Australie, 95 ; Pays-Bas, 96 ; Norvège, 106 ; Danemark, 110 ; Allemagne, 116 ; Angleterre et Galles, 117 ; Suisse et Suède, 120 ; Ecosse et Belgique, 133 ; Finlande, 135 ; Irlande, 142 ; Autriche, 144 ; Tchécoslovaquie, 151 ; Italie, 156 ; France, 1665 ; Pologne, 167 ; Hongrie,

171 ; Portugal 181 (en 1927) ; Espagne, 186 ; Japon, 199 ; Roumanie, 229 (en 1927).

En France, le taux brut de mortalité est donc supérieur à la moyenne des valeurs extrêmes et plus élevé que dans les pays voisins les mieux comparables comme climat et conditions générales de population. C'est surtout à cause de cette proportion élevée de décès que notre pays se classe loin derrière les autres quant à l'excédent des naissances sur les décès.

Toutefois, la comparaison des taux bruts de mortalité est, dans une certaine mesure, trompeuse en raison des différences considérables dans la répartition par âge des habitants des divers pays. Par suite de sa natalité plus faible et depuis plus longtemps décroissante, la France compte un nombre relatif de vieillards plus élevé que les autres pays, et sa mortalité totale se trouve augmentée de ce fait.

On peut corriger approximativement les taux bruts de mortalité en appliquant à une même population type les taux par âge déterminés dans chaque pays. On a fait ce calcul pour une douzaine de pays d'après les décès enregistrés en 1920-1922 et le classement par âge des habitants recensés vers 1921 ; les résultats sont insérés dans le volume : *Statistique du mouvement de la population*, tome IV, années 1920 à 1924.

Pour ces années 1920-1922, le taux brut de mortalité (nombre de décès pour 10 000 habitants recensés) atteint 175 en France ; on ne trouve de taux supérieur qu'en Italie, 176 ; Autriche, 178 ; Espagne, 219. Il s'abaisse à 148 en Allemagne et Finlande ; 138 en Belgique ; 133 en Suisse ; 124 en Angleterre ; 120 en Norvège ; 119 au Danemark et 115 dans les Pays-Bas. Cette comparaison donne une impression défavorable pour notre pays.

Mais, si l'on prend les taux rectifiés sur la base d'une même population type, cinq pays ont une mortalité supérieure à la France : Finlande, 150 p. 10 000 habitants de la population type ; Italie, 156 ; Allemagne, 165 ; Autriche, 208 ; Espagne, 226. Le taux rectifié s'abaisse à 149 en France. Six Etats seulement ont une mortalité plus faible : Belgique, 141 ; Suisse, 138 ; Angleterre, 127 ; Pays-Bas, 113 ; Danemark et Norvège, 108. La correction est donc particulièrement importante pour la France, dont le taux de mortalité est ramené de 175 à 149, tandis que celui de l'Allemagne est relevé de 148 à 165.

Les taux rectifiés de mortalité générale permettent de situer la France à son véritable rang, c'est-à-dire dans une position moyenne, entre les pays de l'Europe septentrionale, à faible mortalité, et ceux de l'Europe méridionale, centrale ou orientale à forte mortalité. La situation de la France apparaît ainsi moins défavorable que le laisserait supposer l'examen des taux bruts.

Si, au lieu de comparer la mortalité actuelle dans les divers pays, on examine les progrès réalisés par rapport à l'avant-guerre, on constate que, de 1913 à 1928, la mortalité générale a baissé dans tous les pays, sauf au Japon, où elle a crû de 1 p. 100 environ (pour 1927). En France, elle est passée de 175 à 165 p. 10 000 habitants, diminuant ainsi de 6 p. 100. Dans tous les autres pays figurant aux tableaux annexés, l'abaissement de la mortalité a été plus considérable, variant de 9 p. 100 pour la Belgique à 27 p. 100 pour la Hongrie. Dans les autres pays voisins de la France, la diminution de 1913 à 1928 a été : Angleterre, 13 p. 100 ; Suisse et Espagne, 16 p. 100 ; Italie, 17 p. 100, et Allemagne, 23 p. 100.

Cette comparaison n'est guère favorable à notre pays ; mais, ici encore, les taux bruts de mortalité conduisent à des conclusions trop pessimistes, à cause de la forte proportion de vieillards dans la population

française. Il faut recourir, comme ci-dessus, aux taux rectifiés sur la base d'une population type.

Dans une étude publiée par le *Bulletin de la Statistique Générale de la France* (janvier-mars 1929), on a comparé les taux rectifiés calculés pour un certain nombre de pays en 1908-1913, d'une part ; en 1920-1922, d'autre part. On constate alors pour la France, au lieu d'un abaissement du taux brut de mortalité de 184 à 176, soit 4 p. 100, une diminution du taux rectifié de mortalité de 162 à 149, soit de 8 p. 100. Dans le même intervalle, l'abaissement calculé sur les taux rectifiés en a été de 4 p. 100 en Espagne, 6 p. 100 en Allemagne, 14 p. 100 en Suisse, 17 p. 100 en Italie et 19 p. 100 en Angleterre. La situation de la France à ce point de vue est donc moins défavorable qu'elle ne le paraît d'après la comparaison des taux bruts, bien que des progrès plus importants aient été réalisés dans des contrées limitrophes.

Si les taux rectifiés sur la base d'une même population type permettent une comparaison plus rationnelle de la mortalité effective dans divers pays, il est d'ailleurs nécessaire, pour une étude complète et précise, de rapprocher des taux de mortalité calculés par année d'âge, c'est-à-dire des tables de mortalité.

La Statistique Générale de la France, qui a déjà calculé des tables de mortalité pour les périodes 1898-1903 et 1908-1913, a publié, dans son bulletin trimestriel de juillet-septembre 1928, une nouvelle table de mortalité pour la population de la France, établie d'après le recensement de 1921 et les décès enregistrés de 1920 à 1923.

Cette table a été rapprochée des tables de mortalité anglaise (1920-1922) et suisse (1920-1921). En particulier, la comparaison avec l'Angleterre montre que si la mortalité française est un peu plus élevée que l'anglaise au cours de la première année, de un à dix ans, au contraire, la mortalité est plus faible en France qu'en Angleterre. Pour les vieillards, les résultats sont du même ordre dans les deux pays. Mais les graphiques comparatifs montrent d'une manière saisissante l'excès affligeant de la mortalité française pour les adultes, surtout pour ceux du sexe masculin. Vers la vingt et unième année, le taux français pour le sexe masculin, 68 p. 1 000, est presque le double du taux anglais, 36 p. 40 000. La différence est moins accentuée au même âge pour le sexe féminin : 54 p. 10 000 en France, 32 p. 10 000 en Angleterre. Cette différence s'atténue progressivement quand l'âge augmente ; au-dessus de soixante ans, les taux de mortalité anglais et français sont du même ordre.

Dans le *Bulletin de la Statistique Générale de la France* (janvier-mars 1929), on a repris sur des bases plus étendues l'étude comparée de la mortalité en France et à l'étranger. D'abord dans les neuf pays qui ont publié des tables de mortalité pour une période voisine de 1920-1923 et aussi pour quelques autres pays n'ayant pas de tables de mortalité récentes. Ces études confirment les conclusions précédentes ; la mortalité française, comparée à celle des autres populations, paraît surtout excessive pour les adultes entre vingt et cinquante ans, et plus spécialement pour le sexe masculin. C'est donc pour cette catégorie d'âge dans les départements les plus éprouvés par les maladies particulièrement meurtrières à cette période de la vie, que l'on doit s'efforcer de réduire la mortalité dans notre pays.

Fait à Paris, le 31 mars 1930.

Le directeur de la Statistique générale de la France,
MICHEL HUBER.

Le sous-secrétaire d'Etat de l'Economie nationale,
ANDRÉ FRANÇOIS-PONCET.

Tableau I. — Mouvement de la population en 1929 (par département). (Les proportions pour la France entière sont calculées par rapport à la population évaluée au 30 juin 1929.)

DÉPARTEMENTS	Population légale le 7 mars 1926.	MOUVEMENT DE LA POPULATION EN 1929.							PROPORTION POUR 10 000 HABITANTS							
		Mariages.	Divorcés.	Naissances d'enfants déclarés vivants.	Mort.-nés.	Décès au total.	Dont décès de moins d'un an.	Excédents des naissances ou des décès.	des nouveaux mariés.		des naissances d'enfants déclarés vivants.		des décès.		des excédents de naissances ou de décès.	
									1928.	1929.	1928.	1929.	1928.	1929.	1928.	1929.
Ain.....	317 495	2 344	101	5 247	202	5 930	451	—	155	148	170	166	169	188	1	22
Aisne.....	489 022	3 860	296	10 306	399	8 502	1 094	—	164	158	241	241	159	174	56	37
Allier.....	370 562	2 789	130	5 498	180	7 007	365	—	156	150	146	148	168	189	22	41
Alpes (Basses).....	88 347	589	28	4 286	43	1 716	425	—	143	133	153	145	178	194	25	25
Alpes (Hautes).....	87 963	588	15	1 561	45	1 474	147	87	137	134	179	177	166	167	13	40
Alpes-Maritimes.....	435 253	3 864	245	6 669	365	7 620	615	—	148	154	162	153	159	175	3	22
Ardeche.....	289 263	2 177	51	4 974	498	5 607	542	—	150	150	177	172	172	194	5	22
Ardennes.....	297 448	2 357	142	5 654	187	5 125	527	—	164	158	196	190	156	172	40	18
Artois.....	167 498	1 436	34	2 846	88	3 115	499	—	135	136	140	140	145	186	35	46
Aube.....	238 253	1 976	127	4 855	140	4 767	468	—	142	144	158	162	166	181	2	17
Aude.....	294 951	2 085	72	4 783	186	5 297	446	—	142	144	158	162	166	181	8	19
Aveyron.....	328 886	2 439	59	5 726	201	6 047	614	—	148	148	183	174	178	183	5	9
Belfort(territoire de)	36 594	885	55	1 789	73	1 464	150	325	176	173	200	185	132	151	68	34
Bouches-du-Rhône.....	929 549	7 572	619	14 676	648	16 407	1 624	—	165	163	163	158	164	176	1	48
Calvados.....	390 492	3 044	197	8 576	272	8 271	1 088	—	161	156	225	220	203	242	22	8
Cantal.....	196 999	1 370	44	3 497	103	3 291	362	206	144	139	186	177	172	167	14	10
Charente.....	312 790	2 505	127	5 415	174	5 985	435	—	158	160	173	173	178	191	5	48
Charente-Inférieure.....	417 789	3 492	195	7 354	242	8 107	576	—	158	153	178	176	176	194	2	45
Cher.....	298 398	2 224	90	4 839	171	5 667	259	—	151	149	149	145	174	190	25	19
Corrèze.....	269 289	1 886	48	4 140	147	4 667	378	—	140	140	164	154	161	173	3	13
Corse.....	289 890	1 247	78	4 015	99	3 664	397	351	109	86	143	139	130	126	13	13
Côte-d'Or.....	328 881	2 238	140	5 661	124	6 634	445	—	140	136	172	172	180	203	8	31
Côtes-du-Nord.....	552 788	4 472	68	11 377	382	10 640	1 193	737	163	151	219	206	179	192	40	14
Creuse.....	219 148	1 490	47	3 031	92	3 727	457	696	145	136	145	138	165	170	20	32
Dordogne.....	392 489	3 037	118	6 372	222	7 028	524	—	158	155	167	162	177	194	10	32
Doubs.....	236 591	2 393	117	6 076	242	4 958	541	1 118	163	161	213	205	154	167	49	38
Drôme.....	263 750	1 913	95	4 085	145	5 242	384	—	154	145	164	159	166	199	2	40
Eure.....	308 445	2 297	182	6 096	185	6 281	655	—	155	149	203	197	185	204	48	7
Eure-et-Loir.....	255 213	1 924	95	4 887	133	4 948	494	—	156	151	195	191	185	194	10	3
Finistère.....	753 702	6 034	94	15 257	517	12 222	1 251	3 035	170	160	214	202	162	162	62	40
Gard.....	402 601	2 817	108	5 976	288	7 140	515	—	140	140	154	148	168	177	14	29
Garonne (Haute-).....	431 505	3 182	188	6 250	249	8 900	497	—	150	147	155	151	186	204	31	53
Gers.....	196 419	1 233	60	2 808	99	4 116	226	—	130	125	145	143	191	210	46	67
Gironde.....	827 973	6 210	544	12 955	474	16 598	1 214	3 643	157	150	163	156	180	200	17	44
Hérault.....	500 575	3 306	151	7 584	326	8 523	597	939	138	132	150	152	159	170	9	48
Ille-et-Vilaine.....	561 688	4 674	139	11 765	503	11 651	1 257	1 414	173	149	214	209	198	207	16	2
Indre.....	255 095	1 796	54	3 963	126	4 594	283	631	147	140	165	155	162	179	3	24
Indre-et-Loire.....	324 486	2 454	145	5 650	213	6 426	440	—	155	147	177	169	166	192	11	23
Isère.....	558 079	4 254	182	9 327	309	10 475	833	—	151	152	172	167	174	187	2	20
Jura.....	230 685	1 655	62	4 188	140	4 492	326	—	153	143	188	181	178	181	10	14
Landes.....	203 114	1 918	27	4 169	119	4 515	246	—	152	146	162	158	155	172	7	15
Loir-et-Cher.....	248 099	1 924	73	4 256	132	4 628	363	372	158	155	176	171	165	186	11	45
Loire.....	669 216	5 015	285	10 753	469	11 725	1 462	—	164	150	179	161	166	175	13	44
Loire (Haute-).....	200 610	4 475	47	4 350	164	4 776	426	—	149	142	178	167	162	183	16	17
Loire-Inférieure.....	651 487	5 134	207	11 660	426	12 785	875	1 425	157	157	188	179	176	196	12	20
Loiret.....	341 225	2 615	136	4 767	176	6 371	430	—	163	153	167	167	171	187	4	20
Lot.....	171 776	1 088	93	2 355	69	3 863	220	1 508	123	123	146	137	208	225	62	83

MOUVEMENT DE LA POPULATION EN 1929										PROPORTION POUR 10 000 HABITANTS									
DÉPARTEMENTS	Population légale le 7 mars 1926.	Mariages.	Divorces.	Naissances d'enfants déclarés vivants.	Mort-nés.	Décès en total.	Dont décès de moins d'un an.	Excédents des naissances ou des décès.	des nouveaux mariés.		des naissances d'enfants déclarés vivants.		des décès.		des accidents de naissance ou de décès.				
									1928.	1929.	1928.	1929.	1928.	1929.	1928.	1929.			
Lot-et-Garonne.....	246 609	1 721	87	3 725	162	5 192	294	1 467	147	140	159	451	182	210	23	59			
Lozère.....	104 783	715	9	4 749	60	1 634	154	115	144	136	169	167	459	456	40	41			
Maine-et-Loire.....	477 744	3 480	164	8 718	299	9 472	650	464	150	146	190	482	182	492	8	10			
Manche.....	431 367	3 689	417	9 459	293	9 550	875	91	167	170	223	219	183	221	40	2			
Marne.....	387 773	3 418	232	7 755	290	7 831	765	424	164	172	200	194	163	184	37	40			
Marne (Haute-).....	259 870	1 398	70	3 593	103	3 853	358	260	144	143	189	184	148	197	5	43			
Mayenne.....	259 934	2 400	48	5 376	171	5 189	489	187	165	162	224	207	182	199	39	8			
Meurthe-et-Moselle.....	552 087	4 745	255	12 573	456	10 582	4 407	2 044	172	172	234	228	168	191	66	37			
Meuse.....	218 431	4 634	65	4 349	143	4 377	463	28	151	150	206	199	167	200	39	1			
Morbihan.....	543 475	4 081	65	11 815	492	10 046	1 436	1 799	160	150	231	217	179	184	52	33			
Moselle.....	633 461	5 432	195	14 333	587	9 677	1 517	4 656	166	171	233	225	440	452	93	74			
Nièvre.....	260 502	1 708	62	3 864	139	5 266	249	1 402	139	131	145	145	179	202	84	34			
Nord.....	1 969 482	18 626	1 033	39 379	1 005	31 796	4 081	7 583	195	189	203	200	141	161	62	59			
Oise.....	405 971	3 475	262	7 886	259	7 835	877	51	169	156	201	194	177	193	24	1			
Orne.....	277 637	2 050	108	5 397	196	5 997	547	600	148	148	205	194	200	216	6	22			
Pas-de-Calais.....	1 171 912	40 882	443	28 093	1 475	18 448	3 393	9 675	183	186	246	239	142	157	104	82			
Puy-de-Dôme.....	515 399	3 448	144	7 559	286	9 464	582	1 905	136	134	156	147	171	184	45	34			
Pyrénées (Basses-).....	414 556	3 024	72	7 599	227	7 721	642	122	142	146	190	183	167	186	23	43			
Pyrénées (Hautes-).....	187 875	1 276	46	2 928	103	3 737	259	809	135	138	157	156	175	199	18	3			
Pyrénées-Orientales.....	229 979	1 764	66	3 307	142	3 508	271	201	155	153	144	144	147	152	3	8			
Rhin (Bas-).....	670 985	5 722	241	13 410	394	10 376	1 095	2 731	170	170	201	195	140	154	61	41			
Rhin (Haut-).....	490 654	4 467	215	9 691	354	7 443	695	2 248	183	182	195	197	136	152	42	39			
Rhône.....	993 915	7 898	650	15 886	553	17 372	3 741	4 486	152	159	163	160	163	175	3	45			
Saône (Haute-).....	226 313	1 680	63	3 926	145	4 378	371	452	146	147	178	173	174	193	4	20			
Saône-et-Loire.....	549 240	4 140	152	9 004	305	9 576	745	572	149	151	171	161	165	174	6	10			
Sarthe.....	387 432	3 434	186	7 677	301	7 613	992	64	166	162	207	198	183	196	24	2			
Savoie.....	231 210	1 549	46	4 278	149	4 345	384	67	140	134	199	185	174	188	25	2			
Savoie (Haute-).....	245 317	1 698	88	4 512	157	4 812	330	330	135	138	186	184	175	176	11	8			
Seine.....	4 628 637	50 043	4 971	76 495	4 093	79 760	7 380	3 265	218	216	259	243	153	172	46	7			
Seine-et-Marne.....	885 299	8 070	774	18 831	743	16 984	2 312	1 847	178	182	248	243	173	192	45	21			
Seine-et-Oise.....	380 017	2 994	245	6 497	209	7 193	680	696	157	157	176	171	174	189	2	1			
Sèvres (Deux-).....	1 437 924	9 995	722	18 425	745	21 687	2 425	3 292	168	176	162	162	170	190	2	28			
Somme.....	473 916	3 882	327	9 216	450	5 551	433	471	156	157	186	185	164	179	22	6			
Tarn.....	301 717	2 102	63	4 725	285	9 376	1 060	160	170	164	195	194	177	198	18	4			
Tarn-et-Garonne.....	164 491	1 063	56	2 496	174	5 540	393	815	141	139	165	156	173	183	8	17			
Tarn.....	164 491	1 063	56	2 496	174	5 540	393	815	141	139	165	156	173	183	8	17			
Vaucluse.....	230 549	2 608	201	5 091	246	6 495	509	509	143	129	168	152	139	211	24	59			
Vendée.....	395 602	3 191	54	8 033	203	4 821	295	986	148	148	151	146	140	187	19	41			
Vienne.....	310 474	2 294	74	5 270	236	7 396	465	637	162	172	163	166	188	209	25	43			
Vienne (Haute-).....	351 311	2 782	87	5 471	144	5 465	366	495	161	161	208	203	166	187	42	16			
Vosges.....	382 100	3 280	162	7 389	170	5 619	372	448	151	146	177	177	166	174	48	7			
Yonne.....	277 230	1 899	121	4 449	291	6 851	749	538	165	158	162	156	159	160	3	4			
France entière.....	40 743 897	333 441	19 353	728 540	27 812	741 104	69 401	12 561	165	162	182	177	165	180	33	55			
1 ^{er} trimestre.....	»	61 295	4 200	188 467	7 360	258 672	21 016	70 205	»	»	»	»	»	»	»	»			
2 ^e trimestre.....	»	98 050	4 997	185 998	7 476	175 982	14 906	9 416	»	»	»	»	»	»	»	»			
3 ^e trimestre.....	»	82 817	4 926	186 831	6 584	149 327	18 815	37 504	»	»	»	»	»	»	»	»			
4 ^e trimestre.....	»	91 279	5 224	167 844	6 692	157 423	14 664	10 721	»	»	»	»	»	»	»	»			

Tableau II. — Population, mariages, naissances, décès, etc., par arrondissement, en 1928 et 1929.

(Nombres provisoires.)

DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	POPULATION (le 7 mars 1926).	MARIAGES		DIVORCES		NAISSANCES d'enfants déclarés vivants.		MORT-NÉS		DÉCÈS au total.	
			1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929
Ain.....	Belley.....	67 618	493	443	20	24	891	991	29	40	1 217	1 385
	Bourg.....	181 905	1 472	1 441	51	59	3 466	3 375	128	130	3 153	3 427
	Nantua.....	67 672	491	460	32	18	1 092	941	32	32	1 000	1 468
Aisne.....	Laon.....	146 792	1 180	1 071	78	83	3 485	3 485	110	106	2 355	2 645
	Saint-Quentin.....	120 342	1 005	1 022	57	73	2 332	2 349	114	105	1 877	2 005
	Soissons.....	127 643	996	997	76	82	2 708	2 563	95	102	2 161	2 370
	Vervins.....	94 245	836	770	48	58	2 002	1 909	82	86	1 397	1 512
Allier.....	Lapalisse.....	114 804	944	930	32	44	1 910	2 002	80	75	1 968	2 273
	Montluçon.....	131 262	988	947	49	49	1 643	1 702	53	57	2 070	2 273
	Moulins.....	124 496	950	912	27	37	1 853	1 794	57	48	2 201	2 461
Alpes (Basses)-	Barcelonnette.....	10 084	68	53	1	1	152	146	3	6	152	175
	Digne.....	40 121	295	268	5	10	568	550	21	16	742	844
	Forcalquier.....	38 142	269	268	10	18	633	500	17	21	680	697
Alpes (Hautes)-	Briançon.....	25 358	189	164	1	4	471	482	16	18	432	443
	Gap.....	62 605	414	424	10	11	1 105	1 079	34	27	1 029	1 031
Alpes-Maritimes..	Grasse.....	141 669	1 008	1 029	48	67	2 495	2 314	124	90	2 211	2 354
	Nice.....	293 584	2 220	2 335	160	178	4 549	4 355	292	275	4 688	5 206
Ardèche.....	Largentière.....	68 518	517	509	6	6	1 102	996	45	34	1 145	1 284
	Privas.....	102 922	731	739	10	23	1 664	1 682	60	90	1 901	2 192
	Tournon.....	117 823	928	929	25	22	2 348	2 296	111	74	1 912	2 131
Ardennes.....	Mézières.....	220 609	1 859	1 830	119	110	4 283	4 202	174	158	3 472	3 752
	Rethel.....	40 893	318	281	16	20	827	819	24	17	1	749
	Vouziers.....	35 946	260	246	8	12	731	633	20	12	564	624
Ariège.....	Foix.....	104 739	748	737	32	29	1 499	1 573	60	62	1 861	1 984
	Saint-Girons.....	62 759	381	399	12	5	850	773	38	26	1 073	1 131
Aube.....	Bar-sur-Aube.....	33 266	232	250	9	12	640	571	23	18	579	626
	Nogent-sur-Seine.....	45 888	393	393	19	17	857	773	33	25	774	848
	Troyes.....	159 099	1 378	1 333	85	98	2 893	3 011	113	97	2 974	3 293
Aude.....	Carcassonne.....	134 550	955	956	40	32	2 121	2 204	80	87	2 219	2 405
	Limoux.....	52 994	430	389	8	15	906	847	35	34	970	1 021
	Narbonne.....	104 407	683	740	37	25	1 574	1 682	85	65	1 667	1 874
Aveyron.....	Millau.....	89 774	666	717	14	12	1 635	1 540	45	59	1 609	1 589
	Rodez.....	144 654	1 083	1 058	19	22	2 686	2 643	98	95	2 622	2 715
	Villefranche.....	94 458	689	664	24	25	1 696	1 543	61	47	1 621	1 713
Belfort.....	Belfort.....	96 694	850	885	61	55	1 933	1 789	95	73	1 280	1 464
Bouches-du-Rhône.	Aix.....	190 748	988	968	64	53	2 472	2 437	112	111	2 260	2 459
	Arlès.....	95 034	718	698	49	54	1 578	1 547	87	68	1 460	1 714
	Marseille.....	703 797	5 977	5 908	503	512	11 397	10 992	497	469	11 499	12 234
Calvados.....	Bayeux.....	53 983	454	400	24	22	1 194	1 131	37	32	1 093	1 052
	Caen.....	164 062	1 341	1 277	79	68	3 778	3 796	127	131	3 653	3 921
	Lisieux.....	116 605	905	946	71	68	2 689	2 526	76	70	2 152	2 153
	Vire.....	55 842	412	421	18	19	1 192	1 123	49	39	1 048	1 145
Cantal.....	Aurillac.....	77 369	641	584	19	22	1 494	1 510	53	47	1 489	1 360
	Mauriac.....	48 877	297	340	9	8	910	859	17	13	746	719
	Saint-Flour.....	70 753	475	446	12	14	1 267	1 128	45	43	1 154	1 182
Charente.....	Angoulême.....	179 169	1 423	1 430	50	74	2 924	3 079	144	112	3 320	3 531
	Cognac.....	77 202	589	605	47	42	1 387	1 310	45	47	1 331	1 456
	Confolens.....	56 419	465	470	10	11	1 096	1 026	24	15	917	998
Charente-Inférieure.	Jonzac.....	62 199	509	461	13	22	1 165	1 111	37	37	1 095	1 179
	Rochefort.....	117 542	963	936	53	68	2 034	2 004	80	66	1 983	2 161
	La Rochelle.....	87 089	626	611	26	37	1 628	1 600	78	54	1 574	1 793
	Saintes.....	150 959	1 199	1 154	61	68	2 611	2 639	70	85	2 681	2 974
Cher.....	Bourges.....	205 674	1 543	1 525	67	69	3 125	3 064	98	135	3 561	3 939
	St-Amand-Mt-Rond..	92 724	662	699	27	21	1 335	1 275	35	36	1 628	1 728
Corrèze.....	Brive.....	103 620	834	718	20	18	1 820	1 752	53	42	1 668	1 812
	Tulle.....	165 669	1 194	1 168	38	30	2 600	2 388	73	75	2 669	2 855
Corse.....	Ajaccio.....	75 543	430	358	29	22	1 073	998	25	35	1 051	1 061
	Bastia.....	109 582	666	465	32	36	1 635	1 489	49	50	1 508	1 447
	Corte.....	54 872	282	239	11	12	825	870	8	10	750	688
	Sartène.....	49 893	198	185	12	8	630	658	1	4	468	468

DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	POPULATION (le 7 mars 1926).	MARIAGES		DIVORCES		NAISSANCES d'enfants déclarés vivants.		MORT-NÉS		DÉCÈS au total.	
			1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929
Côte-d'Or....	Beaune.....	85 399	608	592	30	28	1 307	1 348	39	32	1 582	1 804
	Dijon.....	166 299	1 178	1 196	97	84	3 056	3 084	73	63	2 919	3 191
	Montbard.....	77 183	515	450	22	28	1 293	1 229	42	29	1 419	1 699
Côtes-du-Nord...	Dinan.....	122 896	1 084	984	15	18	2 764	2 664	104	78	2 230	2 572
	Guingamp.....	131 606	989	926	15	12	2 853	2 756	120	96	2 171	2 283
	Lannion.....	93 901	841	751	15	8	2 019	1 916	56	41	1 617	1 712
	Saint-Brieuc.....	204 385	1 603	1 511	25	30	4 462	4 041	170	167	3 906	4 073
Creuse.....	Aubusson.....	86 471	647	582	12	23	1 490	1 181	28	35	1 441	1 510
	Guéret.....	132 677	947	908	26	24	1 980	1 850	48	57	2 179	2 217
Dordogne.....	Bergerac.....	88 978	645	669	31	25	1 428	1 340	65	40	1 627	1 902
	Nontron.....	69 753	613	591	7	15	1 284	1 251	32	35	1 098	1 181
	Périgueux.....	158 364	1 274	1 203	56	59	2 620	2 641	98	113	2 869	3 096
	Sarlat.....	75 394	577	574	21	19	1 246	1 140	41	34	1 355	1 449
Doubs.....	Besançon.....	135 872	1 027	1 021	53	50	2 717	2 695	118	113	2 346	2 556
	Montbéliard.....	111 406	1 004	973	45	51	2 359	2 268	86	95	1 536	1 657
	Pontarlier.....	49 313	393	399	8	16	1 234	1 113	46	34	702	745
Drôme.....	Die.....	41 024	298	295	8	10	672	612	16	21	689	761
	Nyons.....	38 490	284	200	8	14	527	494	14	22	625	759
	Valence.....	184 236	1 446	1 358	73	71	3 131	3 079	129	122	3 079	3 732
Eure.....	Les Andelys.....	72 256	540	523	38	38	1 449	1 443	53	42	1 200	1 316
	Bernay.....	99 288	836	744	53	46	2 217	2 161	76	65	1 761	1 968
	Evreux.....	136 901	1 013	1 030	76	98	2 579	2 492	106	78	2 732	2 997
Eure-et-Loir..	Chartres.....	130 957	1 002	997	76	43	2 548	2 441	90	84	2 548	2 620
	Châteaudun.....	64 425	548	506	16	23	1 346	1 334	38	23	1 040	1 145
	Dreux.....	59 831	442	421	31	29	1 092	1 112	41	26	1 124	1 183
Finistère.....	Brest.....	233 913	1 973	1 884	54	44	4 913	4 651	200	170	3 850	4 440
	Châteaulin.....	119 522	1 030	996	11	11	2 688	2 528	83	91	1 745	1 734
	Morlaix.....	134 401	1 065	981	5	6	2 633	2 451	105	96	2 108	2 168
	Quimper.....	265 866	2 339	2 170	30	33	5 885	5 627	179	160	3 771	4 180
Gard.....	Alès.....	139 356	1 167	957	52	27	2 440	1 868	90	90	2 523	2 164
	Nîmes.....	221 079	1 314	1 584	76	77	3 105	3 463	123	148	3 502	4 188
	Le Vigan.....	42 166	334	276	2	4	673	645	23	30	725	788
Garonne (Haute)-	Saint-Gaudens.....	89 123	559	544	24	20	1 274	1 203	43	45	1 534	1 778
	Toulouse.....	342 382	2 674	2 638	182	168	5 415	5 317	213	204	6 485	7 022
Gers.....	Auch.....	68 677	450	445	13	21	1 053	1 068	52	46	1 393	1 562
	Condom.....	79 165	518	488	28	28	1 149	1 154	46	40	1 470	1 594
	Mirande.....	48 577	315	300	9	11	644	586	24	13	880	960
Gironde.....	Blaye.....	52 275	377	384	19	37	889	793	21	22	879	1 016
	Bordeaux.....	577 413	4 608	4 254	364	422	9 349	8 877	361	358	10 599	11 777
	Langon.....	88 345	662	716	18	33	1 363	1 310	38	36	1 469	1 6 6
	Libourne.....	109 940	849	856	49	52	1 926	1 945	70	58	1 973	2 199
Hérault.....	Beziérs.....	238 761	1 578	1 536	62	72	3 370	3 318	119	133	3 672	3 818
	Montpellier.....	261 814	1 866	1 770	72	79	4 137	4 266	151	193	4 294	4 675
Ille-et-Vilaine	Fougères.....	81 206	735	735	14	21	1 876	1 806	75	92	1 561	1 637
	Redon.....	76 932	594	585	4	5	1 557	1 594	56	71	1 483	1 630
	Rennes.....	280 987	2 420	2 301	52	80	5 983	5 849	260	236	5 605	5 904
	Saint-Malo.....	122 563	1 128	1 053	34	33	2 627	2 516	104	104	2 457	2 480
Indre.....	Le Blanc.....	50 043	384	331	13	8	892	759	40	20	792	890
	Châteauroux.....	150 394	1 118	1 088	41	35	2 472	2 416	89	89	2 472	2 709
	La Châtre.....	54 658	369	377	6	11	851	788	18	17	859	935
Indre-et-L...	Chinon.....	70 594	525	491	28	29	1 276	1 168	27	30	1 183	1 234
	Tours.....	263 892	2 075	1 963	110	116	4 651	4 482	222	183	4 388	5 192
Isère.....	Grenoble.....	313 996	2 260	2 323	157	124	5 523	5 456	215	186	5 477	5 823
	La Tour-du-Pin.....	108 724	795	843	12	15	1 511	1 474	39	56	1 837	1 929
	Vienne.....	135 359	1 151	1 038	48	43	2 545	2 397	86	67	2 413	2 723
Jura.....	Dôle.....	60 967	490	446	24	21	1 080	1 158	47	26	1 161	1 225
	Lons-le-Saunier.....	122 170	879	826	26	32	2 355	2 244	74	85	2 252	2 224
	Saint-Claude.....	47 548	397	383	19	9	896	786	22	29	686	743
Landes.....	Dax.....	134 751	1 052	996	14	10	2 235	2 145	49	42	2 007	2 330
	Mont-de-Marsan.....	128 360	946	922	21	17	2 032	2 021	60	77	2 069	2 185
Loir-et-Cher.	Blois.....	180 581	1 389	1 408	69	55	3 015	3 007	92	93	3 000	3 331
	Vendôme.....	67 518	571	516	11	18	1 357	1 249	54	39	1 086	1 297
Loire.....	Montbrison.....	124 465	994	957	21	20	2 270	2 109	59	64	1 946	2 181
	Roanne.....	144 501	1 099	1 074	54	46	2 284	2 206	87	68	2 642	2 798
	Saint-Etienne.....	400 250	3 076	2 984	184	219	6 687	6 438	346	337	5 854	6 746

DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	POPULATION (le 7 mars 1926).	MARIAGES		DIVORCES		NAISSANCES d'enfants déclarés vivants.		MORT-NÉS		DÉCÈS au total.	
			1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929
Loire (Haute-).	Brioude	60 047	425	410	14	12	962	914	27	27	1 023	1 127
	Le Puy	200 563	1 516	1 439	32	35	3 669	3 436	138	137	3 203	3 649
Loire-Infér...	Châteaubriant	106 478	893	886	10	7	2 147	1 950	71	57	1 848	1 986
	Nantes	353 963	2 728	2 719	166	165	6 450	6 207	252	232	6 413	7 146
	Saint-Nazaire	191 046	1 486	1 529	46	35	3 658	3 503	118	137	3 205	3 653
Loiret	Montargis	126 864	1 093	1 013	50	48	2 237	2 123	83	70	2 184	2 408
	Orléans	214 361	1 682	1 602	83	88	3 469	3 584	105	106	3 670	3 963
Lot	Cahors	66 014	402	376	9	18	969	895	55	36	1 421	1 595
	Figeac	57 977	372	424	10	6	856	791	28	12	1 191	1 244
	Gourdon	47 785	285	288	9	9	685	669	37	21	961	1 024
Lot-et-Gar...	Agen	94 989	669	652	41	51	1 528	1 429	69	79	1 812	2 062
	Marmande	85 701	656	619	39	32	1 365	1 309	39	50	1 400	1 689
	Villeneuve-sur-Lot ..	65 919	491	450	22	24	1 023	987	37	33	1 219	1 441
Lozère	Florac	22 338	183	156	2	1	309	304	15	11	385	379
	Mende	82 395	574	559	6	8	1 467	1 445	51	49	1 278	1 255
Maine-et-L...	Angers	199 133	1 509	1 496	90	97	3 521	3 325	100	104	3 331	4 010
	Cholet	107 888	822	772	9	18	2 114	2 112	61	63	1 826	1 903
	Saumur	114 830	821	822	27	43	2 265	2 165	69	94	2 081	2 288
	Segré	55 890	430	390	17	6	1 163	1 116	33	38	810	971
	Avranches	117 621	920	938	29	18	2 511	2 578	77	80	2 334	2 506
Manche	Cherbourg	133 717	1 166	1 251	57	45	2 938	2 846	103	88	2 348	3 313
	Coutances	92 350	777	741	10	29	2 141	2 001	46	59	1 651	1 950
	Saint-Lô	87 679	731	739	27	25	2 054	2 034	62	66	1 580	1 781
Marne	Châlons-sur-Marne ..	84 272	591	639	41	48	1 699	1 649	64	64	1 399	1 628
	Epernay	90 084	795	781	32	57	1 665	1 616	58	61	1 501	1 561
	Reims	182 234	1 563	1 668	139	119	3 701	3 658	167	138	2 826	3 338
	Vitry-le-François ..	41 183	322	330	16	8	906	832	30	27	768	804
Marne (Haute-).	Chaumont	132 736	952	993	48	51	2 642	2 590	86	81	2 157	2 687
	Langres	62 634	459	405	16	19	1 065	1 003	32	22	1 135	1 166
Mayenne	Laval	155 581	1 253	1 235	30	40	3 280	3 139	125	87	2 815	3 205
	Mayenne	104 353	897	865	16	8	2 459	2 237	86	84	1 906	1 984
Meurthe-et-Moselle.	Briey	147 094	1 303	1 241	29	29	4 662	4 400	184	142	2 222	2 378
	Lunéville	87 851	700	644	21	30	1 713	1 657	56	61	1 386	1 558
	Nancy	317 142	2 754	2 860	181	196	6 565	6 516	274	253	5 692	6 626
Meuse	Bar-le-Duc	65 795	511	490	21	23	1 329	1 235	52	36	1 148	1 417
	Commercy	56 037	420	413	12	14	1 141	1 049	26	39	969	1 117
	Verdun-sur-Meuse ..	96 299	726	731	33	28	2 032	2 065	68	68	1 537	1 813
Morbihan	Lorient	204 481	1 678	1 660	51	40	4 514	4 204	191	165	3 747	3 739
	Pontivy	152 908	1 231	1 320	3	13	3 874	3 787	179	177	2 399	2 971
	Vannes	185 786	1 443	1 101	13	12	4 173	3 824	206	150	3 595	3 256
Moselle	Boulay	45 273	352	354	4	4	1 033	979	31	42	658	704
	Château-Salins	34 161	244	249	7	4	578	561	20	15	607	641
	Forbach	104 775	982	1 041	18	30	2 653	2 633	156	150	1 359	1 497
	Metz-ville	69 624	659	676	41	59	1 976	1 965	91	84	1 160	1 383
	Metz-campagne	98 301	778	746	26	37	1 884	1 829	54	55	1 233	1 432
	Sarrebourg	51 597	441	455	8	5	1 045	1 013	28	21	823	761
	Sarreguemines	68 587	546	571	15	11	1 565	1 405	58	45	971	1 027
Nièvre	Thionville-Est	62 206	467	489	7	19	1 301	1 291	44	36	853	917
	Thionville-Ouest ..	95 937	809	851	19	26	2 758	2 657	133	139	1 251	1 312
	Château-Chinon	56 646	426	424	14	12	737	770	24	28	953	1 013
Nord	Clamecy	59 403	391	341	17	10	811	803	17	25	1 115	1 321
	Nevers	144 453	1 001	943	58	40	2 219	2 291	102	86	2 584	2 932
	Avesnes	214 341	1 956	1 895	147	150	4 153	4 233	156	149	2 874	3 379
Oise	Cambrail	173 261	1 532	1 522	75	70	3 025	2 958	113	118	2 487	2 782
	Douai	188 102	1 929	1 775	95	88	4 294	4 315	191	196	2 503	2 724
	Dunkerque	254 681	2 399	2 499	93	90	5 666	5 423	215	198	3 742	4 246
	Lille	848 543	8 394	8 109	487	524	16 676	16 554	682	644	12 317	14 383
	Valenciennes	290 254	2 971	2 826	138	116	6 161	5 896	320	300	3 932	4 279
Pas-de-Calais.	Beauvais	139 685	1 167	1 066	106	99	2 718	2 625	107	94	2 599	2 692
	Compiègne	127 857	1 024	913	63	67	2 668	2 589	85	82	2 368	2 614
	Senlis	138 429	1 239	1 196	102	96	2 787	2 672	83	83	2 238	2 499
Orne	Alençon	163 602	1 210	1 249	73	64	3 342	3 164	139	113	3 307	3 602
	Argentan	114 035	885	801	40	44	2 374	2 233	82	83	2 259	2 395
Pas-de-Calais.	Arras	241 748	2 193	2 116	84	90	5 240	5 355	225	181	3 431	3 929
	Béthune	515 897	5 307	4 983	200	157	14 304	13 632	675	640	6 408	7 386
	Boulogne	221 244	2 131	2 112	128	148	5 103	4 917	223	209	3 610	3 814
	Montreuil	82 329	814	720	16	25	1 943	1 862	76	60	1 532	1 488
	Saint-Omer	110 694	870	951	33	23	2 251	2 327	101	85	1 620	1 801

DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	POPULATION (le 7 mars 1926).	MARIAGES		DIVORCES		NAISSANCES d'enfants déclarés vivants.		MORT-NÉS		DÉCÈS au total.	
			1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929
Puy-de-Dôme....	Clermont-Ferrand...	216 893	1 381	1 340	79	80	3 642	3 412	174	146	3 442	3 816
	Issoire.....	67 865	483	444	27	16	1 021	1 024	24	30	1 244	1 430
	Riom.....	114 228	766	794	16	23	4 623	4 496	57	49	2 142	2 133
	Thiers.....	116 443	848	870	25	25	1 754	1 627	67	61	2 010	2 085
Pyrénées (Basses-).	Bayonne.....	167 991	1 310	1 348	35	33	3 586	3 462	120	121	2 805	2 944
	Oloron.....	85 978	597	594	8	6	1 722	1 555	33	25	1 394	1 645
	Pau.....	160 587	1 043	1 082	23	33	2 589	2 582	70	81	2 743	3 132
Pyrénées (Hautes-).	Bagnères-de-Bigorre.	87 139	560	557	26	21	1 346	1 416	58	29	1 504	1 614
	Tarbes.....	100 736	711	719	30	25	1 596	1 512	64	74	1 788	2 123
Pyrénées-Orient..	Céret.....	45 922	384	406	9	4	704	683	28	11	724	732
	Perpignan.....	147 110	1 124	1 060	55	58	2 404	2 118	85	85	2 073	2 193
	Prades.....	36 947	280	298	6	4	505	506	16	16	586	583
Rhin (Bas-).	Erstein.....	63 247	545	509	10	10	1 003	930	30	34	841	927
	Haguenau.....	77 968	610	667	8	13	1 701	1 756	59	60	1 400	1 203
	Molsheim.....	62 874	481	514	9	7	1 071	969	23	24	843	902
	Saverne.....	80 311	664	623	9	17	1 544	1 434	39	53	1 110	1 116
	Sélestat.....	60 348	469	444	8	9	1 138	1 045	32	43	851	935
	Strasbourg-ville....	174 492	1 708	1 639	118	147	4 491	4 596	168	119	2 804	3 070
	Strasbourg-camp....	97 742	847	906	18	28	1 465	1 361	46	24	1 210	1 411
	Wissembourg.....	54 003	390	420	4	10	1 109	1 019	28	34	640	812
	Altkirch.....	47 491	420	400	5	6	893	879	37	34	621	592
	Colmar.....	91 803	839	826	27	43	2 113	2 216	70	76	1 412	1 557
Rhin (Haut-).	Guebwiller.....	58 579	549	546	19	17	988	1 013	44	40	772	979
	Mulhouse.....	186 078	1 821	1 782	98	122	3 564	3 599	127	135	2 467	2 706
	Ribeauvillé.....	50 007	413	427	17	10	870	779	27	35	701	740
	Thann.....	56 696	504	486	7	17	1 234	1 205	45	34	767	869
Rhône.....	Lyon.....	856 510	6 525	6 728	631	592	14 066	13 925	537	481	13 838	14 716
	Villefranche.....	137 405	1 053	1 170	48	58	2 122	1 961	66	72	2 857	2 656
Saône (Haute-).	Lure.....	105 321	797	808	28	29	1 933	1 836	73	62	1 732	1 938
	Vesoul.....	120 992	860	852	34	34	2 095	2 090	53	53	2 206	2 440
Saône-et-Loire..	Autun.....	113 093	800	816	33	40	1 685	1 708	77	48	1 691	1 751
	Chalon-sur-Saône...	209 839	1 643	1 600	97	64	3 727	3 516	142	119	3 292	3 486
	Charolles.....	116 149	809	857	18	22	1 979	1 885	67	72	1 962	2 105
	Mâcon.....	110 159	840	867	46	26	2 001	1 895	72	66	2 111	2 234
Sarthe.....	La Flèche.....	78 076	603	601	22	30	1 601	1 540	52	54	1 386	1 430
	Mamers.....	80 981	672	661	34	29	1 746	1 660	68	57	1 440	1 597
	Le Mans.....	228 425	1 946	1 872	113	127	4 690	4 477	178	190	4 276	4 586
Savoie.....	Albertville.....	64 681	422	410	10	14	1 391	1 381	52	38	1 106	1 198
	Chambéry.....	120 510	875	867	34	22	2 215	2 012	76	85	2 165	2 368
	St-J.-de-Maurienne..	46 019	318	272	8	10	993	885	30	26	747	779
	Annecy.....	101 807	693	699	19	11	1 936	1 819	76	61	1 722	1 760
Savoie (Haute-).	Bonneville.....	75 302	498	523	15	11	1 346	1 411	55	41	1 462	1 390
	Thonon-les-Bains...	68 208	462	476	20	16	1 289	1 282	42	55	1 118	1 162
	Paris.....	2 871 429	32 719	31 848	3 559	3 475	54 937	56 262	2 906	3 077	47 769	54 298
Seine.....	Saint-Denis.....	1 021 114	10 570	10 906	817	909	11 871	12 600	670	659	12 441	13 756
	Sceaux.....	736 094	7 266	7 289	520	587	7 629	7 633	357	357	10 693	11 706
	Dieppe.....	195 400	1 677	1 654	128	122	4 844	4 602	141	177	3 215	3 508
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	312 168	2 938	3 025	257	293	6 562	6 478	260	267	4 995	5 469
	Rouen.....	377 731	3 312	3 391	331	359	7 875	7 751	325	299	7 150	8 007
	Meaux.....	144 670	1 165	1 218	87	95	2 586	2 631	92	98	2 425	2 619
Seine-et-Marne...	Melun.....	161 703	1 219	1 188	117	106	2 757	2 502	83	74	2 923	3 117
	Provins.....	74 644	595	598	38	44	1 365	1 364	43	37	1 290	1 457
	Corbeil.....	213 437	1 761	1 792	132	143	3 419	3 401	150	132	3 946	4 514
Seine-et-Oise....	Pontoise.....	321 657	2 701	2 832	147	196	5 215	5 247	227	245	5 528	6 278
	Rambouillet.....	104 255	713	740	44	43	1 711	1 614	76	60	1 832	1 959
	Versailles.....	498 175	4 400	4 631	315	340	8 015	8 163	300	308	7 992	8 936
Sèvres (Deux-).	Niort.....	158 838	1 181	1 158	34	40	2 718	2 681	86	60	2 899	3 103
	Parthenay.....	150 982	1 231	1 279	23	24	3 045	3 041	106	90	2 196	2 418
	Abbeville.....	122 006	1 096	1 010	64	67	2 692	2 605	76	79	2 126	2 387
Somme.....	Amiens.....	227 221	1 938	1 890	171	200	3 862	3 972	140	131	4 328	4 911
	Montdidier.....	49 403	375	398	20	19	1 016	1 016	36	26	810	846
	Péronne.....	75 286	630	584	35	41	1 670	1 623	52	49	1 119	1 232
	Albi.....	147 544	1 068	1 066	41	37	2 521	2 313	120	103	2 597	2 770
Tarn.....	Castres.....	154 173	1 064	1 036	29	26	2 453	2 412	89	71	2 617	2 770
	Castelsarrasin.....	64 604	445	413	15	16	1 092	1 000	36	31	1 212	1 323
Tarn-et-Garonne..	Montauban.....	99 587	729	650	22	40	1 665	1 496	64	61	1 897	2 147

DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	POPULATION (le 7 mars 1926).	MARIAGES		DIVORCES		NAISSANCES d'enfants déclarés vivants.		MORT-NÉS		DÉCÈS au total.	
			1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929	1928	1929
Var	Draguignan.....	409 657	702	720	31	42	1 649	1 582	77	65	1 906	2 47
	Toulon.....	238 275	1 871	1 888	164	150	8 612	3 509	154	151	3 969	4 21
Vaucluse....	Avignon.....	121 365	1 042	1 026	104	95	2 034	2 155	111	112	2 446	2 61
	Carpentras.....	56 202	442	525	30	27	848	821	41	38	1 004	1 05
	Cavaillon.....	52 982	419	435	28	26	875	859	54	53	880	1 07
Vendée.....	Fontenay-le-Comte..	120 921	925	955	22	18	2 279	2 245	73	74	2 064	2 35
	La Roche-sur-Yon....	146 879	1 165	1 110	16	9	3 216	3 437	88	97	2 552	2 89
	Les Sables-d'Olonne..	127 802	1 082	1 126	20	27	2 743	2 651	69	65	1 910	2 14
Vienne	Châtellerault.....	91 524	686	706	33	29	1 684	1 614	54	45	1 389	1 64
	Montmorillon.....	400 830	784	739	14	11	1 805	1 761	40	35	1 508	1 59
	Poitiers.....	118 120	868	849	38	34	1 952	1 895	58	64	1 975	2 22
Vienne (Haute)...	Bellac.....	67 079	570	490	47	41	1 108	1 061	30	48	1 125	1 17
	Limoges.....	235 743	1 888	1 852	67	70	3 594	3 518	121	134	3 723	3 71
	Rochechouart.....	48 519	436	440	6	6	987	892	31	48	743	73
Vosges.....	Epinal.....	223 297	1 886	1 935	69	89	4 680	4 459	191	182	3 508	4 00
	Neufchâteau.....	58 887	416	478	25	14	1 111	1 078	35	34	1 093	1 21
	Saint-Dié.....	99 916	857	867	44	59	2 006	1 852	87	75	1 588	1 63
Yonne.....	Auxerre.....	146 639	1 050	1 024	81	63	2 499	2 373	77	64	2 868	3 08
	Avallon.....	59 658	433	360	19	19	889	901	28	19	1 127	1 22
	Sens.....	70 933	578	515	34	39	1 097	1 145	34	38	1 355	1 63
France entière (90 départements)....		40 743 897	339 014	333 441	18 822	19 353	745 315	728 540	29 474	27 812	675 110	741 10

LIVRES REÇUS (1)

La Fédération nationale catholique, par GEORGES VIANCE : préface du T. R. P. JANVIER. — Un vol. in-18 Jésus de 283 pages. Prix, 12 francs. Flammarion, Paris. 1930.

L'abbé Fouque, par HENRY BORDEAUX. — Un vol. 19 x 12 cm. de 284 pages. Prix, 12 francs. Flammarion, Paris. 1930.

Le discours et l'intuition, par J. VIALATOUX. — Un vol. 19 x 12 cm. de 124 pages. Prix, 9 francs. Bloud et Gay, Paris. 1930.

De Constantin au traité de Latran. Rome chrétienne, son visage, son organisation, par GEORGES GOYAU. — Un vol. 19 x 12 cm. de 284 pages. Prix, 12 francs. Flammarion, Paris. 1930.

Pie XI et la paix, par Mgr BEAUPIN. — Une brochure 19 x 11 cm. de 31 pages. Bloud et Gay, Paris. 1930.

Le pèlerinage français des jeunes à Rome, Pâques 1929. — Un vol. 19 x 25 cm. de 96 pages. Prix, 10 francs. Bloud et Gay, Paris. 1930.

La paternité spirituelle du prêtre, par HENRI MARTIN. — Un vol. 19 x 12 cm. de 152 pages. Aubanel, Avignon. 1930.

La certitude sur l'existence de Dieu, par R. LORTAL. — Un vol. 19 x 12 cm. de 61 pages. Aubanel, Avignon. 1930.

De la Bible catholique à la Bible protestante, par l'abbé CHARLES JOURNET. — Un vol. 19 x 12 cm. de 118 pages. Prix, 1 fr. 90. André Blot, Paris. 1930.

Lacordaire et ses amis, par RENÉE ZELLER. — Un vol. 19 x 12 cm. de 284 pages. Prix, 12 francs. Flammarion, Paris. 1930.

Le grand jeu, par ROGER DORIENT, préface d'André BELLESSORT. — Un vol. in-12 de xi-230 pages. Prix, 12 francs. Berger-Levrault, Paris. 1930.

Vers un ordre social chrétien. Jalons de route 1882-1907, par le marquis DE LA-TOUR-DU-PIN LA CHARCE. — Un vol. 23 x 14 cm. de 514 pages. Prix, 25 francs. Beauchesne, Paris. 1929.

Bourdoulou moraliste, par ETHNA BYRNE. — Un vol. 23 x 14 cm. de 504 pages. Prix, 40 francs. Beauchesne, Paris. 1929.

Sheridan ou l'insoucieux, par SHERIDAN. — Un vol. 19 x 12 cm. de 230 pages. Prix, 10 francs. Berger-Levrault, Paris. 1930.

Le cardinal Dubois, par MICHEL FLORISOONE. — Un vol. 22 x 16 cm. illustré de 64 pages. Prix, 4 fr. 75. Bloud et Gay, Paris. 1930.

Léon XIII, par FERNAND LAUDET. — Un vol. 22 x 16 cm. illustré de 56 pages. Prix, 4 fr. 75. Bloud et Gay, Paris. 1930.

Le bienheureux Grignon de Montfort, par E. GOUIN. — Un vol. 22 x 16 cm. illustré de 56 pages. Prix, 4 fr. 75. Bloud et Gay, Paris. 1930.

Pour nos instituteurs chrétiens. Leur sacerdoce, par l'abbé R. HEURTEVENT. — Un vol. 19 x 12 cm. de 157 pages. Prix, 9 francs. Bloud et Gay, Paris. 1930.

Le laïcisme, par LA ROVÈRE. — Un vol. 16 x 13 cm. de 75 pages. Aubanel, Avignon. 1930.

La sanctification des enfants, par J. BLOUET. — Un vol. in-12 de 139 pages. Prix, 7 fr. 50. Gabalda, Paris. 1930.

Saint François de Sales, par M. PAUL ARCHAMBAULT. — Un vol. in-16 de 320 pages. Prix, 20 francs. Gabalda, Paris. 1930.

Tertullien et saint Cyprien, par le chanoine L. BAYARD. — Un vol. in-16 de 296 pages. Prix, 20 francs. Gabalda, Paris. 1930.

L'Evangile commenté par saint Augustin, par le R. P. THONNA-BARTHET. — Un vol. in-8° carré de 300 pages. Prix, 25 francs. Lethielleux, Paris. 1930.

Le flambeau dans la maison, par le R. P. A. DE CHÈNE, S. J. — Un vol. in-8° Jésus de 164 pages. Prix, 10 francs. Lethielleux, Paris. 1930.

Histoire des Etats-Unis, par FIRMIN ROZ. — Un vol. 19 x 12 cm. de 475 pages. Prix, 16 fr. 50. Arthème Fayard, Paris. 1930.

(1) Cette liste contient l'énumération des ouvrages qui ont été envoyés à la rédaction par les auteurs ou les éditeurs et dont l'annonce ne comporte aucun jugement ni approbation de notre part.

Tableau III. — Mariages, naissances vivantes et décès en divers pays depuis 1913. (Nombres en milliers.)

ANNÉES	Angleterre et Galles.	Écosse.	Irlande.	Danemark.	Norvège.	Suède.	Finlande.	Pologne.	Tchécoslovaquie.	Autriche (a).	Hongrie (b).	Suisse.	Empire allemand (c).	Pays-Bas.	Belgique.	France (d).	Espagne.	Portugal.	Italie.	Roumanie.	Japon.	Australie.	Nouvelle-Zélande.
1° MARIAGES																							
1913.....	287	34	22	20	15	33	19	»	»	46	195	27	500	48	61	312	138	40	264	67	431	42	9
1914.....	294	35	24	20	16	33	18	»	»	47	154	22	451	42	41	205	134	42	252	65	453	43	9
1915.....	361	36	24	19	16	33	18	»	»	29	68	20	274	43	25	86	128	38	186	56	445	45	10
1916.....	280	31	22	21	17	35	19	»	»	28	63	22	274	47	30	125	137	37	106	»	434	40	8
1917.....	259	30	21	21	18	36	20	»	»	30	76	23	308	49	33	180	142	34	97	»	448	34	6
1918.....	287	35	23	23	20	39	15	»	»	41	127	26	353	50	44	202	141	31	106	57	501	33	6
1919.....	369	44	27	25	15	40	19	335	185	80	161	31	844	58	97	553	167	49	332	73	480	41	10
1920.....	380	47	27	27	18	43	24	281	179	86	104	35	895	65	107	623	175	55	509	(e) 206	546	52	12
1921.....	321	39	23	27	18	40	24	317	165	81	93	33	731	64	88	456	165	53	426	198	519	47	11
1922.....	300	34	23	26	17	37	24	318	142	74	88	30	682	61	83	385	163	51	351	170	516	45	10
1923.....	292	35	24	27	17	38	24	286	129	57	79	30	581	57	80	355	157	50	321	165	513	45	10
1924.....	296	32	22	26	17	37	22	268	126	53	75	29	440	56	80	355	158	48	307	154	513	46	10
1925.....	296	32	22	26	16	37	22	233	131	51	74	28	483	55	75	353	159	46	296	154	521	47	10
1926.....	280	31	21	26	16	38	23	256	131	48	77	28	483	55	73	345	162	48	296	160	503	48	11
1927.....	308	33	21	26	16	39	24	258	130	49	77	29	538	57	72	336	160	42	303	172	488	49	10
1928.....	303	33	21	27	17	41	26	295	137	49	78	30	587	59	71	339	170	»	285	159	500	49	11
1929.....	313	33	»	»	»	»	»	»	»	»	80	»	»	61	»	333	»	»	285	»	»	»	»
2° ENFANTS NÉS VIVANTS																							
1913.....	882	121	100	72	61	130	87	»	»	153	736	93	1 794	174	170	790	618	200	1 122	310	1 757	136	28
1914.....	879	124	99	73	62	129	88	»	»	152	747	87	1 776	177	156	753	608	194	1 114	327	1 808	138	28
1915.....	815	114	96	70	59	123	83	»	»	119	512	76	1 354	167	124	480	615	196	1 109	320	1 799	135	28
1916.....	786	110	91	72	61	122	80	»	»	94	314	74	1 008	173	99	382	599	193	882	»	1 805	131	29
1917.....	668	97	86	70	65	121	81	»	»	87	297	72	912	173	87	410	602	190	691	»	1 812	130	28
1918.....	663	99	87	73	64	118	79	»	»	88	281	73	927	163	85	470	613	181	640	103	1 792	126	26
1919.....	692	106	89	69	59	115	64	807	302	119	217	72	1 261	164	123	503	585	168	771	286	1 779	122	24
1920.....	958	137	100	78	69	139	85	860	363	147	219	81	1 599	193	164	834	622	206	1 158	(e) 539	2 026	136	30
1921.....	849	123	91	79	64	128	82	889	399	151	255	81	1 530	190	163	812	649	199	1 118	620	1 991	136	29
1922.....	780	115	88	74	62	117	80	981	388	151	249	76	1 404	182	154	760	636	206	1 127	614	1 969	137	29
1923.....	758	112	92	75	61	113	82	1 012	379	147	239	76	1 297	186	157	761	663	209	1 108	609	2 043	135	28
1924.....	730	107	92	74	58	109	78	997	363	142	221	74	1 271	182	155	754	633	211	1 124	623	1 999	135	28
1925.....	710	104	90	72	54	106	78	1 032	356	136	235	73	1 292	179	154	770	645	210	1 108	606	2 086	136	28
1926.....	695	102	89	71	54	102	77	980	352	127	229	72	1 228	177	150	767	663	217	1 095	608	2 104	133	28
1927.....	654	97	87	68	51	98	76	951	336	119	219	70	1 162	175	145	743	637	203	1 093	603	2 061	134	28
1928.....	660	97	85	69	50	98	78	934	337	117	219	70	1 182	179	147	745	670	»	1 071	624	2 136	134	27
1929.....	644	93	»	»	»	»	»	»	»	»	209	»	»	177	»	729	654	»	1 036	»	»	»	»
3° DÉCÈS																							
1913.....	505	73	75	35	32	77	52	»	»	118	501	55	976	76	108	731	449	125	661	192	1 027	52	10
1914.....	517	74	71	36	33	78	51	»	»	118	503	54	1 023	78	109	770	450	118	643	183	1 102	52	10
1915.....	502	82	76	37	33	83	52	»	»	137	553	52	993	80	101	745	452	123	741	194	1 094	53	10
1916.....	508	71	71	39	34	78	55	»	»	133	392	51	936	84	101	695	442	129	722	»	1 188	54	11
1917.....	499	69	73	39	34	77	59	»	»	144	385	53	1 055	87	125	710	466	135	682	»	1 200	48	11
1918.....	612	78	79	39	43	104	95	»	»	165	473	75	1 227	115	157	865	696	253	1 166	297	1 493	50	16
1919.....	504	75	79	40	36	84	63	697	248	131	457	55	978	90	114	731	483	154	676	262	1 282	66	11
1920.....	466	68	67	40	34	78	53	702	257	123	470	56	933	82	103	671	494	144	682	(e) 417	1 422	56	12
1921.....	459	66	64	36	31	74	47	564	242	110	470	50	860	77	103	693	455	126	642	372	1 289	54	11
1922.....	487	73	64	39	32	76	49	551	240	113	473	50	881	80	107	688	441	125	660	376	1 287	51	11
1923.....	444	63	61	38	32	68	48	492	209	100	459	46	858	71	101	666	450	140	626	372	1 332	56	12
1924.....	473	70	66	38	31	72	53	517	216	98	468	49	759	71	100	679	430	127	663	383	1 255	55	11
1925.....	473	66	63	37	30	71	47	490	216	95	442	48	745	72	102	708	432	117	670	362	1 211	55	11
1926.....	454	64	61	38	30	71	48	529	223	99	440	46	734	78	105	713	421	128	680	373	1 161	57	12
1927.....	485	66	62	40	31	77	52	523	231	99	451	49	757	78	107	676	420	123	640	393	1 214	58	12
1928.....	460	65	60	38	30	73	49	505	219	96	446	48	740	74	106	675	418	»	611	352	1 237	59	12
1929.....	533	71	»	»	»	»	»	»	»	»	151	»	»	83	»	741	407	»	661	»	»	»	»

(a) Frontières actuelles, y compris le Burgenland depuis 1919.
(b) Pour 1913 à 1918, ancien territoire, non compris la Croatie-Slavonie; à partir de 1919, nouveau territoire.
(c) Non compris l'Alsace et la Lorraine; depuis 1919, frontières actuelles, non compris le territoire de la Sarre à partir de 1921.
(d) 90 départements, y compris l'Alsace et la Lorraine.
(e) Dans les nouvelles frontières.

Flambart-Trimaillet et C^{ie}, par l'abbé ROGER. — Un vol. 18 1/2 × 10 1/2 cm. de 206 pages. Prix, 3 francs. Bonne Presse, Paris. 1930.
Les forces secrètes de la Révolution, par LÉON DE PONCINS. — Un vol. 19 × 12 cm. de 310 pages. Prix, 20 francs. Editions Bossard, Paris. 1930.

L'Ecole unique contre le bien commun. Comment sont dupés le Parlement et l'opinion. — Une brochure 19 × 12 cm. de 100 pages. Fédération nationale catholique, Paris. 1930.
La famille dans la cité. — Une brochure 19 × 12 cm. de 143 pages. Fédération nationale catholique, Paris. 1930.

Tableau IV. — Proportions pour 10 000 habitants des nouveaux mariés, des enfants nés vivants et des décédés en divers pays, depuis 1913.

ANNÉES	Angleterre et Galles.	Écosse.	Irlande.	Danemark.	Norvège.	Suède.	Finlande.	Pologne.	Tchécoslovaquie.	Autriche.	Hongrie.	Suisse.	Empire allemand.	Pays-Bas.	Belgique.	France.	Espagne.	Portugal.	Italie.	Roumanie.	Japon.	Australie.	Nouvelle-Zélande.
1° NOUVEAUX MARIÉS																							
1913.....	157	143	102	144	124	119	118	»	»	141	182	138	154	155	160	150	136	132	149	183	162	173	165
1914.....	159	148	108	138	127	116	114	»	»	144	144	114	137	136	107	98	130	137	141	168	168	175	170
1915.....	194	152	111	130	128	116	108	»	»	90	64	100	84	133	66	42	124	125	102	143	164	181	182
1916.....	149	130	102	144	137	123	116	»	»	88	68	114	84	144	80	62	132	118	58	»	157	163	149
1917.....	138	126	96	140	142	123	120	»	»	96	82	118	94	144	86	91	136	109	54	»	160	136	117
1918.....	153	142	103	152	155	133	90	»	»	132	138	132	108	148	116	104	134	99	60	176	180	132	113
1919.....	197	180	122	164	118	138	114	254	274	250	408	158	268	172	256	286	162	154	185	200	172	156	168
1920.....	202	192	120	176	140	146	142	212	263	266	262	180	290	191	288	319	169	173	280	258	195	192	206
1921.....	169	161	107	162	135	133	140	234	242	250	232	168	236	184	236	232	155	164	231	243	183	172	174
1922.....	157	140	108	158	127	123	138	228	205	228	216	154	222	174	220	195	152	158	188	208	179	161	153
1923.....	152	144	110	160	124	126	136	202	186	172	192	152	188	160	210	178	146	153	170	200	175	157	158
1924.....	153	132	105	156	121	125	126	186	179	160	182	146	142	156	208	176	146	144	155	185	174	158	158
1925.....	152	133	102	150	118	123	126	162	185	154	179	142	154	148	191	174	144	138	148	184	175	158	157
1926.....	143	128	98	150	115	126	128	172	184	144	183	142	154	148	184	169	146	142	146	189	166	158	158
1927.....	157	133	98	152	113	128	136	172	181	146	182	144	170	150	181	164	144	122	148	201	159	159	152
1928.....	153	134	100	156	120	133	142	196	188	148	182	150	184	154	179	165	152	»	110	»	160	155	152
1929.....	158	136	»	»	»	»	»	»	»	178	»	»	»	158	»	162	»	»	138	»	»	»	»
2° ENFANTS NÉS VIVANTS																							
1913.....	241	255	228	256	249	232	271	»	»	236	345	231	276	281	224	190	304	330	317	421	333	282	261
1914.....	238	261	226	256	250	229	269	»	»	233	347	225	270	282	204	181	298	319	311	421	338	279	260
1915.....	219	239	220	242	235	216	254	»	»	184	238	195	205	262	105	118	298	319	305	405	330	271	253
1916.....	209	229	209	243	242	211	240	»	»	147	168	187	153	265	129	95	290	311	240	»	327	266	259
1917.....	178	203	197	237	253	208	243	»	»	139	160	182	139	260	113	104	288	305	195	»	323	263	257
1918.....	177	205	199	241	246	203	238	»	»	141	153	184	143	248	113	121	294	288	181	158	322	250	234
1919.....	185	220	200	226	227	196	192	305	224	185	276	184	200	242	163	130	283	264	214	395	316	235	215
1920.....	255	281	222	254	261	236	253	322	268	227	314	209	259	281	221	214	300	321	318	337	362	255	254
1921.....	224	252	208	240	240	215	243	327	292	232	318	208	253	274	218	207	304	310	303	387	351	250	232
1922.....	204	235	206	222	231	196	234	352	282	231	308	196	229	259	204	193	305	317	302	375	342	247	233
1923.....	197	228	215	223	225	189	237	356	273	224	292	194	210	260	204	191	306	319	293	369	349	238	219
1924.....	188	219	216	218	210	181	224	346	258	216	269	188	205	251	199	187	299	319	284	374	338	232	216
1925.....	183	213	212	210	195	175	223	352	251	205	283	184	207	242	198	190	293	315	278	362	349	229	212
1926.....	178	209	201	205	193	169	217	330	246	191	273	182	195	238	190	188	299	322	272	360	362	220	211
1927.....	166	198	206	196	182	161	212	316	233	178	252	174	184	231	183	182	286	298	269	352	336	217	203
1928.....	167	198	203	196	180	162	215	326	233	175	256	173	186	233	184	182	299	»	261	»	344	213	196
1929.....	163	190	»	»	»	»	»	»	»	242	»	»	228	»	177	289	»	250	»	»	»	»	»
3° DÉCÉDÉS																							
1913.....	138	155	171	125	131	137	161	»	»	182	235	143	150	123	146	175	221	206	188	261	195	107	95
1914.....	140	155	163	125	133	138	156	»	»	181	235	138	155	124	141	185	220	194	179	235	206	105	93
1915.....	157	171	176	128	132	147	159	»	»	213	257	133	151	125	134	183	221	199	204	245	202	106	91
1916.....	144	146	165	134	136	136	165	»	»	209	209	129	142	129	131	173	213	208	197	»	215	110	96
1917.....	144	143	166	132	134	134	176	»	»	229	207	132	161	131	163	180	223	215	192	»	214	97	96
1918.....	176	160	180	130	168	179	285	»	»	264	257	190	189	171	208	223	331	402	330	457	268	100	148
1919.....	137	154	176	130	138	144	189	264	184	204	200	140	155	132	150	190	233	212	188	361	228	127	95
1920.....	124	140	148	129	128	133	159	263	190	190	214	144	151	119	138	172	238	225	188	259	234	105	103
1921.....	121	136	147	112	115	124	140	207	177	170	212	127	139	111	138	177	213	196	174	230	227	99	87
1922.....	128	149	150	119	120	128	144	198	174	174	214	129	144	114	141	175	205	193	177	230	223	92	88
1923.....	116	129	143	113	116	114	138	173	150	152	195	118	139	99	132	167	208	214	166	226	228	99	90
1924.....	122	144	154	113	112	120	153	179	154	149	203	125	122	98	130	169	198	192	168	230	212	95	83
1925.....	122	134	150	108	110	117	135	167	152	143	171	122	119	98	131	174	197	175	168	216	203	92	83
1926.....	116	130	143	110	106	118	134	178	156	149	166	117	117	98	133	174	190	190	169	221	192	94	87
1927.....	123	135	147	115	110	127	145	174	160	149	177	123	120	102	135	165	189	181	156	229	198	95	85
1928.....	117	133	142	110	106	120	135	167	151	144	171	120	116	96	133	165	186	»	156	»	199	95	85
1929.....	134	145	»	»	»	»	»	»	»	175	»	»	107	»	180	180	»	160	»	»	»	»	»

NOTA. — Voir les notes du tableau précédent.

Santé, Succès, Bonheur, par J. TOMINE, préface d'ANDRÉ CROËN. — Un vol. 19 x 12 cm. de 94 pages. Prix, 6 francs. J. OLIVEN, Paris. 1930.

L'Italie qui vient. Témoignages politiques et littéraires, par LUCIEN GENNARI. — Un vol. in-16 de 256 pages. Prix, 12 francs. Jules Taillandier, Paris. 1930.

Wakanda, par PAUL COZE. — Un vol. in-8° de 255 pages. Prix, 12 francs. Alexis Redier, Paris. 1930.

Le chemin de la foi d'après saint Augustin, par le chanoine DESPINEY. — Un vol. 19 x 12 cm. de 528 pages. Prix: 17 francs. Chez l'auteur, curé-doyen de Vezelay. 1930.

Academias Misionales: I. Memoria del curso 1929-30. II. Contribucion científica al congreso misional de Barcelona. — 2 brochures 21 x 14 cm. de 61 et 31 pages. Colegio Maximo de S. Francisco Javier. Burgos. 1930.

ÉPHÉMÉRIDES

Mardi 16 septembre 1932.

ALLEMAGNE. — *Mannheim* : Congrès universitaire franco-allemand (16-21 sept.) ; la coopération intellect. internat., le rapprochement franco-allemand et les Etats-Unis d'Europe, le rôle de l'étudiant dans le rapprochement des peuples allemand et français, les échanges interuniversitaires.

AUTRICHE. — *Vienne* : 4^e Congrès de la Ligue internat. pour l'éducation sexuelle (16-21 sept.) sous la présid. du Dr Magnus Hirschfeld ; demande aux conducteurs des peuples d'encourager l'enseignement de l'hygiène sexuelle et de faciliter la divulgation des moyens de prévention de la grossesse, réclame l'unificat. du droit matrimonial en Allemagne et en Autriche.

CANADA. — *Ottawa* : La Chambre vote un crédit de 20 millions de dollars pour des travaux publics entrepris en vue de combattre le chômage.

ETATS-UNIS. — *Washington* : 11^e Congrès de la Fédérat. interalliée des anciens combattants (F. I. D. A. C.) (16-21 sept.) ; fixe les relations de la F. I. D. A. C. avec la Fédérat. auxiliaire féminine, demande la continuation de l'action de la F. I. D. A. C. parmi les orphelins des anciens combattants, se déclare ennemie de la guerre, décidée à travailler au développement de l'esprit de paix et au perfectionnement des institutions destinées à servir la paix, prendra part à l'éducation publique afin que celle-ci puisse exiger la solution des conflits internationaux par la voie pacifique, invite les gouvernements à baser leur politique sur l'arbitrage, la sécurité, le désarmement, demande la création d'une carte interalliée pour les anciens combattants voyageant ou se fixant à l'étranger ; M. Radossavljevitch, Yougoslave, est élu président de la Fédérat.

LUXEMBOURG. — *Luxembourg* : Mort de Victor Thorn, président du Conseil d'Etat, min. d'Etat honoraire.

PAYS-BAS. — *La Haye* : La reine Wilhelmine ouvre la session des Etats généraux ; dans son discours elle parle de la crise économique et de l'empire colonial.

URUGUAY. — *Montevideo* : Rupture des négociat. diplomat. avec le Pérou, qui ne considérerait plus comme *persona grata* le ministre d'Uruguay à Lima, M. Rafael J. Fosalba, pour avoir accordé asile à l'ex-président Augusto B. Leguía et à quelques-uns de ses partisans lors des troubles révolutionnaires.

Mercredi 17 septembre.

FRANCE. — D. (min. Aff. étr.) relatif à l'attribution de secours aux ressortissants français victimes, hors de France ou en mer, de dommages matériels directement survenus à leurs biens du fait de la guerre et pendant la guerre de 1914 (J. O., 22-23. 9. 30). — Circulaire (min. Agric.) concernant l'applicat. du décret du 20. 3. 30 et relative aux autorisations de fabriquer et de faire le commerce des produits stupéfiants (J. O., 20. 9. 30).

ALLEMAGNE. — *Berlin* : Mort du prof. Eduard Sachau, né le 20. 7. 45 à Neumuenster, prof. extraord. de langues sémitiques à l'Univ. de Vienne, 1869, prof. ordinaire, 1872, prof. de langues orientales à Berlin, 1876, voyage en Syrie et Mésopotamie, 1879-80, directeur du Séminaire oriental à l'Univ. de Berlin depuis 1887 ; auteur de *Gawaliki Murrah*, 1867 ; *Theodori Mopsuesteni fragmenta syriaca*, 1870 ; *Ueber die Reste der syrischen Uebersetzungen Klassisch-griechischer nichtaristotelischen Literatur*, 1870 ; *Inedita Syriaca*, 1870 ; *Zur historischen Geographie von Nordsyrien*, 1892 ; *Katalog persischer Handschriften*, 1889 ; *Aramäische Handschriften*, 1893 ; *Zur Ausbreitung des Christentums in Asien*, 1919, et de nombreux autres ouvrages sur la littérature et le droit arabe et syriaque.

BELGIQUE. — *Ternath* : Mort du baron J. Liebaert, né à Courtrai le 22. 6. 48, ét. aux collèges de Courtrai, Alost et Namur et à l'Univ. de Louvain, avocat à Bruxelles, membre du Conseil général de la Caisse d'épargne, directeur à la Banque nationale, membre du Conseil d'administ. de l'Institut d'émission, prés. de la Commission permanente pour l'étude des questions monétaires, administrateur de la Société nationale du crédit à

l'industrie, m. du Conseil provincial de la Flandre occidentale pendant 13 ans, député de Courtrai, 1890-1919, du parti catholique, successivement min. de l'Industrie, min. des Chemins de fer, puis min. des Finances, 1899-1909, min. d'Etat depuis 1912, créé baron en mai 1929, lors de sa retraite.

BRÉSIL. — *Rio de Janeiro* : M. Benitez, min. d'Espagne, présente ses lettres de créance.

ESPAGNE. — *Madrid* : Fin de la censure de la presse, en vigueur depuis 7 ans et 4 jours.

ITALIE. — *Fiume* : Démonstration antiserbe à l'arrivée du vapeur italien *Cesare-Battisti*, transportant 800 fascistes et des avant-gardistes armés.

RUSSIE. — *Moscou* : Hussein Raghib bey, ambass. de Turquie, et M. Jurgis K. Baltrusaitis, min. de Lituanie, signent un traité d'amitié turco-lituanien.

SUISSE. — *Genève* : Ouverture de la 61^e session du Conseil S. D. N.

YOUGOSLAVIE. — *Belgrade* : M. Alexandre Voukitchevitch, conseiller de la légation yougoslave à Paris, est nommé min. à Sofia (né à Pojarevatz en 1891, docteur en droit de la Faculté de Paris et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, attaché au min. des Aff. étr., 1914, attaché à la légation serbe de Paris, chef du Cabinet du min. des Aff. étr., 1924, cons. de la légation serbe à Paris depuis 1927).

Jeudi 18 septembre.

ALLEMAGNE. — *Tubingue* : Mort du Dr Emil Belzer, né le 18. 3. 30 à Baden-Baden, ét. à Fribourg-en-Brisgau, Munich et Berlin, membre et prés. de la Diète de Hohenzollern, représente ce pays au Conseil d'Etat prussien depuis 1922, président de régence à Sigmaringen, 1919-1927, membre de la Diète de Prusse, 1906-1913, m. du Reichstag, 1906-1918, du Centre.

ARGENTINE. — *Buenos-Aires* : Démission de M. Federico Alvarez de Toledo, min. d'Argentine à Paris depuis le 21. 12. 27.

ITALIE. — *Rome* : Tommaso Tittoni donne sa démission de prés. de l'Académie pour raison de santé (né le 16. 11. 55 à Rome, sénateur, 25. 11. 1902, min. des Aff. étr., 1903-05, ambassadeur d'Italie à Londres, 1905-06, min. Aff. étr., 1906-09, membre de la Cour d'arbitr. de la Haye, 1912, ambass. à Paris, 1910-16, min. d'Etat, 1916 ; min. des Aff. étr. et délégué à la conf. de la Paix, 1919, prés. du Sénat, 4. 12. 19 ; auteur de nombreuses études économiques et politiques) ; il est remplacé par le sénateur Guglielmo Marconi (D. C., t. 17, 1214).

POLOGNE. — *Varsovie* : M. Egon Hein, ambass. d'Autriche, remet ses lettres de créance à M. Ignace Moscicki, prés. de la République.

Vendredi 19 septembre.

FRANCE. — Tempête sur les côtes de Bretagne et de Vendée, à Concarneau, Port-Louis, Etel, Ile-de-Groix (19-20 sept.) ; 46 disparus ; 126 hommes et 21 thonniers manquaient encore le 15 octobre. — Le vapeur belge *Tigris*, parti d'Anvers le 18 sept. pour Alexandrie, se perd corps et biens au large de Dunkerque ; 33 victimes.

— *Paris* : 3^e Semaine d'études et 2^e Congrès national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J. O. C.) (19-21 sept.) ; la rechristianisation du travail ; nécessité de transformer le milieu de travail pour en faire, dans l'œuvre d'éducation, non plus l'adversaire, mais l'auxiliaire de la famille, de l'école, de l'Eglise ; nécessité d'organiser partout la préparation des jeunes au travail ; nécessité de poursuivre toutes les revendicat. d'ordre strictement professionnel qui intéressent la jeunesse ouvrière en accord avec les syndicats chrétiens. — 15^e Congrès de l'Association générale des mutilés de guerre ; clôture à Liège le 21 sept. ; revendications des victimes de la guerre relatives aux assurances sociales ; la question de la carte du combattant ; foi de l'Association dans la S. D. N. pour mettre fin à l'ère des conflits armés.

CHINE. — *Mowkden* : Le maréchal Tchang-Hsue-Liang, gouverneur de la Mandchourie, ordonne aux troupes nordistes de suspendre immédiatement les hostilités en attendant un règlement pacifique de la situation polit. en Chine.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres* : Mort du major général Sir Neville Reginald Howse, né le 26. 10. 63 à Stogursey (Somerset), prit part à la guerre contre les Boers, 1900-02

à plusieurs expéditions en Australie, min. de l'Hygiène et du Rapatriement du gouvernement australien, 1925-29, représentant de l'Australie à l'Assemblée S. D. N. en 1923.

JAPON. — *Tokio* : 19^e session de l'Institut internat. de statistique (19-21 sept.).

SUISSE. — *Genève* : Le gouvernement espagnol notifie au secrétariat S. D. N. son adhésion à l'ensemble de l'acte internat. pour le règlement pacifique des différends internationaux.

Samedi 20 septembre.

FRANCE. — *Circulaire* (min. Trav.) relative au fonctionnement des caisses primaires d'assurances sociales (*J. O.*, 21. 9. 30).

— *Antibes* : Mort du contre-amiral de Lavalette de Maubeuge, du cadre de réserve.

— *Paris* : Convent de la Grande Loge de France (20-23 sept.) groupant plus de 400 délégués ; traite de l'idéal maçonnique et de l'action sociale laïque. — Mort d'Edouard Delpeuch, né à Bort (Corrèze) le 24. 7. 60, ét. au lycée Charlemagne, à l'Ecole normale supérieure, prof. de l'Université à Châteauroux, Bourg, Brest, au prytanée militaire de La Flèche, à Caen, aux lycées Charlemagne et Condorcet, chef de Cabinet du président de la Chambre des députés, 1885, du ministère de l'Instr. publ., 1887-88, du min. des Aff. étr., 1889-90, député de la Corrèze, 1890-98, cons. gén. de la Corrèze, 1890-98, sous-secrét. d'Etat des P. T. T., 1896-98.

ALLEMAGNE. — *Berlin* : Le général baron von Hammerstein-Equord (né le 20. 9. 78, capitaine en 1914, major à l'état-major de l'armée, 1918, chef de l'état-major du commandement du premier groupe à Berlin, chef de l'office du personnel et des troupes, 1. 10. 29, marié avec la fille de l'ancien général von Luttwitz) est nommé chef de la direction de la Reichswehr à partir du 1. 11. 30, en remplacement du général Wilhelm Heye (lieutenant général à Königsberg, 1924, succède à Hans von Seeckt le 9. 10. 26 [cf. *D. C.*, t. 18, 828]).

AUTRICHE. — *Vienne* : Le Dr Caius Brediceanu, ex-min. de Roumanie au Brésil (*D. C.*, t. 19, 1406), présente ses lettres de créance au président Wilhelm Miklas).

BELGIQUE. — *Bruxelles* : 12^e Congrès internat. d'histoire de l'art (20-29 sept.) ; 19 pays sont représentés sous la présidence de M. Leo Van Puyvelde, conservateur en chef du musée de Bruxelles ; s'occupe de l'histoire de l'art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours : enseignement et muséographie (conservation et restauration des œuvres d'art, examen des contrefaçons, échanges internat., catalogues), l'art du moyen âge en Europe, l'art de la Renaissance et des temps modernes, les arts hors d'Europe dans leurs rapports avec l'art européen ; décide de créer un Comité internat. permanent de l'histoire de l'art.

CHINE. — Les troupes nordistes évacuent Pékin et Tien-Tsin à l'approche des troupes de Tchang-Hsue-Liang, qui occupent ces 2 villes le 23 sept.

DANZIG. — *Publicat.* de la nouvelle Constitution, le nombre des députés est réduit de 180 à 72 et le Sénat de 22 sénateurs à 12 ; les sénateurs doivent démissionner quand la Chambre leur retire sa confiance.

ITALIE. — *Roma* : Dernière célébrat. de la prise de la ville par les troupes de Victor-Emmanuel II ; la fête est reportée au 11 févr., anniversaire de la signat. des accords de Latran. — Premier Congrès internat. de l'artisanat (20-22 sept.) ; constitution de l'Institut internat. de l'artisanat.

SUÈDE. — Elections au Landsting (Conseils généraux) dans un certain nombre de districts (20-22 sept.) ; les conservateurs gagnent 3 sièges, les agrariens 20 et les social-démocrates 30.

TURQUIE. — Elections municipales en province ; avantage au parti populaire.

Dimanche 21 septembre.

FRANCE. — *D.* (min. Trav.) déterminant les garanties à exiger des institutions patronales (assurances soc.) (*J. O.*, 22-23. 9. 30).

— *Quimper* : M. Le Gorgeu, maire de Brest, radical-socialiste, est élu sénateur du Finistère en remplacement de Maurice Fenoux, de l'Union démocratique et radicale, décédé le 30. 6. 30.

— *Saint-Flour* : Assemblée générale des catholiques du

Cantal ; discours du Dr Chibret, de M. Henri Teitgen, de M. l'abbé Bergey et de Mgr Lecœur.

ALLEMAGNE. — *Munich* : Mort du P. Bernhard Duhr, S. J., né le 2. 8. 52 à Cologne ; auteur de *Briefe des Feldmarschall Radetzky an seiner Tochter Friederike, 1847-1857*, 1892 ; *Jesuitenfabeln*, 1904 ; *Geschichte der Jesuiten in den Laendern deutscher Zunge*, 3 vol., 1907-21, et d'autres ouvrages sur la Compagnie de Jésus. — Mort du général baron Ludwig von Gebtsattel, né le 15. 1. 57 à Würzburg, prit part à l'expédition militaire internat. de Chine sous le commandement du gén. comte Waldersee, 1900-01, plénipot. militaire de la Bavière à Berlin, 1905-11, commandant général du 3^e corps d'armée bavarois, 1914, prit part à l'attaque du fort du Camp des Romains à Verdun le 29. 9. 14, en retraite le 1. 11. 19.

CHILI. — *Conception* : Echec de la tentative de coup d'Etat fomentée par des officiers qui avaient été exilés en Argentine.

POLOGNE. — *Varsovie* : Le min. de l'U. R. S. S. remet au gouvernement polonais une note de protestat. contre la violation de la frontière soviétique par des avions militaires polonais le 8 sept.

PORTUGAL. — *Coïmbre* : 15^e Congrès internat. d'anthropologie et d'archéologie préhistorique ; communications sur les peintures zoomorphiques et anthropomorphiques dans la Beira-Alta, l'enseignement de l'ethnographie dans les écoles françaises, les pratiques de médecine populaire en Espagne, l'augmentation de la criminalité juvénile pendant la guerre, l'art rupestre néolithique dans les Carpathes, l'art néolithique à Badari, l'art rupestre ; clôture à Lisbonne le 28 sept.

TURQUIE. — *Ankara* : Démission de Mahmoud Essad bey, min. de la Justice depuis le 3. 11. 27.

Lundi 22 septembre.

FRANCE. — *Circulaire* (min. Trav.) fixant le tarif de réassurance prévu par l'art. 4, § 12, de la L. du 5. 4. 28 modifiée sur les assurances soc. (*J. O.*, 22-23. 9. 30). — Arrêté (min. Trav.) fixant les conditions dans lesquelles seront établies les listes départementales des professions pour lesquelles la pratique de l'apprentissage est consacrée par les usages locaux (application de l'art. 2, alinéa 4, de la L. du 14. 7. 13 sur l'assistance aux familles nombreuses (*J. O.*, 25. 9. 30).

ALLEMAGNE. — *Cologne* : Ouverture du 44^e Congrès de la Société Goerres, qui s'occupe de questions scientifiques en se référant spécialement à la doctrine de saint Augustin et d'Albert le Grand.

CHINE. — *Nankin* : Mort de Tan-Yen-Kai, président de l'office exécutif d'Etat, l'un des conseillers d'Etat qui constituent le gouvernement national.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres* : Congrès biennal de la Fédération internat. des travailleurs du transport (22-27 sept.) ; 200 délégués de 35 pays y assistent ; propose de prélever sur les fonds de réserve de la Fédération une somme qui viendrait en aide aux diverses unions de travailleurs en cas de conflits ouvriers ; discute de la ratification de la convention de Washington sur les 8 heures.

ITALIE. — *Rome* : 8^e Congrès internat. d'histoire de la médecine (22-28 sept.), 23 nations sont représentées par 200 délégués ; comment l'Europe, au moyen âge, se protège contre la lèpre ; les relations scientifiques entre l'Italie et les autres Etats européens aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles ; sur la nécessité de rendre obligatoire dans les Universités l'étude de l'histoire de la médecine.

SUISSE. — *Bâle* : 4^e conférence internat. des œuvres cathol. de bienfaisance (*Caritas catholica*) (22-26 sept.), 20 Etats sont représentés par plus de 250 délégués ; idée générale : la sauvegarde de la famille chrétienne ; Mgr von Tongelen, président de la Fédération de charité d'Autriche, est nommé prés. de la *Caritas catholica*, en remplacement de Mgr Müller-Simonis, décédé le 23 sept.

TURQUIE. — *Ankara* : Session extraordinaire du Parlement.

Mardi 23 septembre.

FRANCE. — *Strasbourg* : Mort de Mgr Paul Müller-Simonis, né le 9. 7. 62 à Muehlbach, ét. d'ingénieur à Strasbourg et à Paris, ét. théologiques à Rome et à Munich, prêtre en 1886, s'occupa d'œuvres en Alsace, bâtit la maison « l'Union » à Strasbourg, y fonda la maison

l'édition de l'*Elsaesser*, dont il resta pendant longtemps président du Conseil d'administration, co-fondateur de l'Elsaessischen Landespartei et plus tard du parti du Centre d'Alsace-Lorraine, candidat aux élections pour le Reichstag en 1893, directeur des œuvres de charité diocésaines, prélat de Sa Sainteté, 1907, travailla depuis plusieurs années à l'organisation internationale *Caritas catholica*, dont il espérait réunir le premier Congrès à Strasbourg en 1927 et qui s'ouvrit à Bâle le 22. 9. 30, auteur de *Du Caucase au golfe Persique*, 1892; *Réforme de l'Assistance publique en Alsace-Lorraine*, 1907.

ALLEMAGNE. — Berlin : Conférence des méthodistes épiscopaliens de l'Europe centrale (23-28 sept.), sous la présidence du Dr J. L. Nuelsen de Zurich; s'occupe de l'adaptation des lois ecclésiastiques aux conditions des divers pays; le gouvernement de Prusse reconnaît l'Eglise méthodiste comme association de droit public.

— Weimar : La feuille officielle du ministère de l'Instr. publique de Thuringe publie la déclaration du min. W. Frick, qui se conforme à la décision de la Haute-Cour pour l'Empire allemand (11. 7. 30) et déclare que sa « prière de haine » est incompatible avec la Constitution de Weimar.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Prague : Congrès internat. des coopératives.

TURQUIE. — Ankara : Chakir bey, min. de l'Economie nationale, donne sa démission.

Mercredi 24 septembre.

FRANCE. — Arrêté (min. Trav.) modifiant le modèle de bordereau pour les versements en numéraire ou par chèque (assurances soc.) (J. O., 27. 9. 30).

— Paris : Interruption des pourparlers franco-italiens sur le désarmement naval. — 5^e Congrès internat. d'éducation morale (24-27 sept.); 35 nations y participent; utilisation de l'histoire en vue de l'éduc. morale, la part à faire à la discipline et à l'autonomie dans l'éduc. morale, les divers procédés de l'éducation morale.

AUTRICHE. — Vienne : Démission de M. Frederick Huster, min. du Commerce, du vice-chancelier Karl Augoin et de M. Florian Foedermayr, min. de l'Agriculture.

BELGIQUE. — Anvers : 7^e Congrès internat. de la police criminelle (24-30 sept.), 14 pays sont représentés; traite de l'extradition, des mesures préparatoires pour l'arrestation des malfaiteurs, de l'activité de la Commission internat. de police criminelle dans le domaine du service de documentation, de recherche et d'identification des malfaiteurs, et l'unification des casiers généraux des criminels internat. rés les divers services de police criminelle, de la radiotélégraphie policière internat.; vœux relatifs à l'uniformisation des lois et ordonnances concernant les stupéfiants, la création d'offices centraux de documentation et d'identification, et d'un office central internat. à Vienne en cette matière, de l'édiction de mesures répressives efficaces pour combattre la traite des blanches; le Congrès propose de rendre plus souple la procédure relative à l'arrestation, provisoire et à la remise aux autorités requérantes des criminels arrêtés.

GRANDE-BRETAGNE. — Londres : M. Arthur Hayday (né 24. 10. 69 à Tidal Basin, Londres E., garçon de cuisine au buffet des docks Albert, chauffeur sur un transatlantique, membre travailliste du Conseil municipal de Westham, 1896-1909; représentant de Londres à l'Union nationale des ouvriers, 1898, puis des Trade-Unions d'Angleterre à la Convention du travail de Buffalo, nov. 1917, membre du Parlement depuis 1918), membre du Conseil général pour les Congrès des Trade-Unions depuis 1922, élu par ce Conseil à la présidence du Congrès de 1931.

IRLANDE. — Dublin : Mort du général Sir Bryan Mahon, né à Belleville (comté de Galway) le 4. 62, prit part à la campagne d'Egypte, 1896, aux expéditions de Dongola, Khartoum et Kordofan, commandant de la 8^e division aux Indes, 1909-14, de l'Armée Salonique, 1915-16, commandant en chef de l'Irlande, 16-18, en retraite, 1921.

ITALIE. — Rome : Augusto Turati (né à Parme le 8. 1888, rédacteur de la *Provincia di Brescia*, rédacteur en chef depuis la guerre, fasciste de la première heure, secrétaire de la Fédération fasciste et des syndicats de Brescia, 1922, député pour la Lombardie aux 27^e et 28^e législatures, vice-secrét. gén. du Parti national fasciste,

mai 1925, secrét. gén. en mai 1926 [D. C., t. 15, 1024], s'occupe activement du nouveau statut du Parti, de la constitution des Comités intersyndicaux, de l'encadrement des universitaires dans les organisations fascistes, du développement des colonies d'été pour enfants malades et de la création de la librairie « Littorio », donne sa démission de secrét. gén. du Parti; il est remplacé par Giovanni Battista Giuriati (né à Venise le 4. 8. 76, avocat, prés. de la Société irrédentiste Trento e Trieste, 1913, légionnaire de l'armée de Fiume, chef de cabinet de Gabriele d'Annunzio pendant 4 mois, représente l'Etat de Fiume à la conférence de la paix, fonde à Venise l'Alleanza Nazionale anticommuniste, 1920, adhère au fascisme, 1921, député fasciste pour Venise aux 26^e, 27^e et 28^e législatures, commande les légions vénitiennes pendant la marche sur Rome, ministre des territoires délivrés jusqu'en février 1923, envoyé en Amérique du Sud comme ambassadeur extraordinaire, févr.-oct. 1924, min. des Travaux publics, janv. 1925-1928, prés. de la Chambre des députés, mars 1929); Costanzo Ciano, Alberto de Stefani, Edmondo Rossoni et Augusto Turati sont nommés membres du Grand Conseil.

PAYS-BAS. — La Haye : Mort de Mme Anna de Savornin Lohman, âgée de 62 ans; auteur de nombreux romans, notamment de *De milieux chrétiens*; Pour la gloire de Dieu.

RUSSIE. — Violent séisme dans le Tadchikistan; 7 villages anéantis, 175 morts, 300 blessés.

— Moscou : Visite de Tefvik Rouchdi bey, min. des Aff. étr. de Turquie (24-27 sept.). — Exécution de 48 contre-révolutionnaires inculpés d'association pour la désorganisation du ravitaillement de la population.

SUISSE. — Berne : Le Conseil national ratifie les conventions internationales sur la circulation automobile et sur l'esclavage.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Prague : Manifestations antiallemandes.

Jeudi 25 septembre.

FRANCE. — Paris : M. Clément Moret, anc. directeur du mouvement général des fonds au ministère des Finances, premier sous-gouverneur de la Banque de France, est nommé gouverneur de la Banque de France, en remplacement de M. Emile Moreau, gouverneur depuis le 26. 6. 26, démissionnaire.

AUTRICHE. — Vienne : Démission du cabinet Johann Schober.

ETATS-UNIS. — Washington : M. Nicolas Roosevelt, vice-président des Philippines, donne sa démission et est nommé ministre en Hongrie, en remplacement de M. J. Butler-Wright, nommé en Uruguay.

GRANDE-BRETAGNE. — Londres : Constitution d'un Conseil national de l'industrie et du commerce, sur l'initiative de Sir William Moris; préconise le développement du protectionnisme économique.

INDE. — Panvel (région de Kolaba) : Echauffourées entre Hindous et la police pendant une manifestation en vue de violer les lois forestières dans la forêt de Chirnara (25-26 sept.); la police tire sur la foule; 9 morts, 27 blessés.

PAYS-BAS. — Dordrecht : La reine Wilhelmine inaugure le nouveau port de mer.

SUISSE. — Genève : Signat. d'un traité d'arbitr. et de conciliation entre la Belgique et la Lituanie.

TURQUIE. — Ankara : Démission du cabinet Ismet pacha, formé le 3. 11. 27.

Vendredi 26 septembre.

FRANCE. — Lille : 12^e Congrès national de la natalité et des familles nombreuses (26-28 sept.); rapports sur les droits politiques des chefs de famille, sur la nécessité d'un office national de la famille et de la natalité, sur l'école et la famille, sur les causes de la dépopulation et de la mortalité en France, sur l'assistance médicale gratuite aux femmes en couches; vœu en faveur du vote familial, réservé à la famille légitime; la Commission catholique étudie les périls qui menacent la famille et les remèdes à y opposer, le péril d'une éducation qui ne prépare pas à la vie de famille, la conception chrétienne de l'habitation, le péril de la mauvaise ambiance et du mauvais voisinage, la pratique de l'épargne par les institutions collectives.

ALLEMAGNE. — Berlin : M. Nicolaï Krestinsky, ambass.

des Soviets, nommé commissaire adjoint des Aff. étrangères à Moscou; remet ses lettres de rappel au président maréchal Hindenburg; il sera remplacé par M. Chiutchuk, chef de la délégation commerciale des Soviets à Londres.

— **Dresde**: Congrès des villes allemandes sous la présidence du Dr Mullert; étudie la question du chômage et de sa réaction sur les municipalités: le manque d'unité dans l'administration des assurances-chômage et les charges pécuniaires deviennent insupportables aux communes, le décret du président du 26. 6. 30 est un remède insuffisant; Congrès des villes de Prusse le 27 sept.

— **Weimar**: Le Gouvernement thuringien interdit aux fonctionnaires toute accointance avec le parti communiste.

BELGIQUE. — **Bruxelles**: Conférence internat. des sciences économiques appliquées (26-28 sept.), sous la présid. de M. Mac-Léo Gérard; discute du libre échange, de la production industrielle, des exploitations d'économie mixte, des actions à vote plural, des impôts directs et indirects.

— **Brésil**. — **Rio de Janeiro**: M. Octavio Mangabeira, min. des Aff. étr., est élu m. de l'Acad. des lettres.

— **Espagne**. — **Barcelone**: Expulsion du colonel Francesco Macia, qui se réfugie à Bruxelles (cf. D. C., t. 17, 506 et 1019; t. 19, 695).

— **Grèce**. — **Athènes**: L'accord commercial gréco-roumain est renouvelé pour 3 mois.

— **Hongrie**. — **Budapest**: Le Dr Alexandre Ernzt (né à Bazin, dioc. de Gran, le 21. 4. 70, publiciste à Budapest, recteur du séminaire central de Budapest, 1922, protonot. apost. depuis le 10. 2. 23, chan. d'Oradea Mare, 1925, député au Parlement national, du groupe chrétien éconómico-social, est nommé min. de la Prévoyance sociale, en remplacement de Mgr Joseph Vass, décédé le 8 sept.

— **Italie**. — **Trieste**: Fermeture de l'école primaire slave de Saint-Jacques pour propagande antinationale et antifasciste.

— **Pologne**. — Dissolution de la Diète de Haute-Silésie, élections le 23 nov.

— **Cracovie**: Conférence du Danube, 12 Etats intéressés y participent; propositions tendant à établir des facilités douanières pour les transports sur le Danube et les frontières douanières communes.

— **Katowice**: Sur l'ordre du procureur du tribunal de Katowice, arrestat. de M. Korfanty, anc. député à la Diète de Varsovie et à la Diète de Hte-Silésie, prés. du parti démocratique chrétien, commissaire pour la Pologne lors du plébiscite de Hte-Silésie, éditeur du journal *Cattowitzer Polonia*, accusé de détournements, de falsification de traites et de délits tombant sous le coup de la loi pour la sécurité de l'Etat.

Samedi 27 septembre.

— **ALLEMAGNE**. — **Berlin**: Le cabinet du Reich, le prés. de la Reichsbank Hans Luther (D. C., t. 23, 893) et le min. des Finances de Prusse s'entendent sur un projet d'ensemble pour l'assainissement financier du pays. — Mort du contre-amiral Richard Ackermann, âgé de 61 ans, pendant la guerre commandant du Goeben.

— **ARGENTINE**. — **Buenos-Aires**: Arrestat. du Dr Enrique Gonzalez, anc. min. de l'Intérieur, qui est conduit à bord du croiseur *Buenos-Aires*.

— **BELGIQUE**. — **Bruxelles**: La Cour d'assises du Brabant condamne à 5 ans de réclusion l'antifasciste Fernando De Rosa, étudiant en droit à Milan, auteur de l'attentat contre le prince Humbert de Piémont commis à Bruxelles le 24. 10. 29.

— **Liège**: Congrès de l'entente franco-belge (27-29 sept.) comprenant 100 adhérents, sous la présid. de M. Raoul Péret, min. de la Just. de France, et de M. Charles Magnette, prés. du Sénat belge; émet le vœu que dans les accords commerciaux futurs de la France et de l'Union économique belgo-luxembourgeoise avec d'autres Etats le champ d'application de la clause de la nation la plus favorisée soit expressément limité; que soit constituée une Commission permanente franco-belge d'étude, d'équilibre économique et social; qu'une union postale restreinte soit conclue entre la France, la Belgique et le Luxembourg sur la base de l'unité de territoire postal et de l'applicat. au départ de taxes postales intérieures pour

tous les objets de correspondance; qu'une Commission permanente soit constituée pour développer les relations entre les Bourses de Paris et de Bruxelles.

— **EGYPTE**. — **Alexandrie**: Suicide de Sir John Norton Griffiths, né le 13. 7. 71, ingénieur et entrepreneur de travaux publics, en mission spéciale en Roumanie pour s'occuper des dépôts de blé et d'huile, 1916, m. du Parlement pour Wednesbury, 1910-18, et pour Wandsworth 1918-24, avait entrepris de surélever le barrage du Nil Assouan pour une somme de 50 millions de francs inrieure aux autres souscripteurs, se suicide parce qu'il pouvait pas tenir ses engagements.

— **FINLANDE**. — **Helsingfors**: L'accusateur public engagé des poursuites contre la Société finlandaise des travailleurs de l'alimentation et l'Union des ouvriers maçons ainsi que leurs filiales, soit 1 200 organisations syndicales pour leur activité subversive.

— **HONGRIE**. — **Budapest**: Echange des ratificat. du traité commercial hungaro-turc conclu à Ankara le 21. 5. 30.

— **INDE**. — **Moradabad**: La police tire sur des volontaires qui s'efforçaient d'empêcher une élection pour le Conseil local musulman en détruisant les bulletins de vote 45 émeutiers ont été hospitalisés.

— **ITALIE**. — **Cappelletta di Virgilio** (près Mantoue): Mort du sénateur Giulio Fano, né à Mantoue le 29. 3. 56, ét. Turin, prof. de physiologie à l'Univ. de Gènes, 1884, puis à l'Institut royal des études supérieures de Florence 1894-97, directeur de l'Institut de physiologie générale à l'Univ. de Rome depuis 1917, fondateur des archives de physiologie nationale des Lincei, sénateur depuis 1911, auteur de *Un fisiologo interno al Mondo*, 1899; *Cervello e cuore*, 1923.

— **TCHÉCOSLOVAQUIE**. — **Prague**: 16^e Congrès du parti social-démocrate tchèque (27-29 sept.); révision de son programme: à l'intérieur, se prononce pour l'autonomie scolaire des minorités; à l'extérieur, insiste sur le désarmement internat., se prononce contre la restaurat. de Habsbourg et recommande une politique de bons rapports avec tous les Etats et l'élargissement des traités d'arbitrage.

— **TURQUIE**. — **Ankara**: Ismet pacha forme le nouveau ministère.

Dimanche 28 septembre.

— **FRANCE**. — D. (min. Aff. étr.) portant promulgat. de convention consulaire conclue à Tirana le 5. 2. 28 entre la France et l'Albanie (J. O., 1. 10. 30). — Décrets (mi I. P.) portant règlement d'administrat. publ. relative l'administrat. et au régime financier de la caisse nationale des lettres et de la caisse nationale des sciences (J. C. 5. 10. 30).

— **Alençon**: Discours de M. A. Tardieu, prés. du Conseil, au banquet de clôture de la Grande semaine agricole de l'Orne: la crise agricole et le gouvernement, les mesures prises et les résultats, la politique agricole demain; la France et la paix.

— **Gap**: 3^e Congrès de l'Union cathol. des Hautes-Alpes; discours de M. Dufour de La Thuillerie, M. l'abbé Thellier de Poncheville et de Mgr Pic.

— **Vast** (Château du) (Manche): Mort de Mgr Mauri Rivière, né à Paris le 6. 6. 59, ét. au collège Stanislas et au Séminaire français à Rome, vicaire à Ste-Madeleine 1883, curé de Saint-Antoine, 1898, et de Sainte-Madeleine 1906, chanoine honoraire, élu év. de Périgueux, 1. 6. 1909, promu archev. d'Aix, 9. 7. 20.

— **ALLEMAGNE**. — **Munich**: Mort du feld-maréchal prince Léopold de Bavière, 2^e fils du prince Luitpold de Bavière né le 9. 2. 46 à Munich, officier d'artillerie pendant la guerre de 1866, commandant de batterie, 1870-71, commandant général du 1^{er} corps d'armée bavarois, 1887-91, inspecteur général du 4^e corps d'armée, 1892-1913, maréchal, 1905, commandant de la 9^e armée qui s'empara de Varsovie le 5. 8. 15, commandant des armées de l'Est de la Baltique à Brody.

— **BELGIQUE**. — **Bruxelles**: Congrès de la presse médicale (28-29 sept.); rapports sur le rôle de la presse médicale dans la diffusion des grandes idées scientif. et profession., sur les limites de la critique scientif. dans le domaine médical, sur la propriété des fiches scientif., le Congrès s'occupe de la publicat. d'un dictionnaire universel des termes médicaux.